



# Rapport d'activité

2015

L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en oeuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

**CRÉATION GRAPHIQUE** | Expansion Partners SA, Namur

**MISE EN PAGE** | IPM Printing SA, Bruxelles

**ÉDITEUR RESPONSABLE** | Sébastien BRUNET

**DÉPÔT LÉGAL** | D/2016/10158/3

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.



Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique

Route de Louvain-la-Neuve 2 - 5001 BELGRADE (NAMUR)

Tél. 32 (0)81 46 84 11 | Fax 32 (0)81 46 84 12

<http://www.iweps.be>

[info@iweps.be](mailto:info@iweps.be)

# Table des matières

PRÉFACE .....	6
1. L'INSTITUTION .....	7
1.1. Missions.....	8
1.2. Le plan opérationnel .....	9
1.3. Projet d'interfédéralisation de la statistique et des Comptes Nationaux .....	10
1.4. Organigramme et rapport social au 31 décembre 2015.....	10
1.5. Rapport financier 2015 .....	12
1.5.1. Les recettes .....	13
1.5.2. Les dépenses.....	13
1.6. Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique .....	14
1.7. Bourses IPRA (IWEPS PhD Research Activity).....	15
1.8. Partenariats et collaborations .....	19
2. FAITS MARQUANTS DE 2015.....	20
Un projet sous la loupe : Les comptes de l'emploi wallon.....	21
L'étude des dynamiques démographiques et résidentielles en Wallonie.....	22
La première conférence de citoyens de l'IWEPS .....	22
La chaire Quetelet .....	23
3. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES PAR DOMAINE .....	24
3.1. Population.....	25
3.1.1. Monitoring de la population.....	25
3.1.2. Bases de données démographiques issues du Registre national.....	25
3.1.3. Perspectives de population et des ménages au niveau communal .....	25
3.1.4. Co-organisation de la Chaire Quetelet 2015 .....	26
3.1.5. Enjeux et gestion du vieillissement en Wallonie .....	26
3.2. Migration.....	26
3.3. Enseignement et Formation.....	28
3.4. Emploi et Travail.....	29
3.4.1. Observatoire wallon de l'emploi .....	29
3.4.2. Comptes de l'emploi.....	30
3.4.3. Le cadre européen des politiques de l'emploi.....	30
3.4.4. Statistiques régionales relatives aux dynamiques sur le marché du travail ..	31
3.5. Santé.....	32
3.6. Logement.....	32
3.6.1. Les Relais sociaux de Wallonie.....	32

3.6.2. Suivi de recherches extérieures.....	33
3.6.3. Divers.....	33
3.7. Pauvreté, Précarité et Cohésion sociale.....	33
3.7.1. Prospective pauvreté.....	33
3.7.2. Recherche « Jeunes-Acteurs ».....	34
3.7.3. Le plan de cohésion sociale (PCS).....	35
3.8. Mobilité et Transports.....	35
3.9. Énergie.....	37
3.10. Développement territorial.....	37
3.10.1. Travaux de l'ODT.....	37
3.10.2. Mise au point de « Fiches communales » détaillées.....	38
3.10.3. Développement et diffusion de WalStat.....	38
3.11. Indicateurs complémentaires au PIB.....	39
3.12. Économie.....	40
3.12.1. Analyse de la compétitivité de l'économie wallonne.....	40
3.12.2. Analyse du tableau entrées-sorties interrégional 2010.....	40
3.12.3. Modélisation de l'économie régionale : HERMREG.....	40
3.12.4. Rapport sur l'économie wallonne.....	41
3.12.5. Analyses conjoncturelles.....	42
3.12.6. Comptabilité régionale.....	42
3.12.7. Les pôles de compétitivité.....	43
3.12.8. Démographie des entreprises.....	43
3.12.9. Prospective : transmission d'entreprises.....	44
3.12.10. FEDER.....	45
3.12.11. Analyse de l'attractivité de l'économie de la Wallonie pour le secteur des services supérieurs.....	45
3.13. Finances et Budget.....	46
3.14. Fonction publique.....	46
3.14.1. L'emploi dans la fonction publique.....	46
3.14.2. Prospective de la fonction publique.....	46
3.15. Politique scientifique.....	47
3.16. Enquête ISSP Modules 2014 – 2015.....	48
4. SYNERGIES ET PARTENARIATS.....	50
4.1. Synergies statistiques Fédération Wallonie-Bruxelles.....	50
4.1.1. Enseignement.....	50
4.1.2. Enfance.....	51
4.1.3. Pôle transversal.....	51
4.2. Statistiques transfrontalières.....	51
4.3. Participation au projet « Samba».....	52
4.4. Participation au Certificat interuniversitaire en analyse prospective.....	52
5. PUBLICATIONS, ACTIVITÉS ÉDITORIALES, COLLOQUES ET GROUPES DE TRAVAIL ..	54
5.1. Publications.....	55
5.1.1. Ouvrages.....	55
5.1.2. Chapitres d'ouvrages.....	55
5.1.3. Articles scientifiques dans des revues internationales.....	55

5.1.4. Articles scientifiques dans des revues nationales .....	55
5.1.5. Working Papers de l'IWEPS.....	55
5.1.6. Publications récurrentes de l'IWEPS .....	56
5.1.7. Rapports de recherche .....	57
5.1.8. Notes de travail.....	57
5.2. Activités éditoriales (comités scientifiques de revues, direction de collections scientifiques, conseil éditorial...)	58
5.3. Colloques.....	59
5.3.1. Organisation de conférences, colloques et séminaires .....	59
5.3.2. Midis de l'IWEPS .....	60
5.3.3. Contribution à des conférences, colloques et séminaires et activités de vulgarisation.....	62
5.4. Demandes directes adressées à l'IWEPS .....	66
5.5. Participation à des réseaux et groupes de travail.....	67
5.5.1. Réseaux et groupes de travail scientifiques .....	67
5.5.2. Réseaux et groupes de travail mixtes (scientifiques, administratifs, société civile) .....	67
6. ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET D'ENCADREMENT ACADÉMIQUE .....	71
7. GESTION ADMINISTRATIVE .....	74
7.1. Gestion des ressources humaines.....	75
7.2. Marchés publics .....	76
7.3. Bibliothèque.....	76
7.4. Informatique.....	76
7.5. Communication .....	77
7.5.1. Les publications.....	77
7.5.2. Les événements.....	77
7.5.3. Le site internet .....	79
7.5.4. La presse .....	80
ANNEXE 1 : DOMAINES D'ACTIVITÉ DES CHARGÉS DE RECHERCHE OCCUPÉS À L'IWEPS EN 2015 .....	81

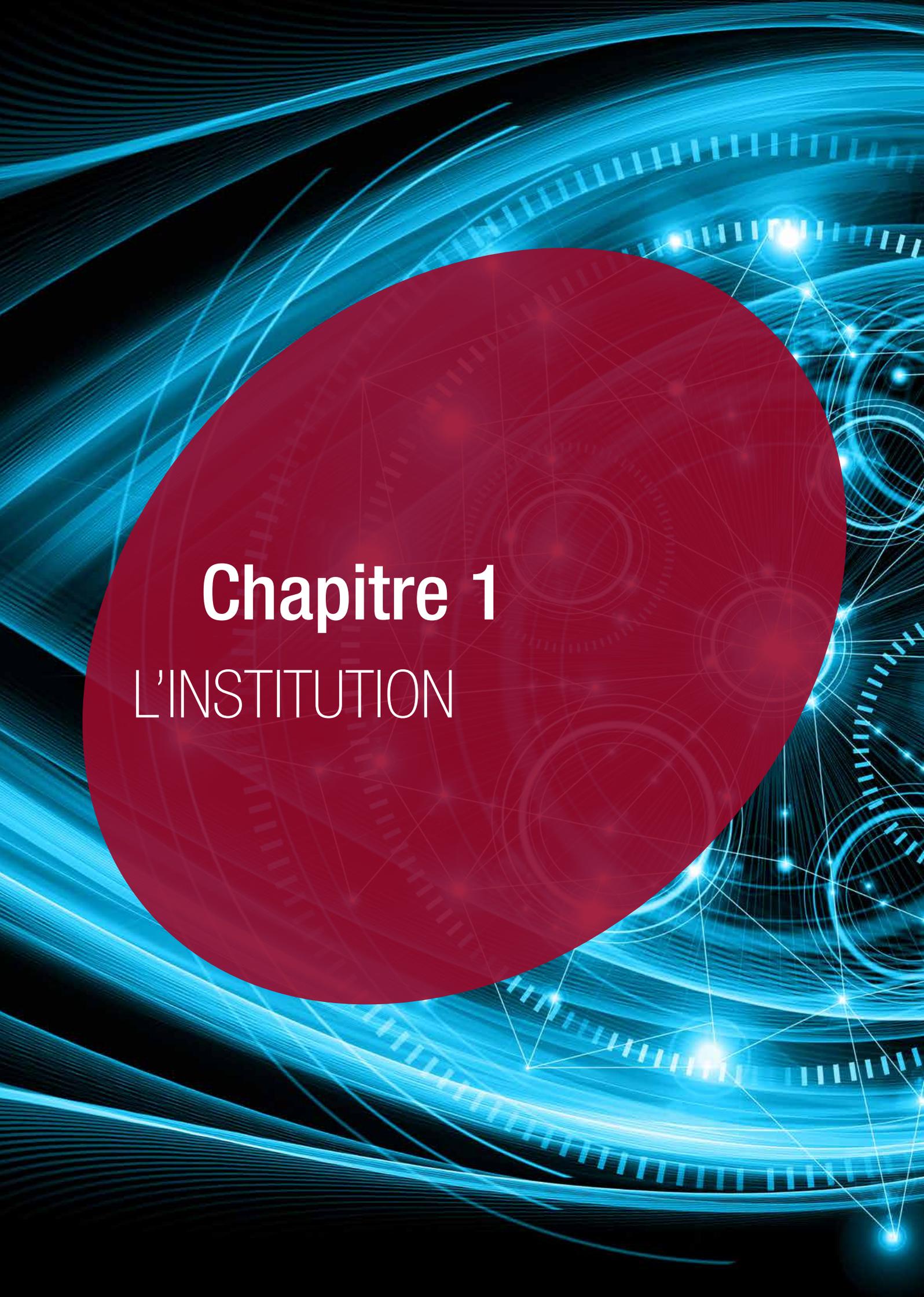
# Préface

En 2015, l'Institut a poursuivi la mise en œuvre de sa réorganisation interne en développant l'approche par projet. L'année 2015 a également été mise à profit pour la préparation de la transformation du paysage statistique belge consécutivement à la sixième réforme de l'état. La création de l'Institut interfédéral de la statistique dès janvier 2016 nécessitait en effet une série de décisions tant au niveau fédéral que régional permettant à l'IWEPS de remplir sa mission d'institut statistique régional répondant aux critères européens.

Mener à bien ces projets serait mission impossible sans les collaborations et partenariats fructueux que l'Institut noue tant avec les administrations et le monde académique qu'avec les interlocuteurs sociaux et les acteurs socio-économiques. L'établissement de synergies, de rapports collaboratifs et non concurrentiels entre institutions est une condition essentielle pour la construction de futurs possibles au cœur desquels le progrès sociétal est érigé en objectif commun.

Confrontés à un monde de plus en plus complexe, éclairer la décision dans cette perspective est un véritable défi qui ne peut être relevé qu'en exigeant rigueur et passion dans la réalisation des études, des diagnostics, des évaluations de politiques publiques, des indicateurs ou encore des études de prospective que nous réalisons soit à la demande des autorités, soit d'initiative.

Ce rapport d'activité 2015 a pour objectif de présenter l'ensemble des travaux dont se sont saisis les chercheurs de l'institution. Travaux qui, loin d'être déconnectés des questions fondamentales qui traversent nos sociétés, plongent profondément leurs racines dans la réalité de terrain et les défis auxquels les décideurs sont confrontés.

The background features a complex, abstract design with vibrant blue and red tones. It includes flowing, wavy lines, circular patterns, and a network of interconnected nodes and lines, suggesting a digital or technological theme. A large, semi-transparent red circle is centered on the page, serving as a backdrop for the chapter title.

# Chapitre 1

## L'INSTITUTION

## 1.1. MISSIONS

L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 (MB du 31-12-2003, p. 62412) a fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2004 la date d'entrée en vigueur du décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS). L'IWEPS est un organisme d'intérêt public de catégorie A dont les missions principales sont décrites aux articles 9 et 10 du décret fondateur.

*Art. 9. L'Institut a une mission générale d'aide à la décision, qu'il exerce à la fois par une mission scientifique transversale et par une mission de conseil stratégique (...).*

*Art. 10. La mission scientifique transversale consiste dans la centralisation, la publication et le traitement des statistiques régionales, l'élaboration de plans pluriannuels de développement des statistiques régionales et la formulation de propositions en la matière, ainsi que dans la réalisation de recherches fondamentales et appliquées, principalement dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement.*

*L'Institut est chargé de la collecte, du stockage et de l'exploitation des données indispensables à la conduite de la politique régionale. Le Gouvernement établit les règles de coordination entre l'Institut et les autres services administratifs chargés de la récolte des données et du traitement de*

*celles-ci. Ces règles de coordination peuvent être concrétisées par des conventions et doivent prévoir l'accès de l'Institut aux données validées de l'ensemble des services administratifs de la Région et aux études scientifiques commandées par ces services.*

*L'Institut constitue l'interlocuteur régional unique des instances statistiques fédérales et européennes.*

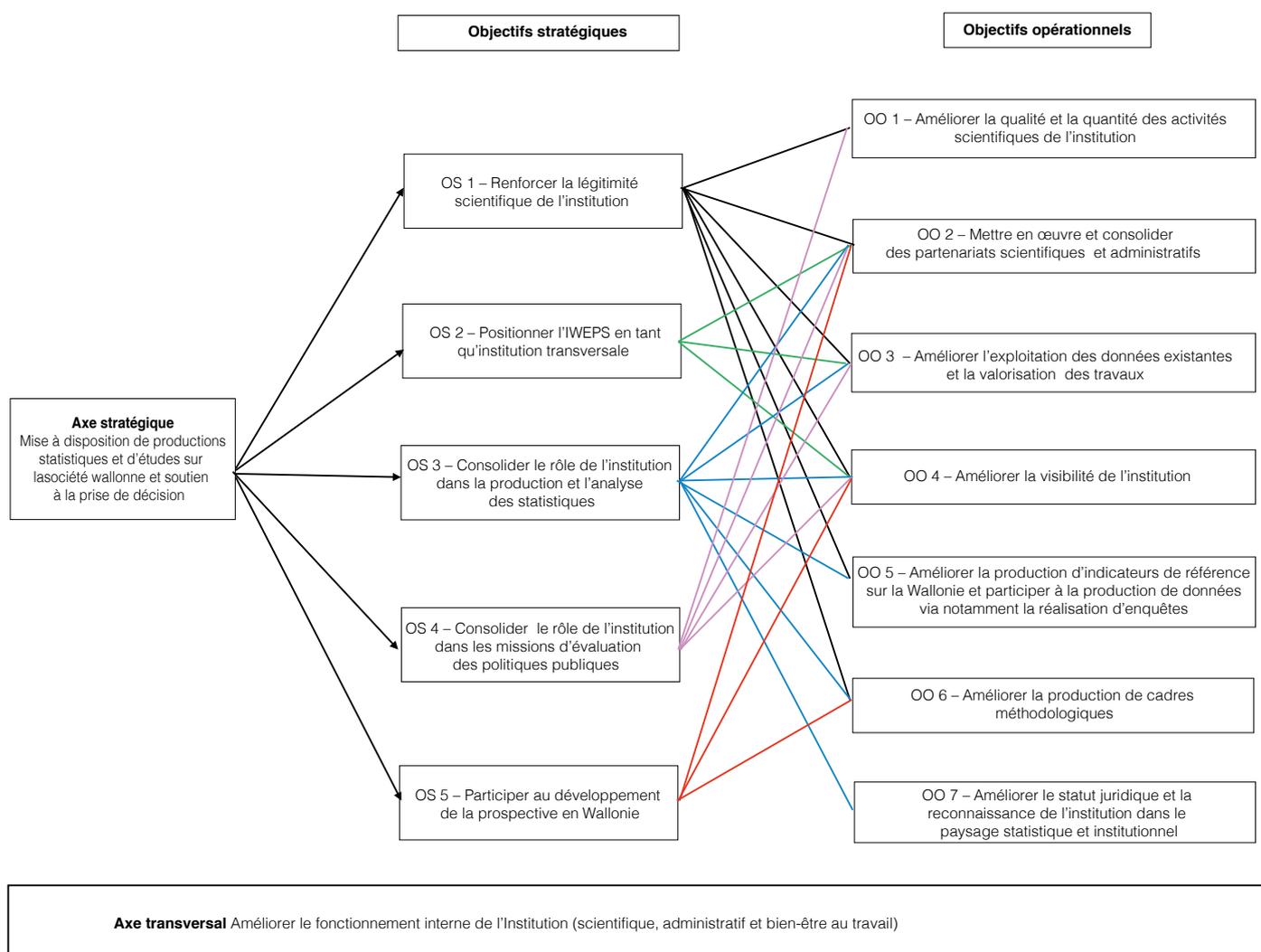
*La mission de conseil stratégique consiste à réaliser des exercices d'évaluation, confiés par le Gouvernement dans les matières qui relèvent de sa compétence. Elle comprend également la réalisation d'études prospectives.*

En d'autres termes, l'IWEPS est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

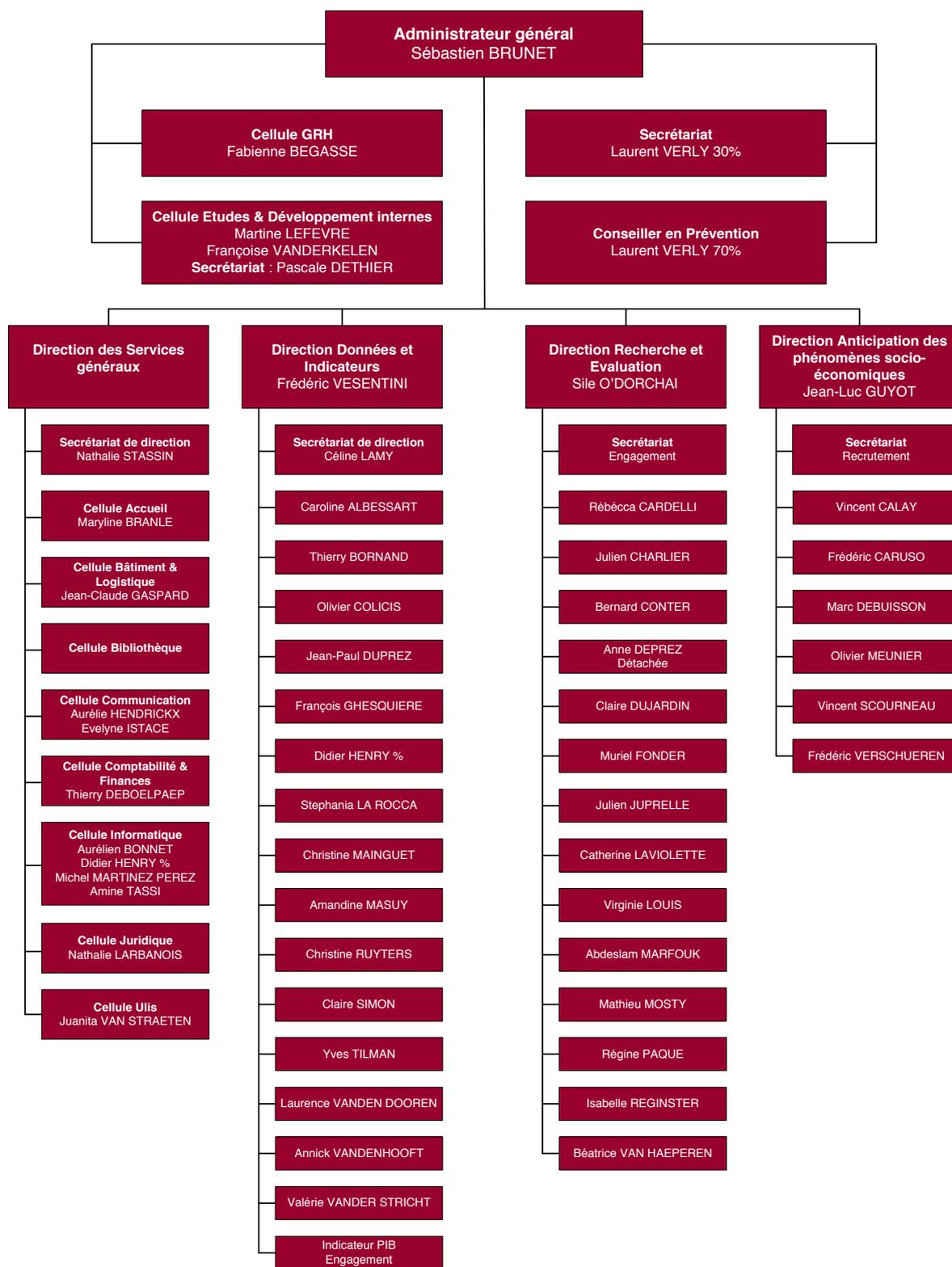
# 1.2. LE PLAN OPÉRATIONNEL

Le plan opérationnel, rédigé en juin 2011 selon une démarche participative, donne à l'IWEPS une orientation claire et structurée pour le déploiement de ses activités et projets. Celui-ci se décline en un axe stratégique, un axe transversal, cinq objectifs stratégiques et sept objectifs

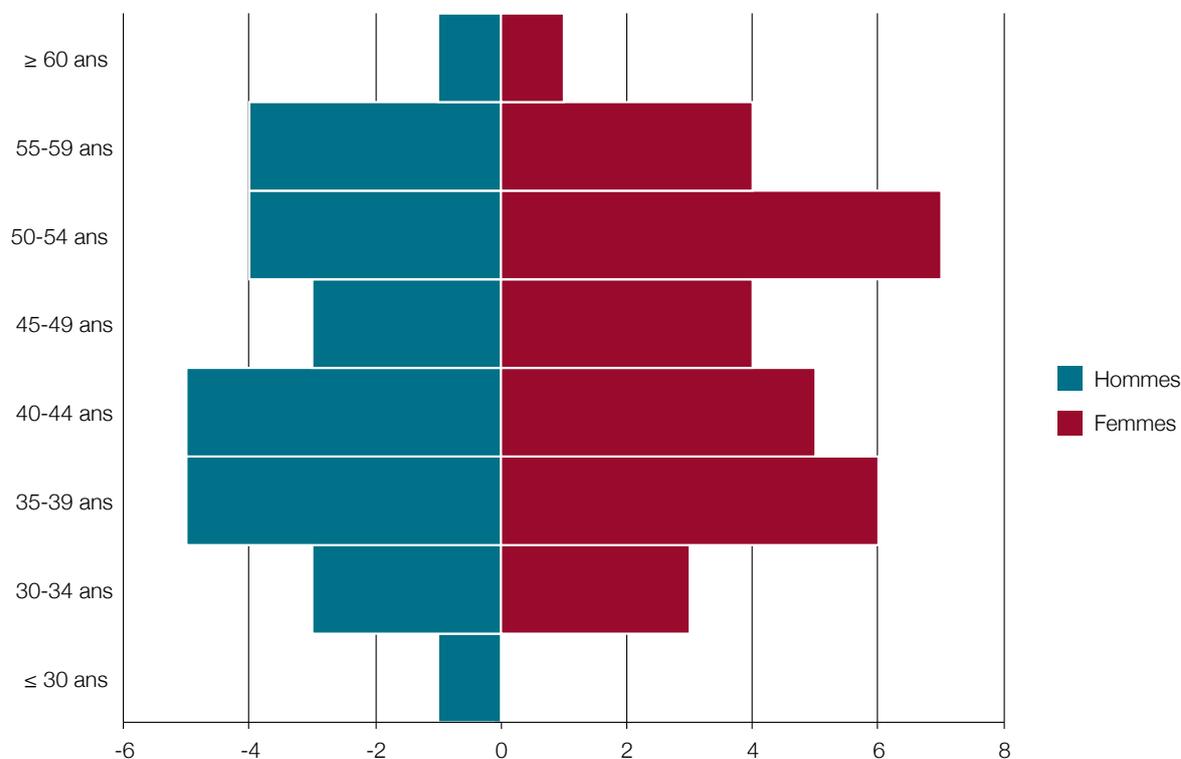
opérationnels. Le plan opérationnel permet d'articuler de manière cohérente l'ensemble des projets poursuivis au sein de l'institution et de répondre ainsi aux attentes du monde politique en termes d'aide à la prise de décision.







Répartition du personnel par classe d'âge, en chiffres absolus, au 31 décembre 2015



## 1.5. RAPPORT FINANCIER 2015

Ressources	Réalisé : recettes 2015(en euros)
Total des dotations, subsides et recettes	7 319 200
Utilisations	Réalisé : dépenses 2015 (en euros)
Dépenses de fonctionnement	
Personnel	4 811 624
Services et biens divers non repris à l'inventaire	602 280
Biens repris à l'inventaire	176 237
Total des dépenses de fonctionnement	5 590 141
Dépenses pour les missions décrétales	678 290
Total des dépenses pour les missions décrétales	678 290
Total general des dépenses	6 268 431

## PRÉSENTATION DES COMPTES

### 1.5.1. Les recettes

La dotation de fonctionnement de 5 729 milliers d'euros couvre essentiellement les frais de personnel à concurrence de 84%.

L'Agence Fonds social européen rembourse, à concurrence de 51 milliers d'euros, les dépenses salariales liées à l'assistance technique et méthodologie fournie par l'IWEPS dans le cadre de la programmation du Fonds social européen.

La Communauté française rembourse les salaires de deux chercheurs à concurrence de 144 milliers d'euros, dans le cadre de l'accord de coopération « Synergies statistiques ».

Une exonération de précompte professionnel de 533 milliers d'euros est rétrocédée par l'État et affectée à la recherche scientifique conformément à la Loi. Elle représente 80% des montants de précompte professionnel du personnel affecté à la recherche scientifique de l'Institut.

D'autres subventions spécifiques à des missions et négociées au niveau d'entités ministérielles régionales sont allouées pour un montant de 862 milliers d'euros.

L'ensemble des recettes allouées pour un montant de 7 319 milliers d'euros permettent à l'IWEPS de mener l'ensemble de ses missions décrétales.

On notera que par rapport à 2014, soit 6 723 milliers d'euros, les recettes ont été rehaussées de 596 milliers d'euros en 2015.

### 1.5.2. Les dépenses

Le personnel représente un coût direct de 4 665 milliers d'euros en y ajoutant les formations, séminaires et colloques, nous atteignons une dépense globale de 4 811 milliers d'euros.

Les dépenses de fonctionnement en biens et services divers portent sur un montant globalisé de 602 milliers d'euros.

Les dépenses décrétales se portent à un coût de 678 milliers d'euros contre 1 480 milliers d'euros en 2014, soit en diminution. Les cycles de recherche et enquêtes menés depuis quatre ans ont atteint leurs objectifs fin 2015. Un nouvel ensemble d'objectifs et projets pour un engagement global de 1 147 milliers d'euros dont 1 014 milliers d'euros sont liquidables en 2016.

En 2015, l'ensemble des dépenses se porte à 6 268 milliers d'euros contre 6 789 milliers d'euros l'année précédente, soit une diminution de 8%.

## 1.6. CONSEIL WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE

Le décret du 14 décembre 2003 portant création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique a également instauré le Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, dont les missions sont les suivantes :

*Art. 4. Le Conseil rend au Gouvernement un avis sur le programme pluriannuel des travaux de l'Institut et sur le rapport annuel d'activité de celui-ci.*

*Le Conseil fait au Gouvernement, d'initiative ou sur demande, toute recommandation en matière de statistique, d'évaluation, de conseil stratégique ou de prospective.*

*Le Conseil assure un rôle d'avis et d'assistance scientifique vis-à-vis de l'Institut.*

Le Conseil est composé des recteurs des universités francophones, de quatre membres proposés par le Conseil économique et social de Wallonie, d'un membre proposé par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et de cinq membres maximum émanant des corps scientifique, académique ou assimilé des institutions d'enseignement universitaire ou supérieur.

La composition du Conseil, arrêtée en décembre 2015, est la suivante :

### Président

- HEUCHENNE Cédric, Professeur, ULg

### Vice-président

- INFANTI Gianni, FGTB

### Secrétaire

- VERLY Laurent, IWEPS

### Membres effectifs

- CONTI Calogero, Recteur, UMONS
- BLONDEL Vincent, Recteur, UCL
- JADOUL Pierre, Recteur, Université Saint-Louis-Bruxelles
- LOULTCHEFF Tania, EWCM
- MERCY Jean-Louis, Eurostat, corps scientifique ou académique
- MERENNE Bernadette, Professeur émérite, corps scientifique ou académique
- PAQUOT Didier, UWE
- POULLET YVES, Recteur, UNAMUR
- CORHAY Albert, Recteur, ULg
- ROUXHET Frédéric, CWEDD
- RUOL Muriel, CSC
- VIVIERS Didier, Recteur, ULB

### Membres suppléants

- DEHALU Jean-Christophe, UWE
- DEHON Catherine, Professeur, ULB
- FOURNY Michèle, CWEDD
- GILSON Natacha, Professeure, UCL
- MAHY Benoît, Professeur, UMONS
- MIGNOLET Michel, Professeur, Administrateur général, UNAMUR
- RAMAKERS Clarisse, EWCM
- ROBERT Anne-Marie, FGTB
- TCHINDA Charlie, EWCM
- HAMAIDE Bertrand, Vice-recteur, Université Saint-Louis-Bruxelles

### Membre consultatif

- BRUNET Sébastien, Administrateur général, IWEPS

Lors de la réunion du 3 juillet 2015, suite à la présentation du rapport d'activité 2014 par l'Administrateur général et aux explications apportées, le Conseil formule l'avis suivant :

« Le CWEPS souligne une fois encore la grande qualité des projets menés par l'IWEPS au cours de l'année 2014. En particulier, les développements de WalStat et des premiers indicateurs complémentaires au PIB ainsi que l'investissement croissant en prospective ont suscité un vif intérêt ; l'IWEPS continue de remplir au mieux ses missions fondamentales en termes de statistique, d'évaluation et de prospective.

Outre les propositions énoncées dans l'avis sur le rapport d'activité 2013 et en particulier l'implication de l'IWEPS dans l'élaboration de politiques publiques, le CWEPS invite l'IWEPS à développer ses démarches orientées utilisateur. En effet, fort des nouveaux outils décrits dans le rapport d'activité 2014, l'IWEPS devrait pouvoir faciliter leur mise à disposition à destination des universités, des centres d'études, de l'enseignement secondaire...

Ainsi, la mise sur pied d'un comité des utilisateurs des travaux et outils développés par l'IWEPS serait souhaitable. Celui-ci pourrait mettre en évidence certaines préoccupations, veiller avec l'IWEPS à la mise à jour des bases de données, informer des demandes particulières et des délais nécessaires à leur réalisation...

Enfin, le CWEPS apprécie très positivement et continue d'encourager les partenariats avec les universités, notamment au travers des thèses de doctorat menées à l'IWEPS. Les membres du CWEPS souhaiteraient voir celles-ci davantage mises en évidence dans le rapport d'activité (publications et communications).

Fort de ces constats, le CWEPS remet donc un avis très favorable sur le rapport d'activité 2014 et marque sa grande satisfaction quant à la teneur et la qualité des travaux réalisés par l'IWEPS. »

## 1.7. BOURSES IPRA (IWEPS PHD RESEARCH ACTIVITY)

**Zoé Lejeune**, sur le thème : « Les inégalités environnementales en Wallonie : une approche politologique et territoriale », thèse dirigée par le Professeur Q. Michel (ULg)

La thèse porte sur les inégalités environnementales et plus précisément sur l'action publique environnementale à l'échelle locale, en posant la question centrale suivante: « Comment comprendre les variations dans la gestion politique des inégalités environnementales? Ou pourquoi les inégalités environnementales sont-elles sous-politisées dans les politiques urbaines contemporaines? ». Tout d'abord un cadrage quantitatif de la question en Wallonie est posé sur base d'une analyse des données issues du

Baromètre social de Wallonie 2012, ainsi que le développement d'une démarche qualitative (sur base d'entretiens semi-directifs et d'une analyse de documents), centrée sur deux études de cas : l'agglomération liégeoise en Belgique et la ville de Sheffield en Angleterre. La méthode qualitative vise à mettre en lumière un modèle explicatif de la gestion publique locale des inégalités environnementales dans les deux contextes, mettant l'accent sur la nature des autorités politiques locales, l'état de la recherche scientifique, le rôle du secteur associatif et de la société civile, la dimension spatiale, la transformation de la bureaucratie locale et le cadrage des politiques publiques environnementales et urbaines.

### Publications :

- LEJEUNE Z., XHIGNESSE G., KRYVOBOKOV M. et TELLER J. (2015), Housing Quality as Environmental Inequality : The Case of Wallonia, Belgium, in *Journal of Housing and the Built Environment*.
- LEJEUNE Z. (2015). La justice et les inégalités environnementales : concepts, méthodes et traduction politique aux Etats-Unis et en Europe. In *Revue française des Affaires Sociales*, n°1-2 (2015/1), 51-78.
- LEJEUNE Z. (2015). Chapitre 3. La justice et les inégalités environnementales : concepts, méthodes et traduction politique aux États unis et en Europe. *Enjeux environnementaux, protection sociale et inégalités sociales* (pp. 91-128). Paris, France. La Documentation française.

### Présentations à des colloques, séminaires, etc. :

- LEJEUNE, Z. (2015). *Urban Greening Processes in Old Industrial Cities in Belgium: Factors of Success in Restoring Quality of Life and Combatting Environmental Inequalities*. Papier présenté au 45th Urban Affairs Association Conference, Miami, United States, 11 avril.
- Séminaire des doctorants en développement territorial (SdDT), ULg, sous la direction du prof. Jacques Teller, périodicité : mensuel.

### Séjour de recherche 2015 :

- Department of Town and Regional Planning, Faculty of Social Sciences, University of Sheffield, Grande-Bretagne : mars à mai 2015. Supervisor : Aidan While.

**Maxime Petit Jean** sur le thème : « La démarche prospective dans l'action publique wallonne : étude des facteurs d'institutionnalisation de la prospective dans différents contextes politico-administratifs », thèse codirigée par les Professeurs C. De Visscher (UCL) et C. Fallon (ULG)

Maxime Petit Jean s'intéresse à la thématique de l'institutionnalisation de la prospective au sein de l'action publique. Plus spécifiquement, partant du constat d'un faible développement de la pratique prospective en Région wallonne, cette recherche vise à identifier et expliquer les raisons de cette situation. Pour ce faire, il est d'une part question d'étu-

dier sociohistoriquement, par des entretiens et une analyse documentaire, les processus d'institutionnalisation de la prospective dans deux pays ayant montré un haut degré d'activité en prospective (le Royaume-Uni et les Pays-Bas) au sein de deux secteurs de politiques publiques (l'énergie et la santé). L'objectif est d'identifier les facteurs d'institutionnalisation de la prospective au sein d'un contexte politico-administratif particulier. D'autre part, la recherche se concentre également sur l'étude de l'institutionnalisation en cours de la prospective au niveau de la Région wallonne, au travers d'entretiens, d'analyse documentaire et d'observation participante des travaux de l'IWEPS en matière de prospective. Le but de cet aspect de la recherche, également centré sur les politiques énergétiques et de santé, est l'explication de la présence ou de l'absence des facteurs d'institutionnalisation préalablement identifiés.

### Chapitres d'ouvrage

- PETIT JEAN M. (2015), Quebecois and Walloon Public Administrations: A Tool Towards Autonomy. In REUCHAMPS M., *Minority Nations in Multinational Federations. A Comparative Study of Quebec and Wallonia*. Routledge : London, New York.

### Participation active à des conférences

- PETIT JEAN M. (2015), L'institutionnalisation de la démarche prospective en Région wallonne. Présentation d'un poster dans le cadre de la cérémonie des HERA Awards, Louvain-la-Neuve, 6 mai.
- PETIT JEAN M. (2015), L'institutionnalisation de la démarche prospective en Région wallonne. Présentation d'un poster dans le cadre du 2<sup>e</sup> Congrès interdisciplinaire du développement durable, Louvain-la-Neuve, 20-22 mai.
- PETIT JEAN M. (2015), Has foresight changed the anticipatory policy work in Whitehall? The cases of energy and health policy in the UK. Présentation à *l'International Conference on Public Policy*, Milan, 1-3 juillet.
- PETIT JEAN M. & ROSSKAMP B. (2015), Forward looking, problem-oriented practices caught in the network paradigm? Resistance and change in the institutionalization of technology assessment and

foresight in the Walloon Region. Présentation à la *Trading Zones in Technological societies conference*, Liège, 15-16 octobre.

- BRUNET S., PETIT JEAN M. (2015), Decision-making and anticipation: What is the role of public administration?. Présentation à la *First International Conference on Anticipation*, Trento, 6-9 novembre.

### Séjour à l'étranger

Durant les mois de janvier, février et mars, Maxime Petit Jean a poursuivi son séjour de recherche au Manchester Institute of Innovation Research (MIoIR), au sein de l'Université de Manchester, sous la supervision du Dr. Rafael Popper. L'objectif de ce séjour de six mois, qui a débuté le 1<sup>er</sup> octobre 2014 pour se terminer le 30 mars 2015, était double. D'abord, il permettait l'intégration à un centre de recherche mondialement reconnu en termes de prospective et participant à de nombreux travaux européens sur la question. Ensuite, la présence au Royaume-Uni permettait la collecte de données pour les aspects liés à ce pays. Au final, 38 entretiens semi-directifs ont été conduits et de nombreux documents liés à la prospective britannique ont été collectés.

**Guillaume Vermeulen**, sur le thème : « L'effet du mismatch éducatif sur la productivité et les salaires des firmes wallonnes dans différents environnements de travail », thèse codirigée par les Professeurs F. Rycx (ULB) et B. Mahy (UMONS).

Cette thèse se situe au sein de la recherche sur les nouvelles organisations du travail et leurs effets sur la performance de la firme au sens large, en utilisant une double approche.

*Du point de vue de la firme*, elle analyse la manière dont le mismatch éducatif influence la productivité de la firme et ses profits, en fonction de différents environnements de travail. Le Chapitre 2 fournit les premières mises en évidence d'une relation directe entre *mismatch* éducatif et productivité, qui varie en fonction des environnements de travail, matérialisés comme socialement responsable d'une part, et challengeant d'autre part. Le Chapitre 3 met en garde le cas d'un recours à la théorie du capital humain puisqu'une augmentation des normes d'éducation conduit à des gains de productivité qui surpassent les gains sala-

riaux, avec pour le cas de la Belgique une capture de ces rentes par les firmes sous la forme de profits supérieurs.

*Du point de vue du travailleur*, le Chapitre 4 analyse les impacts salariaux du *mismatch* éducatif, en intensifiant et développant ce phénomène de mismatch éducatif au phénomène de *mismatch* de compétences à trois variables: (i) le *matching* apparent, apparaissant lorsqu'un travailleur est adéquatement éduqué mais sur-compétent ; (ii) l'apparente sur-éducation, apparaissant lorsqu'un travailleur est sur-éduqué mais adéquatement compétent ; et (iii) la véritable sur-éducation, apparaissant lorsqu'un travailleur est à la fois sur-éduqué et sur-compétent. Au-delà de ces considérations, ce chapitre analyse également comment l'origine du travailleur peut influencer la réponse salariale aux mismatches éducatif et de compétences.

### Publications référencées

- BELLANCA S., CULTRERA L., VERMEYLEN G. (2015), *Analysis of Public Accounting Systems in the European Union*, in *Research in World Economy*, vol. 6 (3), pp. 23-35.
- MAHY B., RYCX F., VERMEYLEN G. (2015), *Educational Mismatch and Firm Productivity: Do Skills, Technology and Uncertainty Matter?* in *De Economist*, vol. 163 (2), pp. 233-262. (CNRS-3).

### Autres publications

- BELLANCA S., CULTRERA L., VERMEYLEN G. (2015), *Défaillance des PME belges : Analyse comptable et financière*, in *humanOrg Working Papers*, 2015/01.
- MAHY B., RYCX F., VERMEYLEN G. (2015), *Educational Mismatch and Firm Productivity: Do Skills, Technology and Uncertainty Matter?* in *IZA Discussion Paper*, No. 8885.
- MAHY B., RYCX F., VERMEYLEN G. (2015), *Educational Mismatch and Firm Productivity: Do Skills, Technology and Uncertainty Matter?* in *CEB Working Paper*, WP 15-007.

### Articles soumis – en attente de réponse

- GIULIANO R., MAHY B., RYCX F., VERMEYLEN G. (2015), *Does Corporate Social Responsibility Make Workers More Productive?* in *Applied Economics – R&R* (CNRS-2).

- CULTRERA L., VERMEYLEN G. (2015), Predicting bankruptcy of Belgian SMEs: Statistical modelling in Small Business Economics (CNRS-2).
- CULTRERA L., GIULIANO R., VERMEYLEN G. (2015), Tenter de Prévenir la Faillite ? Une Analyse de l'Influence du Risque de Défaillance sur la Productivité des PME belges in Économie et Statistique (CNRS-3).
- VERMEYLEN G. (2015), *Mismatch Éducatif, Mismatch de Compétences et Salaires des Travailleurs* in Reflets et Perspectives de la Vie Economique.

### Travaux en cours

- KAMPELMANN S., MAHY B., RYCX F., VERMEYLEN G. (2015), *Who is your perfect match? Educational norms, educational mismatch and firm profitability* – En relecture pour soumission dans Journal of Labor Economics (CNRS-1).
- CULTRERA L., MAHY B., RYCX F., VERMEYLEN G. (2015), *Education and Skills Mismatch: Unravelling Wage Effects for Native and Immigrant Workers Across Europe* – En relecture pour soumission dans Industrial Relations (CNRS-1).
- CULTRERA L., VERMEYLEN G. (2015), *Would you want to be over-educated?* – En cours

### Présentations colloques

- MAHY B., RYCX F., VERMEYLEN G. (2015), *Educational Mismatch and Wages: An Innovative approach for businesses*, GBC Winter Conference, Tignes, France, février.
- ALLART M., CULTRERA L., DEPRINCE E., GODFROID C., VERMEYLEN G. (2015), *Union representatives: intermediary actors within company and society*, GBC Winter Conference, Tignes, France, février.
- GIULIANO R., VERMEYLEN G. (2015), *Does Corporate Social Responsibility Make Workers More Productive ?*, 8<sup>e</sup> Édition de la Matinée des Chercheurs, Mons, Belgique, mars.
- CULTRERA L., VERMEYLEN G. (2015), *La faillite des PME belges : Modélisation statistique*, 8<sup>ème</sup> Édition de la Matinée des Chercheurs, Mons, Belgique, mars.

- CULTRERA L., VERMEYLEN G. (2015), *Predicting bankruptcy of Belgian SMEs: Statistical modelling*, Workshop on Measure, detection and implication of financial risks (LEO), Orléans, France, mars.
- CULTRERA L., GIULIANO R., VERMEYLEN G. (2015), *Productivité des PME belges : le cas des entreprises risquées versus entreprises non-risquées*, Séminaire Facultaire Faculté Warocqué, Mons, Belgique, mai.
- BELLANCA S., CULTRERA L., VERMEYLEN G. (2015), *Compliance of the Public Accounts of the Member States of the European Union with IPSAS*, 13<sup>th</sup> Annual International Conference on Accounting & Finance, Athènes, Grèce, mai.
- CULTRERA L., GIULIANO R., VERMEYLEN G. (2015), *Productivité des PME belges : le cas des entreprises risquées versus entreprises non-risquées*, 13<sup>e</sup> colloque francophone sur le risque ORIANE, Bayonne, France, septembre.
- CULTRERA L., GIULIANO R., VERMEYLEN G. (2015), *Productivité des PME belges : le cas des entreprises risquées versus entreprises non-risquées*, SICCOGEF, Valenciennes, France, novembre.

### Intervention dans les médias

- GIULIANO R., VERMEYLEN G. (2015), *La Satisfaction au Travail : Quels Enjeux pour les Entreprises ?*, in La Libre Belgique.
- BELLANCA S., CULTRERA L., VERMEYLEN G. (2015), *La faillite des PME belges*, in La Libre Belgique.

### Activité de referee

- Referee dans International Journal of Manpower (CNRS-3)

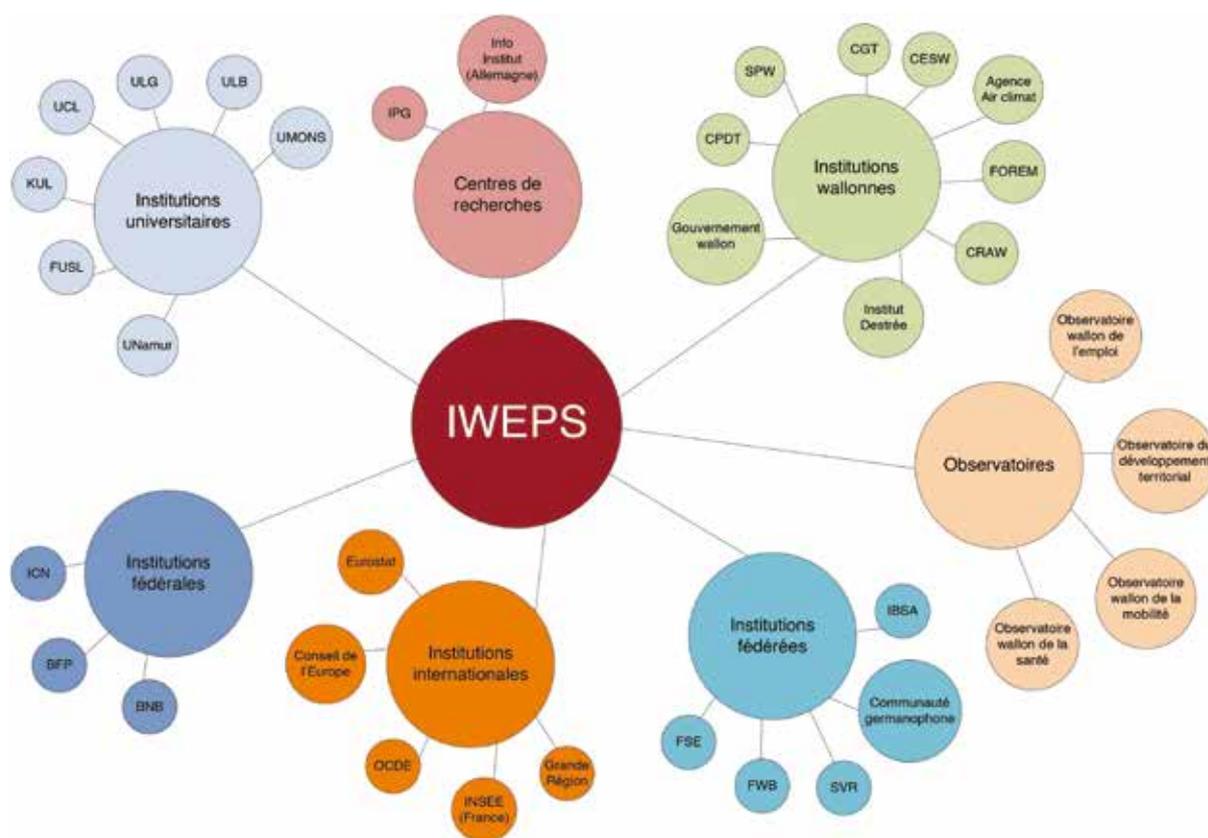
### Interventions dans un cadre d'enseignement

- VERMEYLEN G. (2015), L'effet de l'éducation sur la productivité en entreprise. Cours d'Économie du Personnel, Mélanie Volral, Faculté Warocqué d'Économie et de Gestion, mars.

## 1.8. PARTENARIATS ET COLLABORATIONS

Pour la réalisation de ses objectifs et missions, l'IWEPS continue de tisser soigneusement des partenariats et collaborations solides. Partage d'expérience et complémentarité sont sans doute les mots-clés qui caractérisent les institutions et organisations qui envisagent leur dévelop-

pement selon un mode non concurrentiel et collaboratif. C'est dans cette philosophie que s'inscrit l'IWEPS et c'est la raison pour laquelle un des objectifs principaux définis dans le plan opérationnel est celui du développement de partenariats tant scientifiques qu'administratifs.



The background features a complex digital aesthetic with glowing blue lines, circular patterns, and a network of nodes. A large, semi-transparent red circle is centered on the page, serving as a backdrop for the text.

# Chapitre 2

FAITS MARQUANTS  
DE 2015

## Un projet sous la loupe : Les comptes de l'emploi wallon

A l'instar des comptes nationaux et régionaux au niveau économique, les comptes de l'emploi constituent un système de statistiques intégrées et cohérentes dans le domaine du marché du travail. Les données de base sont saisies à un niveau territorial fin, à savoir le niveau communal. La méthodologie d'estimation détaillée a fait l'objet du *Working Paper* de l'IWEPS n°13.

Les comptes de l'emploi comprennent deux volets : un volet offre de travail (des travailleurs) et un volet demande de travail (des entreprises). Le marché du travail peut en effet être étudié sous deux angles. Le premier angle, le lieu de résidence des travailleurs, permet d'apprécier le comportement de la population wallonne face au marché du travail. C'est sous cet angle que sont calculés les principaux indicateurs de base du marché du travail : taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage. Le deuxième angle, le lieu de travail, permet de repérer les secteurs qui sont les plus gros pourvoyeurs d'emploi en Wallonie et d'apprécier le dynamisme des entreprises situées en Belgique du point de vue de l'emploi.

Les comptes permettent une analyse détaillée du marché du travail wallon jusqu'au niveau communal, compatible avec l'analyse du marché du travail des autres régions et de l'ensemble du pays. Développés sur le même modèle que les comptes de l'emploi flamand, ils respectent les mêmes critères:

- l'exhaustivité, afin de donner une vision globale du marché du travail ;
- le respect maximum des définitions internationales : Bureau international du travail (BIT) et Système de comptabilité nationale (SEC) ;
- la correspondance la plus grande possible avec le concept fédéral des comptes de l'emploi (au niveau fédéral, le SPF Emploi développe une nouvelle méthodologie pour le calcul de la population active, tandis que l'Institut des comptes nationaux calcule l'emploi intérieur et que le Bureau du Plan développe aussi ses estimations dans le cadre de ses modèles) ;
- la cohérence interne des concepts ;
- la durabilité de la méthode (se basant sur des données récurrentes notamment) ;
- l'utilisation de bases de données validées ;
- l'optimisation du temps de production.

Les estimations suivantes ont été réalisées et seront bientôt actualisées :

- la population active par commune de résidence, par tranche d'âge quinquennale, par genre et par catégorie en moyenne annuelle pour 2008, 2009 et 2010 ;
- la population active calibrée sur l'Enquête sur les forces de travail par commune de résidence, par tranche d'âge quinquennale et par genre, en moyenne annuelle, de 1999 à 2013 ;
- le sous-emploi et la main-d'œuvre potentielle par commune de résidence, par tranche d'âge quinquennale, par genre et par catégorie en moyenne annuelle, pour la période de 2005 à 2010. La main-d'œuvre potentielle est constituée de l'ensemble des personnes en âge de travailler, qui travaillent en dessous de leurs capacités de production (par rapport à la durée du travail) ou qui ne travaillent pas du tout, qui souhaiteraient travailler davantage et qui n'en ont pas la possibilité, c'est-à-dire l'ensemble des individus, travailleurs ou non, susceptibles d'être disponibles au titre de l'offre de main d'œuvre ;
- l'emploi intérieur par commune de travail et par genre, en moyenne annuelle, de 2008 à 2013 ;
- les données relatives à l'emploi intérieur par commune de travail, par genre et par secteur d'activité, compilées au 30 juin ou au 31 décembre pour la période de 1997 à 2013.

Les travaux d'harmonisation et de mise à jour se poursuivent pour aboutir à une estimation commune Steunpunt WSE-IWEPS validée par le fédéral et les trois régions du pays.

## L'étude des dynamiques démographiques et résidentielles en Wallonie

En 2015, une équipe-projet de l'IWEPS réunissant des chercheurs des trois directions scientifiques a lancé des analyses approfondies sur les mouvements résidentiels entre communes. Certains résultats de ces travaux ont été présentés dans le cadre de la Chaire Quetelet à l'UCL le 19 novembre.

Ce projet visait à décrire et comprendre les migrations résidentielles entre communes wallonnes et avec la RBC de 1994 à 2014. À partir de données du Registre national re-travaillées pour mettre en évidence des déménagements enregistrés entre communes et d'une méthodologie statistique de regroupement, le travail réalisé a proposé un découpage de l'espace wallon en « bassins résidentiels ». Un bassin résidentiel correspondrait au territoire sur lequel les individus (et par extension les ménages) à la recherche d'une nouvelle localisation résidentielle ont tendance à migrer pour répondre à leurs aspirations en termes de logement, en tenant compte de leurs réseaux sociaux et/ou

professionnels et des contraintes de coûts du logement et des déplacements.

Au-delà de la construction des bassins résidentiels, le projet a analysé les mouvements migratoires des villes de Namur, Charleroi, Liège et de la RBC afin de mieux comprendre l'évolution récente de leur population et les relations qu'elles entretiennent avec leur périphérie. L'analyse a mis en évidence une poursuite des phénomènes de périurbanisation, voire même une intensification pour Charleroi et Liège, contrebalancée dans la croissance des populations urbaines par l'arrivée de migrants internationaux. Le cœur urbain d'un bassin joue le rôle de moteur démographique pour l'espace l'entourant. Un découpage de la Wallonie en onze bassins résidentiels est proposé ; il offre une vision complémentaire à celles déjà existantes pour mieux comprendre la structuration spatiale de la Wallonie, utile notamment pour travailler sur les besoins en logements et terrains pour l'habitat.

## La première conférence de citoyens de l'IWEPS

En décembre 2013, l'IWEPS avait présenté, lors sa conférence méthodologique annuelle, les principaux résultats de la dernière enquête d'opinion réalisée auprès des citoyens en Wallonie (R. Cardelli et *al.*, *Le baromètre social de Wallonie*, Presses universitaires de Louvain).

Le Baromètre social de la Wallonie est une enquête en face à face qui associe des éléments de mesure de caractéristiques sociologiques de la population wallonne avec des éléments portant sur les attitudes et les perceptions des citoyens dans différents domaines. Il est constitué d'un cœur de questions qui perdure dans le temps et de modules spécifiques – comme le module de 2013 sur la démocratie et le fonctionnement politique – qui varient selon les années, permettant ainsi de disposer à la fois de données récurrentes et de données spécifiques selon les contextes. Deux années plus tard, les chercheurs de l'IWEPS ont souhaité retourner vers les citoyens non pour exposer

leurs enseignements, mais plutôt pour provoquer un espace-temps d'échanges et de délibération autour de la thématique de la mobilisation citoyenne et du rapport des citoyens au fonctionnement de la démocratie.

Cet événement, qui s'est tenu le 13 octobre à la Cité Mirroir de Liège, a été une première pour l'IWEPS. En effet, à l'occasion de cette initiative, l'IWEPS a voulu renverser la posture habituellement prise dans les colloques scientifiques en donnant la parole aux mouvements sociaux, aux représentants du monde associatif, aux philosophes, aux citoyens...

Le constat à l'origine du projet est qu'il y a un engagement associatif important en Wallonie, mais qu'en parallèle, des mouvements citoyens émergent qui questionnent les fondements de la démocratie représentative.

La journée s'est donc articulée autour de trois sessions:

- La démocratie et son fonctionnement ;
- Le sentiment d'impuissance, l'engagement citoyen et l'émergence de mouvements de citoyens ;
- L'appartenance et les replis identitaires.

Des panels d'intervenants provenant d'horizons différents (philosophe, blogueur, membre d'association...) ont traité de ces thématiques en prenant comme point de départ une contribution scientifique issue du Baromètre social de Wallonie. À partir de ce texte, les orateurs ont proposé une mise en perspective en mobilisant leurs expériences et leurs savoirs. Ils ont offert ainsi aux participants une autre lecture de la réalité abordée. Les chercheurs présents dans la salle ont quant à eux été invités à réagir à la fin de chaque session.

Par ailleurs, les débats ont également été alimentés par trois grandes questions posées préalablement aux participants lors de leur inscription (plus de 40% de taux de réponse).

Les résultats de l'évaluation de cette journée montrent que ces moments de rencontres entre acteurs d'horizons différents, cette transgression de la frontière entre la parole « scientifique » et la parole « ordinaire » répond à une véritable attente citoyenne.

Le compte-rendu général de cette première conférence de citoyens est disponible, sous la forme de capsule vidéo, sur le site de l'IWEPS au lien suivant :

<http://www.iweeps.be/premiere-conference-de-citoyens>.

## La chaire Quetelet

Le Centre de recherche en démographie (DEMO) de l'UCL organise depuis 1974 un colloque international en démographie appelé Chaire Quetelet. Ce colloque prend la forme chaque année de trois journées consacrées à un thème choisi pour son importance dans le développement des études des populations. Pour l'année 2015, le thème retenu est la démographie locale : « Relations entre population, lieu de résidence et politiques publiques ». Le colloque s'est tenu à Louvain-la-Neuve entre le mercredi 18 novembre et le vendredi 20 novembre 2015. Compte tenu du thème, l'IWEPS et DEMO se sont associés pour participer ensemble à l'organisation scientifique du colloque. L'IWEPS a été présent tant dans le comité scientifique du Colloque que dans le comité organisateur.

De plus, l'IWEPS a organisé plus spécifiquement une avant-soirée sur la démographie locale de la Wallonie le mercredi 18 novembre sur le thème « La démographie au service de ma commune ». Celle-ci a eu pour but de débattre de l'enjeu de la démographie locale auprès d'un large public, dont les décideurs publics, et d'initier un débat entre ces derniers et les scientifiques. Des présentations d'exposés scientifiques suivies d'une table ronde de mandataires locaux (Benoît Dispa, Bourgmestre de Gembloux, vice-président de l'Union des Villes et des Communes, Christie Morreale, Sénatrice - députée régionale, 1<sup>re</sup> échevine empêchée d'Esneux, Jean-Luc Roland, Bourgmestre d'Ottignies - Louvain-la-Neuve, Jean-Paul Wahl, Sénateur - député régional, Bourgmestre en titre de Jodoigne) ont pu aborder des thèmes concrets liés aux politiques de gestion des populations locales.

The background features a complex, abstract design with vibrant blue and red tones. It consists of numerous glowing, curved lines and patterns that resemble digital data or scientific structures. A large, semi-transparent red circle is positioned in the center, serving as a backdrop for the text. The overall aesthetic is futuristic and high-tech.

# Chapitre 3

ACTIVITES SCIENTIFIQUES  
PAR DOMAINE

## 3.1. POPULATION

### 3.1.1. Monitoring de la population

L'objectif global de ce projet est d'instaurer une veille sur la démographie de la Wallonie, afin de faire face aux principales demandes en la matière (émanant de l'administration, du gouvernement ou des citoyens), de représenter l'IWEPS dans la sphère scientifique de la démographie belge et de développer une compétence en matière de démographie au sein de l'IWEPS.

L'année 2015 a été notamment consacrée à l'alimentation du volet statistique du site de l'IWEPS. Un rapport sur l'état de la démographie wallonne : « Évolutions démographiques récentes de la Wallonie et perspectives » est également élaboré comme chaque année. Il est repris dans le chapitre « Population » des Chiffres-clés de la Wallonie qui a été publié en 2015.

Un membre de l'IWEPS a également assuré la vice-présidence de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB). La Société réunit tous les universitaires et experts des services publics qui s'occupent de démographie en Belgique francophone. Dans ce cadre, un séminaire a été organisé à Louvain-la-Neuve le 12 juin 2015 sur le thème de « Espérance de vie en bonne santé et mesures alternatives du vieillissement ». De plus, le prix Verhulst 2015 récompensant un mémoire belge de haute qualité dans le domaine de l'étude scientifique des populations y a été lancé pour la quatrième fois en huit ans en collaboration avec la Vereniging voor Demografie (VVD).

L'IWEPS a participé en 2015 aux réunions fédérales du Bureau fédéral du Plan pour l'élaboration des perspectives de population (établissements des hypothèses) et des réunions auprès de la DG Statistique pour harmoniser les définitions en matière de ménages et, plus globalement, des données démographiques issues du Registre national.

### 3.1.2. Bases de données démographiques issues du Registre national

Suite au contrat-cadre de confidentialité entre l'IWEPS et la DG Statistique, une copie anonymisée des données individuelles, issues du Registre national, a été transmise à l'IWEPS en 2015.

En 2015, cette base de données s'est enrichie de tous les « états annuels » du 1<sup>er</sup> janvier 1991 au 1<sup>er</sup> janvier 2015, ainsi que des différents mouvements migratoires enregistrés depuis 1991.

En interne à l'IWEPS, et en collaboration avec le Centre de recherche en démographie de l'UCL et avec le Bureau fédéral du Plan, il a été procédé à une série de tests de cohérence et de conformité des données aux statistiques publiées par ailleurs.

Cette base de données représente un input pour un ensemble de projets développés à l'IWEPS : perspectives de population des individus et des ménages par commune, base de données Walstat, projet « Bassins » et plus particulièrement les bassins résidentiels, séries statistiques chronologiques de l'IWEPS, Chiffres-clés, etc.

### 3.1.3. Perspectives de population et des ménages au niveau communal

L'objectif général de ce projet est de produire simultanément des projections de population et des ménages au niveau des communes. Une convention a été passée en 2015 avec le Centre de recherche en démographie de l'UCL pour établir de nouvelles perspectives de population et des ménages. Il s'agit d'une démarche scientifique inédite qui prend en considération non seulement les spécificités locales des phénomènes de fécondité, de mortalité et de migration, mais aussi la transformation des ménages.

Les résultats complets de ces perspectives seront délivrés en 2016. Ils seront constitués des chiffres de population pour chaque commune par classe d'âge quinquennale, par sexe, et des chiffres de ménages, par nombre et type de ménage en 2020, 2025, 2030 et 2035.

### 3.1.4. Co-organisation de la Chaire Quetelet 2015

Le Centre de recherche en démographie (DEMO) de l'UCL organise chaque année depuis 1974 la Chaire Quetelet, un colloque international en démographie avec pour thème en 2015: « Relations entre population, lieu de résidence et politiques publiques ». L'IWEPS a été impliqué tant dans le comité scientifique que dans le comité organisateur.

En outre, l'IWEPS a organisé plus spécifiquement une avant-soirée sur le thème « La démographie au service de ma commune ». Des exposés scientifiques suivis d'une table ronde de bourgmestres ont pu aborder des thèmes concrets liés aux politiques de gestion de populations locales (voir Les faits marquants).

### 3.1.5. Enjeux et gestion du vieillissement en Wallonie

Intitulé « Enjeux et gestion du vieillissement en Wallonie », un projet de recherche prospective s'est poursuivi et termi-

né en 2015. Ce projet avait pour objet l'analyse, au niveau régional et dans une optique prospective :

- des modalités de « gestion » sociale et politique du vieillissement de la population wallonne, notamment suivant l'axe public-privé ;
- des conséquences de ce vieillissement en matière de santé et de finances publiques ;
- de l'évolution des secteurs de la santé, d'une part, et de l'accueil et de l'accompagnement des personnes âgées, d'autre part, et ce, aux horizons 2025 et 2045.

Une attention particulière a été portée sur l'articulation entre les modalités d'accueil et d'accompagnement, d'une part, et le lien social entre les générations, d'autre part. Dans ce cadre, l'attention a également été dirigée sur des dispositifs moins répandus et certaines expériences pilotes, potentiellement porteuses de nouveaux modèles de gestion du vieillissement.

Ce projet a associé le SPW, et plus particulièrement la DGO5 et l'Observatoire wallon de la Santé qui participaient au comité d'accompagnement et au comité technique du projet. Sa réalisation a fait l'objet d'un marché public. C'est une équipe pluridisciplinaire de l'UCL, associant des démographes, des économistes et des sociologues, qui s'est vue confier la réalisation de cette étude. Débuté en octobre 2013, ce projet a été clôturé en décembre 2015.

## 3.2. MIGRATION

Dans le processus de globalisation de l'économie mondiale, le phénomène des migrations internationales suscite l'intérêt croissant des décideurs publics, des médias et des chercheurs. Selon les données statistiques des Nations unies, le nombre de migrants internationaux est passé de 153 millions en 1990 à environ 244 millions en 2015, soit une augmentation de 59%. La même source de données indique qu'un peu plus qu'un migrant international sur cinq (23%) réside au sein de l'Union européenne.

Dans la mesure où la mobilité internationale des travailleurs est conditionnée, dans une large mesure, par les politiques des pays d'immigration, il est difficile de prédire les évolutions futures. Cependant, de nombreux observateurs considèrent qu'elles ne seront pas un simple prolongement des tendances actuelles, mais qu'elles s'intensifieront davantage au cours des prochaines années.

Comme acteurs majeurs au niveau des migrations internationales, les pays européens et la Belgique en particulier doivent se préparer à relever l'ensemble des défis liés aux migrations internationales. Dans ce contexte, il est essentiel de mener des analyses qui permettent d'améliorer notre connaissance de différents aspects des migrations internationales et ainsi mieux informer les décideurs publics, les médias et l'ensemble de la population belge et wallonne. Plusieurs questions relatives aux migrations internationales sont au centre des travaux de recherche menés au sein de l'IWEPS. Dans ce cadre, on peut citer :

- la situation des immigrés sur le marché du travail. De nombreux indicateurs convergent pour mettre en évidence que les travailleurs immigrés sont davantage exposés au chômage que les non-immigrés. Certains groupes de migrants se trouvent dans une situation beaucoup plus désavantageuse sur le marché du travail en Belgique et en Wallonie. Dans ce cadre, l'IWEPS mène des analyses sur l'insertion des populations immigrées sur le marché de l'emploi et les obstacles qui se posent, notamment le phénomène de discrimination.
- l'analyse de l'opinion publique wallonne à l'égard des immigrés et de l'immigration. De nombreux indicateurs mettent en évidence un grand rejet des immigrés par une proportion significative des citoyens belges. Les réponses à différents sondages révèlent que de nombreux Belges jugent que l'immigration est une vraie source de problèmes. À titre d'exemple, selon la dernière vague de l'enquête sur les valeurs européennes (European Values Study, EVS), plus d'un Belge sur deux juge qu'il y a trop d'immigrés dans le pays (57%), qu'ils représentent une charge pour les comptes de la sécurité sociale du pays (59%) et accentuent les problèmes de criminalité dans le pays (55%). Cette même source révèle également que quatre répondants sur dix (40%) considèrent que les immigrés prennent le travail des gens nés en Belgique. D'autres sources consolident ce constat. Ainsi, selon les résultats d'un sondage en ligne, réalisé par Ipsos en juin 2011, 72% des Belges interrogés jugent que l'immigration a eu un

impact négatif sur l'économie nationale, 68% partagent l'idée selon laquelle les immigrés ont exercé une grande pression sur les services publics (transports, éducation, santé...) dans le pays et une proportion équivalente juge que l'immigration n'est pas une bonne chose pour l'économie nationale.

Les résultats de l'enquête Baromètre social de la Wallonie confortent ces résultats. Cette enquête met en évidence que l'immigration et les immigrés constituent des sources d'inquiétude pour de nombreux Wallons. En effet, 41% des Wallons interrogés estiment que les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays. Ils sont plus nombreux à penser que les immigrés accentuent les problèmes de criminalité dans le pays (59%) et que ces derniers représentent une charge pour les comptes de la sécurité sociale belge (68%). Et, sans surprise, plus d'un Wallon sur deux (55%) estime que les immigrés ne contribuent pas à la prospérité économique du pays.

Dans ce contexte, il nous semble que mieux informer les Wallons sur tous les aspects de l'immigration, notamment ses effets économiques et non économiques, peut contribuer à atténuer les craintes des Wallons par rapport à l'immigration et le biais par rapport à sa dimension. Ceci plaide en faveur de campagnes de sensibilisation basées sur des faits. Ce qui nécessite davantage d'études sur l'impact de l'immigration sur la criminalité, le marché du travail, les finances publiques et sur l'économie en général. En comparaison à d'autres pays, la Belgique souffre d'un réel déficit dans ce domaine. Or, tout effort entrepris pour combler cette lacune serait d'une grande utilité pour tous les acteurs préoccupés par la montée du racisme et de la xénophobie en Belgique. C'est l'objectif du volet des travaux de l'IWEPS sur l'immigration internationale.

Par ailleurs, l'IWEPS participe au comité de coordination du Parcours d'accueil des Primo-Arrivants instauré par le décret du 27 mars 2014.

## 3.3. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

Plusieurs des projets qui portent sur l'éducation ou la formation s'intègrent aux travaux menés dans le cadre de l'accord de coopération sur les synergies statistiques avec le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (MFWB) et l'ETNIC (voir 4.1. Synergies statistiques Fédération Wallonie-Bruxelles).

L'IWEPS participe activement aux travaux du Comité de pilotage permanent sur l'alphabétisation des adultes (<http://www.alpha-fle.be/>) institué par un accord de coopération qui date de 2005. L'IWEPS a plus particulièrement contribué en 2015 à la préparation du 7<sup>e</sup> État des lieux de l'alphabétisation en analysant, avec l'asbl Lire et Écrire, des données sur l'offre de cours et de formations en alphabétisation et en Français Langue étrangère, recueillies par enquête en 2013 auprès des opérateurs du secteur non formel et dans les bases de données administratives de l'enseignement de promotion sociale.

En 2015, le Comité de pilotage a poursuivi, en collaboration avec l'ETNIC, la mise en place d'une nouvelle collecte de données (formulaire électronique) auprès des opérateurs d'alphabétisation qui portera sur l'année 2015. L'IWEPS contribue également à la construction d'un canevas d'analyse des dispositifs d'alphabétisation (projet piloté par l'OPC).

L'IWEPS est partie prenante du projet « cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs », piloté par le secrétariat général du MFWB. Un accord de coopération a été signé en mars 2014. L'objectif est la mise en place d'une base de données pérenne mettant en relation des données de l'enseignement obligatoire, de l'enseignement supérieur et du *datawarehouse* de la BCSS. L'enseignement et la formation financés par la Communauté germanophone, l'enseignement de promotion sociale et les dispositifs de formation professionnelle wallons et bruxellois seront progressivement intégrés au dispositif. Un tel système d'informations doit permettre une analyse approfondie des trajectoires à l'intérieur du système éducatif puis dans l'emploi et la formation professionnelle continue sur la base d'un

suivi de cohortes successives. Les travaux menés dans ce cadre en 2015 ont porté sur la préparation de documents méthodologiques relatifs à la description des bases de données et des variables qui constitueront le cadastre ainsi que sur l'élaboration d'un schéma de flux de données, en lien avec les questions relatives à la protection de la vie privée et la désignation du tiers de confiance.

L'accord de coopération de 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, instituant les Bassins Enseignement qualifiant, Formation, Emploi, confie à l'IWEPS une fonction de soutien méthodologique. En 2015, l'IWEPS a continué, en collaboration avec l'IBSA, à piloter un groupe de travail technique regroupant les opérateurs de l'enseignement et de la formation, les services publics de l'emploi, les partenaires sociaux, les administrations et les cabinets ministériels. Un canevas de rapport analytique et prospectif a été établi par le groupe, sur la base des informations existantes, et a été approuvé par les gouvernements en février 2015. L'objectif est de construire un socle commun d'informations qui, par bassin, présente la situation démographique, les tendances de l'emploi, les chiffres des embauches et les métiers en tension ou en pénurie, les métiers émergents, la tendance du chômage et les besoins en matière d'offre de formation professionnelle et d'enseignement qualifiant et la fréquentation des différentes filières d'enseignement et de formation. Sur cette base, chaque instance établit un diagnostic et produit des recommandations en vue d'adapter l'offre d'enseignement et de formation aux besoins identifiés. Les premiers rapports ont été finalisés fin 2015. Une synthèse sera publiée en 2016.

L'IWEPS participe, avec voix consultative, aux réunions des neuf Instances Bassins EFE wallonnes et est invité à participer comme expert à l'Assemblée des Instances Bassins EFE.

L'IWEPS calcule différents indicateurs sur l'éducation et la formation à partir des données de l'Enquête sur les forces de travail (EFT, SPF-Economie, Direction générale Statis-

tique), et des données sur les élèves inscrits dans l'enseignement obligatoire en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Communauté germanophone. Ces indicateurs sont publiés sur le site internet de l'IWEPS (notamment sur le portail Walstat) et dans l'édition 2015 des Chiffres clés de la Wallonie. L'IWEPS a également participé à la rédaction du « Zoom » de l'édition 2015 de la Fédération Wallonie-Bruxelles, intitulé « Situations et trajectoires des jeunes : quelle diversité ? quelle égalité ? » (voir section 4.2.3).

## 3.4. EMPLOI ET TRAVAIL

### 3.4.1. Observatoire wallon de l'emploi

L'Observatoire wallon de l'emploi a été créé par arrêté du Gouvernement wallon en 1998 et réunit différentes institutions partageant une mission d'analyse du marché du travail.

En 2015, l'Observatoire wallon de l'Emploi (OWE) a été réformé afin de fonctionner comme une plateforme de collaboration partenariale. La volonté de dynamiser l'OWE est partagée tant par les autorités que par la DGO6, le FOREM et l'IWEPS. Il apparaît en effet utile – et particulièrement dans le cadre du transfert aux régions des compétences en matière d'emploi, du pacte pour l'emploi et des projets du plan Marshall 4.0 – de fédérer certains efforts d'analyse et certaines ressources pour éclairer les décisions politiques en matière d'emploi, complémentaires aux analyses du marché de l'emploi réalisées par le FOREM, aux évaluations, aux études et statistiques produites par l'IWEPS et aux responsabilités confiées au SPW DGO6.

Les principes qui président au fonctionnement de l'Observatoire wallon de l'Emploi sont :

- l'amélioration des connaissances du marché du travail ;
- les conseils aux décideurs et acteurs socioéconomiques ;
- la fédération des ressources des partenaires ;
- la mise à disposition rapide de données nécessaires pour la réalisation des études commandées ;

La thématique de la formation professionnelle a également été abordée dans les travaux menés pour l'Agence FSE. En 2015, l'IWEPS a participé à l'analyse de l'enquête auprès des stagiaires en formation. Cette analyse a fait l'objet d'une communication aux XXIIes Journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail (Conter, Oriane, Mainguet).

- la mutualisation des connaissances, méthodes de travail et données sur le marché du travail ;
- la transparence ;
- l'indépendance de l'OWE en ce qui concerne les modalités de recherche, les hypothèses, les méthodes utilisées et la formulation des conclusions.

La nouvelle dynamique de l'OWE a tout de suite été mise à l'épreuve au travers d'une étude visant à estimer la taille et les caractéristiques de certains groupes cibles dans le cadre de la réorganisation des aides à l'emploi et des travaux du GPS-W. L'IWEPS a contribué par le biais d'une revue de la littérature relative aux dispositifs de réduction des cotisations sociales ainsi que par une analyse statistique, en collaboration avec le FOREM et la DGO6, permettant une comparaison des groupes cibles concernés, ainsi que de leurs caractéristiques.

En outre, la ministre wallonne de l'Emploi, souhaitant disposer d'éléments d'analyse de la réforme des allocations d'insertion (allocations de chômage sur la base des études) qui a pris cours le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et qui limite la durée d'octroi, auparavant illimitée, à une période de trois ans, a chargé l'OWE de réaliser une étude qualitative visant à comprendre le(s) processus qui sous-tend(ent) les trajectoires des personnes concernées par ce changement réglementaire. Cette étude comprend deux volets complémentaires.

Le premier volet consiste en une analyse de l'évolution de la politique en matière d'allocations d'insertion, réalisée à partir de documents officiels et d'entretiens auprès des organismes liés de manière directe ou indirecte à cette politique. Le deuxième volet envisage le changement réglementaire du point de vue des personnes. L'objectif est de comprendre l'incidence de ce changement sur le vécu des personnes : on pressent une grande diversité de situations, de comportements et de trajectoires, résultant de combinaisons de caractéristiques individuelles, d'opportunités, d'obstacles, de stratégies, etc. Il est prévu de mener des entretiens individuels approfondis auprès d'un échantillon de personnes sélectionnées selon les principes de la méthode de théorie ancrée. L'objectif final de cette étude est de pouvoir fournir des recommandations au commanditaire dans la perspective d'adapter sa politique. Les résultats de cette étude seront disponibles fin 2016.

Parallèlement à cette étude qualitative, une étude quantitative sera lancée à l'IWEPS en 2016 sur les personnes en fin de droit d'allocations d'insertion.

Dans le cadre de l'OWE, en collaboration étroite et à la demande de la DGO6, l'IWEPS s'est impliqué dans la collecte de données Politiques du Marché du Travail (PMT) d'Eurostat pour les dispositifs de formation wallons gérés par le SPW qui correspondent au champ de cette enquête : EFT/COISP (CISP), primes à l'alternance, PMTIC, Mire, chèques formation à la création d'entreprises, entreprises d'insertion, SAACE...

Le projet a été l'occasion de travailler avec les gestionnaires de bases de données. La structure actuelle des bases de données administratives ne permet pas de répondre à l'ensemble des spécifications de la collecte. Certains dispositifs n'ont pas pu être pris en compte. Les échanges ont également porté sur l'optimisation des bases de données dans le cadre de la simplification administrative, en y intégrant la possibilité d'analyses statistiques, afin notamment de pouvoir répondre aux prescrits d'EUROSTAT.

Par la suite, il est envisagé de prendre appui sur le cadre de cette collecte européenne pour harmoniser le reporting sur les dispositifs de formation.

### 3.4.2. Comptes de l'emploi

À l'instar des comptes nationaux et régionaux au niveau économique, les comptes de l'emploi constituent un système de statistiques intégrées et cohérentes dans le domaine du marché du travail. Les données de base sont saisies à un niveau territorial fin, à savoir le niveau communal. La méthodologie d'estimation détaillée a fait l'objet du *Working Paper* de l'IWEPS n°13. Les comptes de l'emploi comprennent deux volets : un volet offre de travail (des travailleurs) et un volet demande de travail (des entreprises). Ils sont estimés en moyenne annuelle (voir Faits marquants).

### 3.4.3. Le cadre européen des politiques de l'emploi

Dans le courant de 2015, l'IWEPS a continué à suivre de près l'évolution des politiques de l'emploi en Europe et en Wallonie. Dans le cadre de sa thèse de doctorat, soutenue le 15 octobre, un chargé de recherches de l'IWEPS a notamment réalisé une analyse des stratégies des acteurs associés à la SEE et des transformations des dispositifs de politique publique en Wallonie.

L'IWEPS a aussi poursuivi en 2015 sa collaboration structurelle avec l'agence du Fonds social européen. Cette assistance méthodologique et technique porte essentiellement sur l'analyse de la cohérence des politiques régionales et européennes, le suivi et les indicateurs relatifs aux interventions du Fonds social européen et l'accompagnement de l'évaluation de ces programmes.

Enfin, en 2015, la valorisation de l'évaluation relative aux aides à la promotion de l'emploi dans le secteur de l'enfance que l'IWEPS avait réalisée dans le cadre de son évaluation du Plan Marshall<sup>2</sup>.Vert s'est concrétisée. Un article scientifique intitulé *Impact of a child care availability policy on female labor market participation* analyse le lien entre la disponibilité de places d'accueil pour les enfants de moins de 3 ans et l'emploi de leurs parents. La question est abordée via des données longitudinales infrarégionales en prenant appui sur des variations dans le temps et infrarégionales du taux de disponibilité de places d'accueil résultant de l'application d'une politique.

### 3.4.4. Statistiques régionales relatives aux dynamiques sur le marché du travail

Les statistiques, établies dans le cadre du projet DynaM par l'Office national de sécurité sociale (ONSS) et l'HI-VA-KU Leuven, relatives aux mouvements sur le marché de l'emploi (créations et cessations des entreprises, créations et destructions des emplois, entrées et sorties des travailleurs salariés) ne faisaient jusqu'à présent pas usage des informations concernant les implantations. Une distinction était réalisée entre les entreprises unirégionales et multirégionales, mais cela ne permettait pas d'appréhender l'impact de la (ré)allocation des emplois sur les marchés de l'emploi (sub)régionaux.

La régionalisation de la politique des groupes cibles dans le cadre de la sixième réforme de l'État implique que le lieu de travail, l'unité d'établissement, gagne en importance non seulement au niveau statistique, mais également au niveau de la gestion politique étant donné que les régions ont reçu des compétences concernant le marché local de l'emploi sur la base des implantations des entreprises. Les adaptations que l'ONSS a réalisées pour mieux intégrer la notion d'unité d'établissement dans les déclarations de l'emploi permettent également d'élargir la méthodologie DynaM de manière à présenter une image plus correcte de la dynamique de l'emploi et des travailleurs au niveau (sub) régional. Sur cette base, les données et indicateurs DynaM peuvent être complétés.

Les trois régions du pays se sont donc associées pour établir une convention avec l'ONSS pour la fourniture de ces données régionales et subrégionales concernant les dynamiques sur le marché du travail. De cette manière, les coûts de développement et d'exécution peuvent être partagés entre les pouvoirs publics concernés et la garantie peut être offerte que les régions disposeront de données cohérentes et comparables. La convention a été établie à la fin de 2015 entre l'ONSS, d'une part, et l'IWEPS pour la Wallonie, l'IBSA pour Bruxelles et le Department WSE pour la Flandre, d'autre part.

La convention a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

- l'adaptation de la méthodologie actuellement utilisée pour l'établissement de statistiques relatives aux dynamiques de l'emploi au niveau national de manière à générer des statistiques équivalentes au niveau régional ;
- la fourniture de données statistiques annuelles destinées à l'analyse de la dynamique de l'emploi et de la dynamique des travailleurs au niveau régional et sous-régional, ce niveau subrégional étant défini par chacune des régions.

L'ONSS s'engage à développer ces sets de données sur la base de standards scientifiques internationaux et fait appel à ce propos à l'expertise du partenaire scientifique du projet DynaM, à savoir l'HIVA, institut existant au sein de la KU Leuven.

## 3.5. SANTÉ

Dans le cadre de sa collaboration avec la DGO5 et l'Observatoire wallon de la Santé, l'IWEPS a continué la centralisation des bases de données qui lui permettent l'élaboration d'indicateurs pertinents pour couvrir différents axes de la santé. Les bases de données ont été intégrées avec les autres bases de données disponibles à l'IWEPS sous la forme d'un applicatif à l'usage, jusqu'ici, exclusif des membres de l'OWS. De nombreux indicateurs de mortalité, de périnatalité et de consommation de médicaments ont pu être calculés grâce à ces bases de données ainsi que les analyses y afférentes.

En plus de ce travail sur les indicateurs, l'IWEPS a continué à mettre à disposition des données de santé aux autres membres de l'OWS et des observatoires provinciaux de la santé sous forme de bases de données agrégées, de tableaux et de graphiques.

L'IWEPS a organisé sa septième conférence méthodologique en collaboration avec l'OWS sur les méthodes mises en œuvre pour l'identification et la quantification des enjeux liés à l'entraide dans le cas particulier du vieillissement de la population. La conférence a eu un beau succès avec la

participation de 160 personnes qui sont venues écouter les 14 présentations de la journée. Une première session a permis de situer le vieillissement de la population wallonne selon les points de vue du démographe, du sociologue, de l'économiste et du juriste. Ensuite se sont déroulées trois sessions qui ont abordé les méthodes qualitatives et quantitatives appliquées à différents domaines touchés par le vieillissement de la population.

Le travail du prochain Tableau de bord de la Santé de l'OWS s'est continué au cours de l'année 2015. La collecte des bases de données et le début de la programmation statistique ont continué à avancer.

En marge de l'OWS, l'IWEPS assure également la gestion informatique du Registre Hainaut-Namur du réseau européen EUROCAT (*European surveillance of congenital anomalies*), dont l'objectif est de réaliser une surveillance épidémiologique des anomalies congénitales en Europe. Le rapport annuel, présenté à la DGO5 par l'Institut de Physiologie et de Génétique (IPG) en juillet 2015, est établi au départ de ce répertoire et intègre les tableaux mis au point et produits par l'IWEPS.

## 3.6. LOGEMENT

### 3.6.1. Les Relais sociaux de Wallonie

En partenariat avec la DGO5 et les Relais sociaux, une collecte de données harmonisées au niveau wallon a été initiée en 2012 afin d'avoir une vue d'ensemble tant de l'offre et de l'utilisation des services coordonnés par les Relais sociaux que des profils des utilisateurs de ces services. L'analyse apporte un éclairage sur la grande précarité en milieu urbain ainsi que sur l'application des mesures de « lutte » contre la précarité et le développement des partenariats publics/privés au sein des grandes villes wallonnes. Le projet contribue non seulement à harmoniser

les variables reprises dans les rapports d'activité produits par chacun des Relais sociaux et destinés à l'administration wallonne, mais aussi à développer la mission d'observatoire de la précarité dévolue par décret aux Relais sociaux. Une analyse par pôle d'activités a été réalisée : 1) hébergement d'urgence ; 2) travail de rue ; 3) dispositif d'urgence sociale ; 4) accueil en journée, pôle subdivisé à la demande des Relais sociaux en quatre secteurs : l'aide alimentaire, l'accueil de bas seuil, l'accompagnement dans le logement et la santé (accueil des personnes avec des problèmes de santé physique et/ou mentale). Les chiffres sont établis par Relais social et pour l'ensemble des Relais.

Une analyse détaillée des résultats du premier exercice relatif aux données 2012 a été réalisée et soumise aux partenaires du projet : la publication et la diffusion sont prévues pour le premier semestre 2016. Celle-ci apportera un nouvel éclairage sur la prise en charge de la grande précarité et du sans-abrisme en Wallonie.

### 3.6.2. Suivi de recherches extérieures

L'IVEPS a assuré le suivi de différents projets du Centre d'études en habitat durable via sa participation au sein de comités d'accompagnement : celui de la vacance immobilière résidentielle (partenariat CEHD et Relais social de Charleroi) et celui de l'Observatoire des loyers. Des col-

laborations avec le CEHD ont également eu lieu dans le cadre de la construction de l'Indice de Situation sociale de l'IVEPS.

### 3.6.3. Divers

Dans le cadre du développement territorial, l'IVEPS (ODT) assure en parallèle aux projections démographiques une veille sur les besoins quantitatifs et spatialisés en logement.

Par ailleurs, des demandes régulières sont adressées à l'IVEPS dans le domaine du logement au niveau local, provincial ou régional. Le portail de données statistiques locales WalStat permet d'y répondre en partie.

## 3.7. PAUVRETÉ, PRÉCARITÉ ET COHÉSION SOCIALE

### 3.7.1. Prospective pauvreté

Sur le plan de l'analyse prospective, l'année 2015 a vu la conception d'un nouveau projet de recherche intitulé « Pauvreté, précarité et exclusion socioéconomique en Wallonie : quels futurs possibles ? ». Il a pour objet l'analyse prospective de l'évolution de la pauvreté en Wallonie à l'horizon 2030-2040. Sa réalisation a fait l'objet d'un marché public. Elle débutera en février 2016 et sera clôturée en janvier 2018.

Cette analyse prospective intégrera les spécificités de la Wallonie et devra prendre en compte les dynamiques de nature :

- démographique, comme le vieillissement de la population et les phénomènes migratoires ;
- sociologique, comme, notamment, l'évolution des institutions familiale et éducative et du rapport effectif et culturel des Wallons à celles-ci, du système de valeurs dominantes, de la mobilité sociale intra et intergénérationnelle (intégrant également la notion de cohorte), de la perception de la pauvreté et de la stratification sociale ;

- géographique, issues de l'histoire locale et se traduisant par des particularismes infrarégionaux ;
- économique, comme, entre autres, les modes de régulation ; l'exacerbation de la mise en concurrence, d'une part, des individus sur un marché du travail en contraction, et, d'autre part, des régions et des pays dans le cadre de la mondialisation du système de production ; les processus de surendettement ; l'accès à la consommation de biens et services et la disparité des revenus et des patrimoines ;
- technologique et énergétique, comme, par exemple, celles mises en évidence par les travaux de l'IVEPS en matière de prospective de la transition énergétique et d'accès à l'énergie ;
- juridique, portant sur l'accès effectif aux droits fondamentaux : en effet, la pauvreté n'est pas seulement un problème économique, c'est un phénomène multidimensionnel qui englobe à la fois l'absence de revenus et l'inexistence des capacités de base nécessaires pour vivre dans la dignité. La pauvreté est à la fois une des causes et une des conséquences de violations des droits de l'homme et crée une situation

favorable à d'autres violations. Les personnes vivant dans la pauvreté doivent faire face à d'énormes difficultés sur les plans économique, culturel et social lorsqu'elles essaient d'accéder à leurs droits. Par conséquent, elles subissent de nombreux préjudices qui sont étroitement liés et produisent des effets synergiques, notamment : conditions de travail dangereuses, logement insalubre, manque d'aliments nutritifs, accès inégal à la justice, absence de pouvoir politique et accès limité aux soins de santé – effets qui les empêchent de réaliser leurs droits et perpétuent leur pauvreté ;

- politique, comme, par exemple, la reconfiguration des paradigmes de l'action publique, l'évolution des moyens d'action de celle-ci, la recomposition de ses référentiels idéologiques, et l'évolution du paysage institutionnel et des droits en vigueur. La prise en compte de la dynamique politique dans le projet suppose l'intégration dans l'analyse prospective des modalités concrètes de mise en œuvre, d'opérationnalisation et d'organisation des orientations politiques adoptées ;
- ainsi que les conséquences de ces différentes dynamiques.

La recherche visera ainsi l'élaboration de scénarii détaillés d'évolutions possibles de la pauvreté en Wallonie.

Cette élaboration comportera :

- la présentation des cheminements y aboutissant ;
- la description qualitative des scénarii ;
- l'examen des opportunités et des risques présentés par chaque scénario.

Ces trois composantes devront s'articuler autour des trois mouvements suivants :

- l'intégration des apports des acteurs de terrain, tels que, par exemple, le Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté, les Plans de cohésion sociale, les CPAS et les Relais sociaux, des experts et des opérateurs en matière de pauvreté en Wallonie. Cette intégration supposera la participation de ces parties prenantes au processus de recherche, selon des modalités à préciser et à convenir avec le comité d'accompagnement ;
- l'appréhension systémique de l'appauvrissement et de la pauvreté sous la forme d'une modélisation qualitative

du système à l'origine de son évolution, sous ses différentes formes ;

- une « cross-fertilisation » par échanges itératifs et réciproques entre ces deux premiers mouvements.

La recherche devra permettre de mettre en évidence des pistes d'action et expliciter des recommandations opérationnelles.

### 3.7.2. Recherche « Jeunes-Acteurs »

En 2014, l'IWEPS a amorcé une enquête qualitative, auprès de groupes de jeunes (18-29 ans) afin de mieux comprendre comment les jeunes de ce groupe d'âge perçoivent leur place en tant qu'acteurs dans la société. L'analyse s'intéresse à leurs parcours, trajectoires de vie, situations familiale et socioéconomique, et leurs logiques d'action par rapport au vécu de la précarité et de la désaffiliation.

En 2015, la première vague de cette recherche qualitative « jeunes-acteurs » a permis la réalisation de sept groupes de paroles avec un total de 46 jeunes dans cinq communes wallonnes (Braine-L'Alleud, Court-Saint-Etienne, Herstal, Marchin et Mons).

Cette première vague a permis de mettre en place un dispositif original de groupes de paroles (une vingtaine), de prendre le temps de construire et déconstruire avec eux leur parcours de vie souvent chaotique et les événements qui ont fait d'eux ce qu'ils sont devenus au moment des rencontres. Le dispositif de recherche a permis un récit libre des pratiques de vie de tous les jours, mais aussi des perceptions et des sentiments les plus intimes tels que la haine ou l'extrême violence.

Cette recherche repose sur trois grands piliers dont la nature et l'originalité soutiennent la production de connaissance qui appréhende autrement le vécu et les grandes difficultés que traversent ces jeunes :

- la méthodologie participative de la recherche ;
- un soubassement théorique rigoureux ;
- et enfin, des analyses et pistes interprétatives fouillées qui partent du verbatim inédit des jeunes recueilli au cours des nombreux groupes de paroles.

Sur le plan des analyses, quatre grands thèmes ont été privilégiés au terme de cette première vague (la famille, la scolarité, l'image de soi et la gestion de l'argent) qui seront encore davantage enrichis lors des vagues de communes suivantes, mais qui seront également complétés par d'autres thèmes tels que l'appréhension des lieux de vie et du logement, le regard sur les institutions et la société, la montée de la pensée d'extrême droite.

En octobre 2015, la deuxième vague a débuté avec une quarantaine de jeunes dans sept nouveaux groupes de cinq communes (Charleroi, Marche-en-Famenne, Marchienne-au-Pont, Nivelles et Saint Hubert).

### 3.7.3. Le plan de cohésion sociale (PCS)

L'IWEPS entretient un partenariat privilégié avec la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale (DiCS) du Service public de Wallonie dans le cadre de sa mission de soutien méthodologique à la mise en œuvre et à l'évalua-

tion des politiques publiques, en particulier le Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie (PCS). Ce dispositif, adopté fin 2008 par le Gouvernement wallon, vise à encourager les communes wallonnes à élaborer et mettre en œuvre un plan d'action orienté vers la promotion de l'accès de tous aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel afin de permettre à chacun de participer activement à la société.

Au cours de l'année 2015, l'IWEPS a collaboré à la réflexion menée par la DiCS sur l'adaptation de l'application 180°, conçue par le Conseil régional de la formation, pour en faire un tableau de bord de suivi des PCS et a entamé une réflexion avec la DiCS sur la construction d'indicateurs d'évaluation du PCS 2014-2019.

Par ailleurs, l'IWEPS participe au réseau, piloté par la DiCS, des référents Cohésion sociale au sein des administrations wallonnes. Il est plus particulièrement en charge du volet statistique du prochain rapport sur la Cohésion sociale en Wallonie (prévu en 2016).

## 3.8. MOBILITÉ ET TRANSPORTS

Les travaux et études en matière de mobilité au sein de l'Institut trouvent leur origine dans l'intégration de l'Observatoire wallon de la mobilité (OWM) au sein de l'IWEPS au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Ils sont notamment déterminés par les missions spécifiques de l'OWM (Arrêté GW du 6 décembre 2001) et s'inscrivent dans le cadre global des missions et recherches menées par l'IWEPS et plus particulièrement dans une approche transversale telle que prônée au sein de l'Institut.

En 2015, les travaux en matière de mobilité ont porté sur les éléments suivants :

- Consolidation des données, des indicateurs et des recherches en lien avec les thématiques transports et mobilité à partir de différentes sources existantes régionales, fédérales et internationales ce qui a permis :
  - Mises à jour des indicateurs<sup>1</sup> et du diagnostic sur la mobilité sur le site de l'IWEPS ;
  - Intégration d'un focus sur la mobilité dans les publications IWEPS (Chiffres-clés<sup>2</sup>, *working papers*...) ou dans des ouvrages collectifs (Tome 3 de l'Atlas transfrontalier à paraître en 2016, un chapitre mobilité dans la publication consacrée au « Baromètre social de la Wallonie ») ;

<sup>1</sup> <http://www.iweeps.be/themes-categorie/mobilite-et-enquetes>

<sup>2</sup> <http://www.iweeps.be/chiffres-cles-de-la-wallonie-ndeg14>

- Réponses à différentes demandes et la diffusion des indicateurs et données sur le site Walstat (portail dynamique d'informations statistiques locales sur les différents domaines de l'action publique) et communiqué de presse dans le cadre de la semaine de la mobilité.
- Valorisation à travers des réseaux d'échanges et autres comités ainsi qu'en réponse à des demandes extérieures.
- Amélioration des informations ayant trait aux comportements des individus en matière de mobilité, à savoir une réflexion sur les outils existants en la matière, de mobilité des personnes et la mise en place de deux « enquêtes » récurrentes de mobilité (MOBWAL et GPSWAL). Ces deux enquêtes seront réalisées en 2016-2017.

L'objectif du projet MOBWAL est la réalisation d'une enquête récurrente sur les stratégies/comportements de mobilité des Wallons visant à obtenir des informations concernant les déterminants socioéconomiques des déplacements, les pratiques régulières et les stratégies de déplacement au sein du ménage, les motivations des choix d'utilisation de certains moyens de transport et les opinions en matière de mobilité. Il s'agit de constituer des variables permettant de mener une analyse socioéconomique des stratégies et des comportements des individus en matière de mobilité.

L'objectif du projet GPSWAL est la réalisation d'un suivi des déplacements d'individus par GPS via l'usage de smartphones afin d'obtenir, de manière chronologique, arrêt par arrêt, les motifs, les modes de déplacements et d'autres éléments intéressants pour chaque enregistrement.

- Développement d'un outil de mesure de l'accessibilité des lieux, afin de répondre à la mission de prédiction de l'OWM et en synergie avec l'ODT, vu la forte interaction entre le système de mobilité et l'aménagement du territoire.

L'objectif du projet « AccessLieux » est de développer un outil cartographique dynamique permettant de mesurer l'accessibilité géographique de tout lieu du territoire wallon selon différents moyens de transport. Pour un temps (et/ou distance) d'accessibilité déterminé à un lieu, l'outil permettra la définition d'une zone d'accessibilité autour de ce lieu (isochrone). Cette zone d'accessibilité peut alors être caractérisée, notamment par la population qui l'habite. Ce projet offre de grandes potentialités pour l'analyse de la localisation des services et équipements, leur aire d'influence théorique et la comparaison entre l'offre et la demande territorialisées.

- Participation à des projets transversaux au sein de l'IWEPS, via la mise à disposition de compétences en mobilité et des aspects énergétiques et de pollution de l'air y afférents : la collaboration avec l'observatoire du développement territorial (ODT) ou dans le cadre de l'Enquête « Baromètre social de la Wallonie » et de son module mobilité, l'évaluation du plan Marshall (investissements dans les zones activités localisées dans les ports automnes), et les indicateurs complémentaires au PIB<sup>3</sup>...
- Attention particulière et collaboration avec le SPW en matière de déplacements quotidiens à vélo (Plan Wallonie Cyclable et les communes cyclables pilotes) et au niveau de la thématique du covoiturage.

<sup>3</sup> <http://www.iweeps.be/indicateurs-complementaires-au-pib>

## 3.9. ÉNERGIE

D'une part, dans le cadre de ses activités de prospective, l'IWEPS a piloté un projet de recherche relatif à la transition énergétique en Wallonie. Ayant pour objet l'analyse, au niveau régional et dans une optique prospective, des risques et des opportunités engendrés, à l'horizon 2050, par cette transition, en particulier via l'examen des aspects liés à l'activité économique de la Wallonie ainsi que les perspectives en matière d'emploi et de formation, ce projet a été mené au cours des années 2013 et 2014. Le 24 mars 2015, les résultats du projet ont été présentés à la commission des pouvoirs locaux, du logement et de l'énergie du Parlement wallon.

D'autre part, l'année 2015 a vu la conception par l'IWEPS d'un nouveau projet de recherche prospective intitulé « Quels réseaux énergétiques pour la Wallonie aux horizons 2030 et 2050 ? » Ce projet a été élaboré en partenariat avec le Département Énergie et Bâtiment durable de la DGO4 du SPW.

Ce projet a pour objet l'analyse prospective des évolutions possibles des réseaux énergétiques en Wallonie aux horizons 2030 et 2050. Sa réalisation a fait l'objet d'un marché public. Elle débutera en février 2016 et sera clôturée en juillet 2017.

L'élaboration des scénarios comportera :

- la présentation des cheminements y aboutissant ;
- la description qualitative des scénarios ;
- l'examen des opportunités et des risques présentés par chaque scénario.

Ces trois composantes s'articuleront autour des trois mouvements suivants :

- l'intégration des apports de l'administration wallonne et des acteurs de terrain, des experts et des opérateurs en matière d'énergie en Wallonie. Cette intégration supposera la participation de ces parties prenantes au processus de recherche ;
- l'appréhension systémique de la distribution d'énergie sous la forme d'une modélisation qualitative du système à l'origine de son évolution, sous ses différentes formes ;
- une « cross-fertilisation » par échanges itératifs et réciproques **entre les deux premiers mouvements.**

*In fine*, la recherche mettra en évidence des pistes d'action et explicitera des recommandations opérationnelles.

## 3.10. DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

### 3.10.1. Travaux de l'ODT

Les travaux menés par l'Observatoire du développement territorial (ODT) sont réalisés dans le cadre des missions de l'IWEPS, et notamment en collaboration avec le SPW-DGO4 et la Conférence permanente du développement territorial (CPDT).

En 2015, l'ODT a poursuivi la collecte de données relatives au développement territorial, ainsi que la mise à jour

des indicateurs précédemment construits (disponibilités foncières, superficies urbanisées...). Le set d'indicateurs a notamment été enrichi dans un souci de meilleure compréhension des dynamiques en cours sur le territoire (mouvements résidentiels entre communes). Certains de ces indicateurs permettront d'alimenter la réflexion liée à l'actualisation du Schéma de développement de l'espace régional (SDER). Des fiches synthétiques publiées sur le site de l'IWEPS et mises à jour annuellement font état de différentes facettes du développement territorial wallon en

reprenant des résultats d'observations statistiques et spatiales concernant des états du territoire wallon (structure spatiale, utilisation du sol), mais aussi des dynamiques territoriales (mouvements résidentiels...). À côté des chiffres, ces fiches présentent également des analyses alimentées à partir de différents travaux menés par l'ODT et l'IWEPS, mais aussi par d'autres acteurs du développement territorial wallon (administrations, universités..., <http://www.iweeps.be/le-developpement-territorial-wallon-en-fiches>).

Plus particulièrement, en lien avec la thématique démographique, l'ODT a piloté un projet sur les mouvements résidentiels à l'échelle des communes wallonnes à partir des données « Mouvements » du Registre national. L'étude visait à mieux comprendre les évolutions démographiques communales de ces 20 dernières années en décomposant les différents soldes de population et en étudiant les mouvements entre les villes et leur périphérie. Ce travail a en outre eu pour objectif de construire des bassins résidentiels, zonages du territoire permettant de mettre en évidence les liens migratoires préférentiels entre les communes. Cette étude a été présentée dans le cadre de la Chaire Quetelet à l'UCL et sera publiée sous forme d'un *Working Paper* en 2016.

L'ODT a participé aux travaux du WPTI *Working Party on Territorial Indicators (WPTI)* à l'OCDE et a répondu à plusieurs demandes dans le cadre des travaux de ce groupe.

En 2015, l'ODT a participé à la mise à jour de l'ICBE par commune - Indice des conditions de bien-être. Dans ce cadre, des indicateurs d'accessibilité géographique à différents services ont été produits sur la base des données disponibles.

### 3.10.2. Mise au point de « Fiches communales » détaillées

Depuis 2013, les fiches communales actualisées chaque année. Ces fiches ont été enrichies de graphiques, de

cartes et de nouvelles données, notamment au niveau des quartiers. Trois versions des fiches communales sont disponibles via le site WalStat : les statistiques disponibles au niveau communal sont présentées en comparaison aux mêmes statistiques disponibles au niveau wallon, au niveau des arrondissements administratifs et au niveau des communes limitrophes.

En 2015, une version plus légère des fiches communales a été élaborée, avec comme objectif l'édition de dépliants à destination des communes.

### 3.10.3. Développement et diffusion de WalStat

WalStat, le portail d'informations statistiques locales sur la Wallonie créé en 2013 continue à se développer. En juin 2015, la version 4 est sortie et présente les nouveautés suivantes :

- mise à disposition d'un fichier reprenant, pour une entité donnée (commune, arrondissement, province), tous les indicateurs clés historicisés ;
- mise à disposition de la plupart des indicateurs au niveau de l'arrondissement et de la province ;
- création d'un onglet « catalogue » reprenant tous les indicateurs disponibles ;
- création d'une nouvelle thématique « énergie ».

En décembre 2015, la version 5 a été mise en ligne. Celle-ci propose de nouveaux indicateurs notamment certains issus des comptes régionaux, du cadastre de l'emploi de la FWB et de l'ONSS.

## 3.11. INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES AU PIB

Sous la législature 2009-2014, le Gouvernement wallon a inscrit dans sa Déclaration de Politique régionale et dans son plan d'actions prioritaires, le Plan Marshall 2.Vert, une action spécifique relative au développement d'indicateurs complémentaires au PIB. Il a chargé l'IWEPS de calculer cinq indicateurs phares, afin de guider et d'évaluer l'action du Gouvernement en complément du PIB:

- Un indice de situation sociale (ISS) qui s'appuie sur deux indicateurs : un indicateur d'état de la société (capital social et humain) et un indicateur d'état des déséquilibres et des inégalités socioéconomiques ;
- Un indice de bien-être (IBE) qui s'appuie sur le cadre méthodologique développé par l'IWEPS ;
- L'empreinte écologique et la biocapacité (EE), qui seront calculées suivant les standardisations reconnues au niveau international, mais utilisant des données nationales ou régionales plus précises ;
- Un indice de situation environnementale (ISE) qui s'appuie sur deux indicateurs : un indicateur d'état des composantes de l'environnement et un indicateur de l'impact sur la santé humaine de l'état des composantes de l'environnement ;
- Un indicateur sur le capital économique.

Par ailleurs, le Gouvernement invite l'IWEPS à mettre en œuvre un système intégré d'indicateurs synthétiques composites reprenant les cinq indicateurs phares mentionnés ci-avant, un indicateur relatif à la gouvernance et un indicateur relatif aux pressions sociales et économiques sur l'environnement.

Le nouvel exercice 2015, publié et présenté en juin, a été l'occasion, pour l'IWEPS, d'affiner la méthodologie et de mettre en lumière de nouveaux résultats pour l'ISS et l'ICBE.

L'ISS permet, d'une part, l'évaluation de l'état de la situation sociale et des déséquilibres et inégalités socioéconomiques en Wallonie ; d'autre part, sa comparaison dans le temps, de 2004 à 2013. L'évolution annuelle de l'indice

fournit un signal propre à attirer l'attention du grand public et des utilisateurs tandis que les évolutions de ses composantes permettent d'identifier les éléments qui expliquent la tendance générale.

L'ICBE propose une mesure de la qualité de l'environnement de vie, au sens large, dans lequel évoluent les individus, générateur de conditions plus ou moins favorables à l'émergence d'un état de bien-être individuel et collectif. Il est calculé pour la Wallonie et pour chacune des 262 communes wallonnes sur la base des données disponibles en 2014.

En 2015 également, en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan et le département du Développement durable du SPW, l'IWEPS a coordonné le développement d'un numéro spécial de la revue « Reflets et perspectives de la vie économique ». Il porte sur « les indicateurs de progrès sociétal : des outils de connaissance et d'action » et présente les travaux de la 6e Conférence méthodologique de l'IWEPS organisée à Namur le 12 décembre 2014.

À côté des travaux de développement progressif des indicateurs, l'IWEPS a poursuivi le débat et la communication autour du projet en réunissant le « comité des utilisateurs », ou en intervenant lors de séminaires universitaires ou colloques.

Dans le cadre de ce projet, l'IWEPS a collaboré en 2015 avec le Département Développement durable du SPW dans le cadre de la Stratégie de Développement durable prévue par le Décret du 27 juin 2013 et a transmis un ensemble de statistiques relatives aux indicateurs du diagnostic de la Stratégie.

Pendant les années 2016-2019, l'IWEPS continuera son travail sur les nouveaux indicateurs et les mises à jour et améliorations des indicateurs existants afin d'aboutir à un système intégré et cohérent d'indicateurs apte à dresser un état des lieux du progrès sociétal en Wallonie.

## 3.12. ÉCONOMIE

### 3.12.1. Analyse de la compétitivité de l'économie wallonne

Un projet de recherche lancé en 2014 à l'IWEPS vise à analyser la compétitivité extérieure de l'économie wallonne. Plus précisément, l'objectif est d'analyser en profondeur les performances exportatrices de l'économie wallonne et de mieux en comprendre les mécanismes sous-jacents. La première phase du projet a porté sur une analyse de type *shift-share* appliquée à des données détaillées d'exportations par type de produits et par pays de destination (données Comext régionalisées). Celle-ci a notamment permis de montrer que les exportations wallonnes souffrent d'un faible degré de diversification géographique par rapport aux autres économies de la Zone euro, la Wallonie exporte très peu de produits vers les marchés émergents en forte croissance. Par contre, la spécialisation par produit des exportations wallonnes apparaît globalement plus favorable, avec notamment un poids relativement élevé des produits pharmaceutiques dont la demande mondiale est en forte croissance. À l'avenir, ce projet devrait viser une meilleure compréhension des mécanismes sous-jacents des performances exportatrices de l'économie wallonne. Il en va notamment des facteurs de compétitivité essentiels tels que les prix et/ou les coûts de production relatifs (Wallonie / économies concurrentes), éventuellement déclinés au niveau sectoriel. Signalons qu'en fonction des résultats obtenus dans ce domaine, ceux-ci pourraient nourrir d'autres travaux de recherche menés au sein de l'IWEPS, notamment dans le domaine de la modélisation macroéconomique (modèles Hermreg/Preview) et de la construction d'indicateurs complémentaires au PIB.

### 3.12.2. Analyse du tableau entrées-sorties interrégional 2010

En Belgique, la construction du tableau entrées-sorties national est effectuée par le Bureau fédéral du Plan tous les cinq ans (selon les prescriptions d'Eurostat), le dernier exercice se référant à l'année 2010. Au niveau régional, des travaux sont menés par le Bureau fédéral du Plan dans

le cadre d'un projet conjoint avec les différents Instituts de statistique régionaux (IBSA, IWEPS, SVR), ce qui a donné lieu récemment à la publication du tableau entrées-sorties interrégional relatif à l'année 2010. Dans le cadre du Rapport 2016 sur l'économie wallonne (cf. 3.12.4), un chapitre est consacré à l'exploitation analytique de ce tableau. Ce chapitre détaille la structure des liens interindustriels au sein de l'économie wallonne et illustre la nature des liens commerciaux interrégionaux qui ont été identifiés durant l'année 2010. L'outil permet de mesurer les relations économiques entre Régions, ce qui constitue une avancée précieuse pour améliorer la compréhension de la dynamique économique intrabelge.

### 3.12.3. Modélisation de l'économie régionale : HERMREG

Dans le cadre d'une convention entre l'IWEPS, les autres Instituts de Statistique régionaux (SVR et IBSA) et le Bureau fédéral du Plan (BfP), l'Institut collabore au projet HERMREG. L'objectif de ce projet est le développement d'un modèle multisectoriel régional de l'économie belge, via une désagrégation régionale des perspectives économiques nationales à moyen terme réalisées par le Bureau fédéral du Plan, la mise à disposition d'une base de données des principaux agrégats économiques régionaux et une analyse de différentes variantes.

Pour l'exercice de 2015, l'IWEPS a contribué à la réalisation de la projection 2015-2020 publiée au mois de juillet. En parallèle, l'équipe de recherche a poursuivi les travaux de développement qui visent à rendre le modèle plus apte à rendre compte de l'impact de chocs économiques régionaux. Avec une modélisation progressivement ascendante (*bottom-up*), les résultats du modèle ne constitueront plus une désagrégation des résultats nationaux, mais répondront à une dynamique régionale propre. La troisième phase de ces développements, achevée en 2012, consistait principalement à estimer des fonctions de production régionales sectorielles. Le modèle « hybride » qui a résulté de cette phase demeurerait toutefois incomplet tant que la

demande adressée aux différents secteurs de chaque région n'était ni connue ni modélisée. En parallèle avec les développements statistiques menés avec la Banque Nationale de Belgique (BNB) (cf. 3.12.6), une quatrième phase de développement s'est donc attelée à estimer cette demande en commençant, dès 2013, par les investissements et en poursuivant, essentiellement en 2014, par la consommation des ménages. En 2015, les estimations ont porté sur la consommation publique et la demande extérieure : soit les exportations et importations à la fois internationales et interrégionales. Afin d'aboutir à une première version opérationnelle d'un modèle *bottom-up* au terme de l'année 2015 et profitant des développements récents menés dans le cadre du tableau entrées-sorties interrégional (cf. 3.12.2), l'équipe de recherche a également élaboré un bloc de « parts de marchés » (ou de commerce) afin de déterminer la région de production des différentes composantes des demandes régionales. En outre, certains développements complémentaires relatifs au marché du travail, démarrés en 2014 ont encore été menés en 2015, estimations destinées à catégoriser l'emploi salarié en fonction de l'âge et du salaire et mesures de la sensibilité régionale des salaires aux prix, au chômage et à la productivité.

D'autre part, la base de données qui alimente le modèle apportant, en soi, un éclairage intéressant, l'IWEPS a entamé une analyse macrosectorielle de l'économie wallonne, retenant dans un premier temps deux indicateurs issus du modèle HERMREG : la valeur ajoutée et l'emploi. Cette analyse, qui sera publiée en 2016 dans le Rapport sur l'économie wallonne (REW), aborde également l'effet de réallocation de l'emploi wallon entre branches d'activité, au travers d'une décomposition de la productivité du travail.

### 3.12.4. Rapport sur l'économie wallonne

En 2015, une nouvelle collaboration a été mise en place entre le Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), la Cellule d'Analyse Économique et Stratégique (SOGÉPA) et l'IWEPS afin de mettre en place un rapport annuel sur l'économie wallonne. Ce rapport vise à proposer aux forces vives de la Wallonie une analyse critique de la situation économique. Il se veut également

un appui aux décisions publiques à l'heure où les transferts de compétence se renforcent. Il repose notamment sur des développements méthodologiques et statistiques entrepris ces dernières années en étroite collaboration avec la Banque Nationale de Belgique, le Bureau fédéral du Plan et les Instituts de Statistique régionaux. Ces avancées permettent aujourd'hui d'avoir une vue complète et objective de l'économie wallonne, de mieux saisir les ordres de grandeur macroéconomiques, de comprendre les tendances longues et de mesurer les défis auxquels l'économie wallonne est confrontée. Le premier exercice sera finalisé au début de l'année 2016 et fera la part belle aux évolutions historiques.

La première partie, consacrée à l'analyse macroéconomique, dresse un portrait de l'économie wallonne principalement au travers des agrégats de la comptabilité régionale. Le premier chapitre replace l'évolution du PIB par habitant de la Wallonie dans une perspective internationale. Les tendances passées et les perspectives de la croissance économique, de la productivité et de l'emploi font l'objet d'une analyse dans le chapitre 2, qui apporte un éclairage sectoriel. Le chapitre 3 met l'accent sur les relations commerciales interrégionales et examine les flux de biens et services entre régions. L'ampleur de ces flux détermine en partie les valeurs des multiplicateurs sectoriels qui peuvent être calculés à l'échelle régionale à des fins de mesure d'impact ou d'identification de filières productives porteuses. Le chapitre 4 est consacré au commerce international de la Wallonie. Les performances régionales sont décomposées et replacées dans une perspective belge et européenne pour apporter un éclairage sur la compétitivité extérieure wallonne. Le chapitre 5 retrace les évolutions historiques du chômage wallon en le mettant en relation avec la croissance économique intérieure et les effets des politiques d'emploi. Il tente également de donner un éclairage sur la divergence entre les évolutions réelles du chômage et les effets purement statistiques. Enfin, le chapitre 6 examine la situation financière des principaux agents économiques en Wallonie. Les revenus, les dépenses et l'épargne des ménages sont examinés, avec une attention particulière aux transferts.

La deuxième partie du rapport adopte une approche plus microéconomique en analysant les activités des entreprises en Wallonie sous l'angle de trois secteurs d'activités bien différents. Le chapitre 8 se focalise sur un secteur historiquement important au sein de l'économie wallonne en évaluant le poids économique du secteur sidérurgique en Wallonie dans un contexte international. Le chapitre 9 concerne un secteur au cœur de l'activité économique actuelle de la région : l'industrie pharmaceutique. Cette deuxième analyse sectorielle est complétée par une analyse de la chaîne de valeur du secteur. Pour terminer, le chapitre 10 se tourne vers l'avenir en étudiant le secteur du numérique.

### 3.12.5. Analyses conjoncturelles

Depuis 1991, l'IWEPS effectue semestriellement des exercices de prévisions économiques à court terme de l'économie wallonne.

Deux numéros de « Tendances économiques » ont été publiés en 2015 : le numéro 48 en avril et le numéro 49 en octobre. Ces travaux ont été réalisés en collaboration avec le service « conjoncture » de l'IRES (UCL). L'IWEPS publie, en outre, une note mensuelle de conjoncture, qui reprend une trentaine d'indicateurs sur la conjoncture belge et wallonne. Ces publications sont un outil de veille conjoncturelle qui permet de mettre en évidence tout changement dans les principales séries statistiques de l'économie wallonne.

### 3.12.6. Comptabilité régionale

Si l'IWEPS n'établit pas lui-même de comptabilité régionale officielle, cette statistique est une source d'informations économiques essentielles. Aussi, l'IWEPS participe-t-il, en qualité d'observateur, à l'examen des comptes et de leur méthodologie par le Comité scientifique de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN).

L'IWEPS prend également part aux travaux réalisés dans le cadre de la « convention d'extension des statistiques économiques régionales » établie en 2009 entre la Banque Nationale de Belgique et les trois Régions et reconduite en 2013 puis prolongée en 2015. L'objectif poursuivi est de développer substantiellement l'arsenal de statistiques régionales dans un cadre comptable harmonisé. Trois

groupes de travail ont ainsi été mis en place en partenariat entre la BNB et les Instituts régionaux (IBSA, SVR, IWEPS) pour améliorer la production de nouvelles statistiques économiques régionales. Le premier de ces groupes vise à produire un PIB régional trimestriel, de façon à répondre notamment à la demande de disposer plus rapidement de statistiques économiques. Le deuxième aborde la décomposition du PIB selon l'optique des dépenses et le troisième vise à ventiler par communauté et région les comptes, aujourd'hui globaux, des entités fédérées et des administrations publiques locales.

C'est essentiellement au sein du groupe de travail sur l'optique dépenses que l'IWEPS a pris part à ce partenariat en 2015. Cette année fut marquée par la finalisation de la partie du projet relative aux dépenses de consommation finale, qui a abouti à une publication conjointe de la BNB, de l'IBSA, de l'IWEPS et du SVR en juillet 2015. Celle-ci portait sur la « Répartition régionale des dépenses de consommation finale des ménages, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif et de l'épargne des ménages » pour la période 1999-2010. Depuis la publication, le chercheur de l'IWEPS en charge de ce projet est occupé à la mise à jour de ces travaux en vue de la rédaction d'une nouvelle publication courant de l'année 2016 et portant sur la période 1999-2013.

Au-delà de ces collaborations, la comptabilité nationale offre un cadre de référence à plusieurs projets de l'IWEPS, pour lesquels l'Institut a poursuivi ses propres estimations en 2015. Ainsi, une version simplifiée des composantes de l'optique dépenses du PIB selon une fréquence trimestrielle sert de base aux prévisions conjoncturelles publiées dans Tendances économiques (cf. 3.12.5). De même, pour les besoins du modèle HERMREG (cf. 3.12.3), des séries rétrospectives des agrégats de la comptabilité régionale de l'ICN sont établies pour une douzaine de secteurs d'activité. Enfin, plusieurs indicateurs issus de la comptabilité régionale sont présentés sur le site internet de l'Institut et examinés dans plusieurs de ses publications (les Chiffres clés de la Wallonie par exemple).

L'optique des revenus continue notamment à faire l'objet de ces analyses. Toutefois, les revenus des ménages sont

proposés jusqu'au niveau des arrondissements dans les comptes. La répartition géographique fine de ces revenus, ainsi que leur dispersion, ne sont pas disponibles selon cette source. Afin d'approfondir l'analyse des revenus, les statistiques publiées par la DGSIE, issues des déclarations fiscales à l'IPP, une des sources principales de la comptabilité, continuent d'être collectées, examinées et cartographiées.

### 3.12.7. Les pôles de compétitivité

Dans le cadre de l'évaluation du Plan Marshall 2.Vert, le Gouvernement wallon avait confié à l'IWEPS une mission d'évaluation visant à, d'une part, « éclairer les prochaines décisions gouvernementales quant au maintien ou non du label de chacun des pôles de compétitivité » et, d'autre part, « améliorer le dispositif global actuel des pôles de compétitivité ». Le rapport d'évaluation thématique PM2.V n°1, remis en janvier 2014, constitue le fruit de cette mission et est disponible sur le site de l'Institut ([www.iweeps.be/evaluation-du-plan-marshall-2vert](http://www.iweeps.be/evaluation-du-plan-marshall-2vert)).

En 2015, dans la foulée de l'évaluation du Plan Marshall 2.Vert, l'IWEPS a poursuivi ses travaux en lien avec les pôles de compétitivité et leur évaluation.

Ces travaux portent, tout d'abord, sur la conception et la mise en place d'un système d'information relatif à la politique wallonne des pôles de compétitivité (en abrégé, SI-POLES); soit un ensemble organisé et intégré de ressources (données, documents, procédures, logiciels, ressources humaines, etc.) permettant d'acquérir, de stocker, de traiter et de communiquer de l'information dans une optique de pilotage stratégique de la politique wallonne des pôles de compétitivité (orientation stratégique, suivi et évaluation).

Le SI-POLES constitue un outil nécessaire à l'IWEPS dans l'exécution de ses missions d'élaboration de statistiques et d'évaluation ; missions pour lesquelles l'IWEPS doit

disposer et pouvoir mettre en relation des informations et des données en provenance notamment de diverses administrations fonctionnelles et des pôles de compétitivité eux-mêmes. Plus généralement, le SI-POLES peut s'avérer utile à tout acteur impliqué dans le pilotage stratégique de la politique des pôles de compétitivité. L'IWEPS interagit avec ces autres utilisateurs potentiels via un groupe de travail (en abrégé, GT SI-POLES), en vue de mettre au point un système qui réponde également, autant que possible, à leurs besoins propres. Ce faisant, l'IWEPS mène le projet SI-POLES, conformément aux attentes formulées en novembre 2014 par le ministre en charge de la coordination de la politique<sup>4</sup>. À terme, soit d'ici la fin de l'année 2016, le projet SI-POLES se concrétisera notamment par une base de données relationnelle, que l'IWEPS exploitera dans le cadre de ses missions. En particulier, d'ici la fin de la législature, l'outil SI-POLES devrait être mobilisé pour réaliser l'analyse évaluative « pôles de compétitivité », dans le cadre du programme d'évaluation du Plan Marshall 4.0.

Par ailleurs, l'IWEPS a finalisé son analyse exploratoire visant à évaluer, sur la base d'une approche quantitative (méthodes des doubles et triples différences et techniques de *matching*, mobilisant des microdonnées d'entreprises issues de divers répertoires statistiques), l'effet de la politique des pôles de compétitivité sur les performances économiques des entreprises participantes. En 2015, un *discussion paper* a été publié à l'IRES (UCL) (Dujardin *et al.*, 2015 -<http://sites.uclouvain.be/econ/DP/IRES/2015017.pdf>). Un article a également été soumis à une revue scientifique et est actuellement en cours de révision. La future évaluation des pôles de compétitivité, dans le cadre du Plan Marshall 4.0, pourra s'appuyer sur les enseignements de cette étude exploratoire.

### 3.12.8. Démographie des entreprises

Les travaux relatifs à la démographie des entreprises, au départ des données mensuelles produites par la société Roularta (ex EURODB) ont alimenté le site internet

<sup>4</sup> Faisant suite à l'évaluation de la politique des pôles de compétitivité dans le cadre du Plan Marshall 2.Vert, en octobre 2014, une décision du Gouvernement wallon induit l'implication de l'IWEPS dans un processus d'évaluation continue de la politique des pôles de compétitivité. En exécution de cette décision, en novembre 2014, le ministre Marcourt, en charge de la coordination de la politique des pôles de compétitivité, a confié à l'IWEPS la mission de concevoir et de mettre en place un système d'information relatif à la politique wallonne des pôles de compétitivité, en étroite collaboration avec les principales parties prenantes de la politique.

et les publications de l'IWEPS. Des comparaisons inter-régionales ont été réalisées pour répondre à différentes demandes particulières. La méthodologie intègre en flux continu les différents mouvements démographiques de chaque entreprise. Des comptages sont également effectués selon les secteurs d'activité et à un niveau infrarégional. Les comptages des mouvements démographiques et des taux de survie sont désormais disponibles mensuellement. Des comptages spécifiques ont été réalisés dans le cadre d'une collaboration avec l'Observatoire du Tourisme wallon (OTW).

Le « répertoire des établissements de l'ONSS » a également été régulièrement utilisé pour préciser la structure, en termes d'activité et de taille, du tissu industriel wallon. Il a permis, également, de mesurer le degré d'autonomie des établissements wallons.

Un des objectifs principaux des travaux de la cellule « Répertoires d'entreprises » est de croiser entre eux les différents répertoires disponibles à l'IWEPS (EURODB, Répertoire des employeurs et des établissements ONSS et Centrale des bilans), ainsi que d'associer ces fichiers à la Banque Carrefour des entreprises, accessible à l'IWEPS. L'IWEPS prépare, en outre, le passage de la base de données Roularta à la Banque Carrefour des Entreprises.

Enfin, l'IWEPS contribue aux travaux menés par la DGO6 et visant à la réalisation d'un *Small Business Act* (SBA) décliné au niveau wallon. Dans ce cadre, l'IWEPS propose et discute un ensemble d'indicateurs statistiques relatifs à six des axes du SBA : « Entrepreneuriat », « Seconde Chance », « Financement », « Qualifications et innovation », « Financement » et « Internationalisation ».

Dans le cadre de la demande du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de disposer d'indicateurs du poids économique du secteur des Industries Culturelles et Créatives (ICC) sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les résultats sur les données 2008-2012 ont été présentés par les chercheurs de l'Université Libre de Bruxelles, Prof. E. Lazzaro et M.

J.-G. Lowies, lors de la soirée événement pour les cinq ans de la fondation d'investissement ST'ART qui a eu lieu le 2 mars 2015. Ces résultats sont disponibles sur le site de l'IWEPS<sup>5</sup>.

### 3.12.9. Prospective : transmission d'entreprises

Sur le plan de la prospective, 2015 a vu la réalisation d'un projet relatif à la transmission d'entreprises en Wallonie.

Partant du constat du vieillissement de la population des chefs d'entreprises, d'un risque de déficience de repreneurs et des conséquences possibles quant à la survie de nombreuses entreprises et à l'emploi qui dépendent, directement ou indirectement, de l'activité de celles-ci, l'IWEPS a développé, depuis près de quatre ans, un programme de recherche sur l'évolution du repreneuriat en Wallonie et sur les effets de ces processus sur le système économique et social wallon.

Dans ce cadre, trois interrogations initiales ont été posées comme point de départ de ce programme :

- la transmission d'entreprise est-elle, ou va-t-elle, constituer un problème de nature macroéconomique et sociale en Wallonie ? ;
- le cas échéant, est-il possible d'identifier l'ampleur et les origines de ce problème ? ;
- quelles sont ou quelles seraient les conséquences de ce problème sur l'économie et la société wallonne ?

Ce sont ces questions qui ont conduit l'IWEPS à élaborer un projet de recherche prospective et à soumettre ce projet à marchés publics.

Cette recherche poursuit les objectifs suivants :

- sur la base des données disponibles, une présentation synthétique des initiatives existantes en Wallonie et dans l'Union européenne en matière de repreneuriat, de leurs résultats et d'éléments d'évaluation éventuels ;

<sup>5</sup> [www.iweeps.be/les-industries-culturelles-et-creatives-wallonie-bruxelles](http://www.iweeps.be/les-industries-culturelles-et-creatives-wallonie-bruxelles)

- une description synthétique de la situation relative à la transmission d'entreprises en Wallonie et de l'évolution des populations concernées par la problématique, principalement celle des chefs d'entreprise et celle des repreneurs, en tenant compte des variables structurelles telles que le secteur d'activité, la localisation et la taille des entreprises ;
- sur la base de la description mentionnée aux deux points précédents, l'identification des évolutions possibles et plausibles, et ce en intégrant à cet exercice prospectif les divers phénomènes et dynamiques pertinents ;
- l'évaluation prospective des impacts de ces évolutions pour la Wallonie, et ce en identifiant et en caractérisant à la fois les pratiques et les « espaces » critiques (secteurs, formes juridiques, aires géographiques...) et les fenêtres d'opportunité exploitables ;
- des propositions de pistes d'action politique et la mise en évidence des différentes initiatives à promouvoir pour minimiser les risques et maximiser les opportunités identifiées ;
- l'explicitation détaillée des données et méthodes adoptées pour mener à bien la recherche ainsi que la description des dispositifs mis en œuvre pour associer l'administration régionale et la Sowaccess à la recherche.

Le marché a été attribué à la fin de l'année 2014. Il a commencé en janvier 2015 pour se terminer en décembre. Le comité d'accompagnement de ce projet était composé d'un représentant de la SOWACCESS, d'un représentant de la Direction générale opérationnelle de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche et de membres de l'IWEPS. La réalisation de la recherche a été assurée par l'Institut Des-trée, aidé par la SONECOM. La publication des résultats sera réalisée en 2016.

### 3.12.10. FEDER

En 2015, l'IWEPS a apporté sa réponse annuelle à la demande du Service Public de Wallonie d'actualiser le tableau de bord des indicateurs et de proposer une analyse de contexte pour le rapportage à effectuer par la Région dans le cadre des programmes FEDER « Convergence » (Hainaut) et « Compétitivité et emploi » (reste de la Wallonie) sous la Programmation 2007-2013.

#### 3.12.11. Analyse de l'attractivité de l'économie de la Wallonie pour le secteur des services supérieurs

Sous l'égide de l'IWEPS et dans le cadre des activités du « Collège Horizon 2020 », les professeurs Bourgeois M. (Ulg), Halleux J.-M. (Ulg) et Pagano G. (UMH) ont réalisé, d'avril à septembre, une analyse de l'attractivité et de la compétitivité du territoire wallon pour le secteur des services supérieurs. La finalité de cette analyse était stratégique et exploratoire. Elle a permis d'identifier, sur la base de résultats quantitatifs et qualitatifs, des pistes d'action en vue d'améliorer l'attractivité de notre région dans ce secteur d'activité (Rapport de recherche de l'IWEPS n°14 : Amélioration de l'attractivité et de la compétitivité du territoire wallon pour le secteur des services supérieurs: Étude stratégique exploratoire, <http://www.iweeps.be/rapport-de-recherche-ndeg14>).

## 3.13. FINANCES ET BUDGET

Comme chaque année, l'IWEPS a rédigé le Rapport économique figurant dans l'Exposé général du budget initial de la Région wallonne. Celui-ci présentait les perspectives macroéconomiques de la Wallonie pour la période 2015-2016, ainsi qu'une analyse structurelle et conjoncturelle du marché du travail. Les perspectives macroéconomiques et l'analyse conjoncturelle du marché du travail sont extraites de Tendances économiques n°49.

Afin de faire face aux principales demandes en matière budgétaire, les décisions gouvernementales relatives au budget ont fait l'objet d'une veille et ont été analysées. L'autre objectif de cette veille est d'assurer le développement de cette compétence au sein de l'IWEPS.

## 3.14. FONCTION PUBLIQUE

### 3.14.1. L'emploi dans la fonction publique

Par décision du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008, l'IWEPS s'est vu confier une mission de production d'informations sur l'emploi dans la fonction publique wallonne. En 2012, dans la perspective de disposer d'une vue intégrée de la fonction publique de la Région wallonne et de la Communauté française, le ministre de la Fonction publique a chargé l'IWEPS d'étendre la collecte annuelle de données à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

En 2015, l'IWEPS a publié l'analyse des données relatives aux années 2011 et 2012. Au cours du second semestre, l'IWEPS a commencé à préparer une nouvelle collecte de données portant sur les années 2013 à 2015. En vertu de l'accord de coopération sur le renforcement des synergies en matière de statistiques entre la Communauté française et la Région wallonne, le périmètre de l'étude comprendra l'ensemble des organismes faisant partie du secteur XVI (Wallonie) et du secteur XVII (Communauté française). Aux variables des éditions précédentes, l'IWEPS a ajouté l'historique de l'emploi. Cette variable permettra de donner une vue de la mobilité des travailleurs du secteur public entre secteur privé et secteur public, d'une part, entre organismes du secteur public, d'autre part. La publication des résultats est prévue pour le troisième trimestre 2016.

### 3.14.2. Prospective de la fonction publique

L'année 2015 a vu l'IWEPS poursuivre son travail prospectif sur les futurs possibles de la fonction publique régionale wallonne (Service Public de Wallonie et Organismes d'Intérêt Public) à l'horizon 2030-2040.

La fonction publique sera confrontée, à plus ou moins brève échéance, à de multiples pressions. Tout d'abord, sur le plan démographique, il s'agira d'anticiper les effets du vieillissement de la pyramide des âges du personnel employé dans l'administration. Les départs devront être compensés par l'engagement d'hommes et de femmes plus jeunes, dans un contexte de vieillissement de la population dans son ensemble. Ensuite, les nouveaux transferts de compétences prévus par la sixième réforme de l'État créent une nécessité de recomposer l'organisation de l'administration régionale afin de lui permettre de mener au mieux ses nouvelles missions. Enfin, la modification de la loi de financement des Communautés et des Régions a un impact significatif sur l'enveloppe budgétaire à disposition de la Région, et par là même sur la gestion des ressources humaines au sein de la fonction publique wallonne.

Sous une autre perspective, ces contraintes peuvent être considérées comme des opportunités d'innovation et, plus

largement, comme une occasion pour la fonction publique de réfléchir à son identité, à ses modes d'organisation et à la manière dont elle accomplit ses missions : comment le métier de fonctionnaire va-t-il se recomposer, à l'heure où la proportion de contractuels par rapport aux statutaires n'a jamais été aussi élevée ? De quel mode de gestion peut-elle s'inspirer, alors qu'on note un relatif essouffement des principes de la Nouvelle Gestion Publique ? Quelle sera la place des instruments de gouvernance digitale ? Comment la fonction publique réagira-t-elle à la concurrence de nouveaux offreurs de services au public ? Quels changements observe-t-on dans les attentes des usagers à l'égard de l'administration ?

Le projet d'initiative mené par l'IWEPS vise ainsi d'abord à identifier les tendances lourdes et incertitudes qui pèseront sur la fonction publique régionale, envisagée comme un environnement en transformation. Sur la base des va-

riables et composants de cette analyse prospective, l'objectif à moyen terme du projet est d'élaborer, avec les parties prenantes, des scénarios contrastés d'évolution qui permettent aux acteurs de l'administratif de se questionner sur leur avenir et d'adopter une attitude proactive face à ces changements.

Le travail mené sur ce projet en 2015 s'est concentré sur deux dimensions : d'une part, l'analyse des variables tendanciennes permettant d'anticiper une série de transformations de l'activité administrative à l'horizon 2030 et, d'autre part, le développement d'un objet de recherche pertinent par rapport à ces variables. Cette analyse a permis de construire une approche systémique des mutations de la fonction publique dont les résultats ont été discutés en colloque, et à centrer la focale de l'analyse sur les mutations de l'action administrative à l'ère numérique ainsi qu'à intégrer les enjeux posés par l'orientation-usager.

## 3.15. POLITIQUE SCIENTIFIQUE

L'année 2015 a vu la finalisation d'un projet de l'IWEPS portant sur l'analyse prospective de la politique scientifique dans le champ de la transition démographique en Wallonie et dans la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'objet de ce projet était de développer une réflexion prospective afin d'anticiper les enjeux de demain et de mieux répondre aux défis sociétaux notamment en ce qui concerne la problématique de la transition démographique. Ce travail prospectif suppose l'inventaire des actions de recherche existantes et l'identification à long terme du potentiel et de la position stratégique de la Wallonie en matière de recherche répondant aux défis de la transition démographique.

Deux axes de travail ont structuré la recherche. Tout d'abord, un recensement structuré et documenté des ac-

tions de recherche réalisées ou en cours de réalisation sur la problématique de la transition démographique, du vieillissement et du bien vieillir, financées aux niveaux régional, fédéral et européen a été mené à bien. Cet inventaire a intégré le niveau européen par la prise en compte des dispositifs de recherche internationaux auxquels participent des opérateurs francophones belges.

Ensuite, un volet prospectif a visé à identifier, à long terme, les forces et les faiblesses ainsi que le potentiel et les lacunes de la Wallonie dans le domaine de la recherche répondant aux défis dus à la transition démographique.

Sur la base des enseignements issus des analyses, des pistes d'action ont été identifiées afin de permettre à la Wallonie d'atteindre la situation optimale.

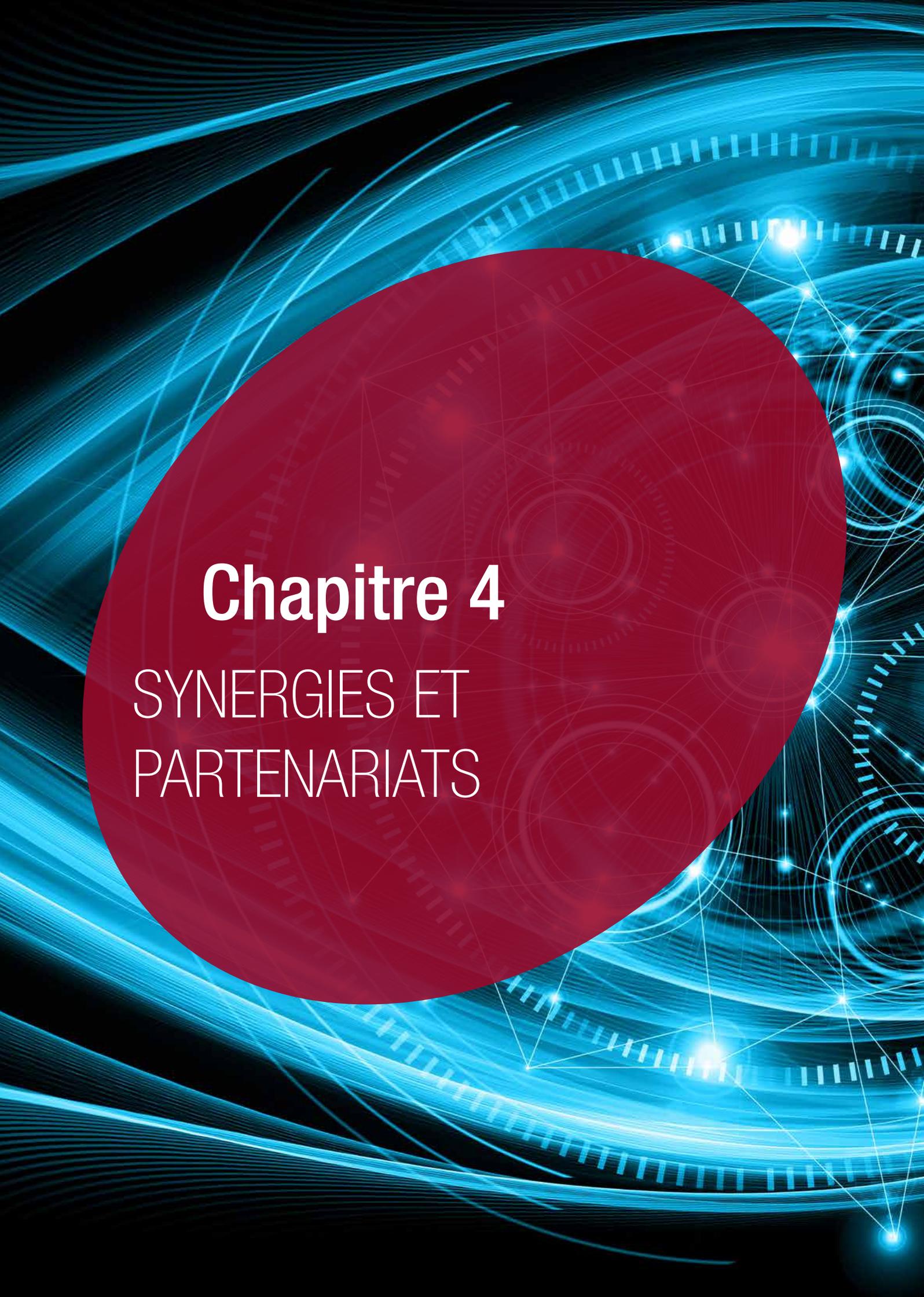
## 3.16. ENQUÊTE ISSP MODULES 2014 – 2015

Depuis 2006, l'IWEPS en partenariat avec le SVR – Studiedienst van de Vlaamse Regering (pour la partie néerlandophone) participe comme représentant belge au Programme international d'enquêtes en sciences sociales (ISSP) .

La mission est de réaliser bisannuellement des enquêtes d'opinion sur des thèmes importants en sciences sociales afin de permettre des mises en perspective multiculturelles et multinationales des perceptions des citoyens belges

et wallons sur ces thèmes. Les données ainsi récoltées et fournies au réseau international permettent d'analyser, de comprendre et de comparer l'évolution des attitudes et comportements des citoyens face à des mutations sociales ou des questions d'organisation de la société.

Les données récoltées par enquête en 2015 sont celles relatives aux modules 2014 « Citoyenneté » et 2015 « Le sens du travail ».

The background features a complex digital aesthetic with glowing blue lines, circular patterns, and a network of nodes. A large, semi-transparent red circle is centered on the page, serving as a backdrop for the chapter title.

# Chapitre 4

## SYNERGIES ET PARTENARIATS

## 4.1. SYNERGIES STATISTIQUES FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Suite au décret du 26 novembre 2009, portant assentiment de l'accord de coopération conclu le 8 octobre 2009 entre la Région wallonne (devenue Wallonie) et la Communauté française (devenue Fédération Wallonie-Bruxelles) dans le cadre du renforcement des synergies dans les matières statistiques, l'IWEPS est chargé, en collaboration étroite avec les services du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (MFWB) et l'ETNIC, de produire des analyses, des études et des collectes de données dans les domaines relevant des compétences de la Fédération.

L'objectif est de contribuer au pilotage des politiques en articulant les systèmes d'information, en harmonisant les concepts, les indicateurs et en organisant des récoltes de données de manière transversale aux découpages des compétences et des territoires. La coopération vise ainsi à réaliser des économies d'échelle et à ouvrir de nouveaux chantiers.

Dans le cadre de ce décret, l'IWEPS mobilise l'équivalent de deux temps pleins pour travailler dans les domaines relevant de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Plusieurs chercheurs de l'IWEPS contribuent à ce dispositif, soit de manière ponctuelle, soit de manière récurrente.

En 2015, la collaboration entre l'IWEPS et la Direction de la Recherche (Secrétariat général) du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui assure la coordination des Politiques transversales au Ministère, a été revue de manière à mieux répondre aux demandes statistiques et à l'évolution de celles-ci. Le programme des synergies statistiques qui comprenait initialement dix fiches projets a été revu pour s'organiser autour des thématiques liées aux compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le nouveau programme de travail tel que redéfini au courant de 2015, et validé par le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles début 2016, comprend désormais les six thématiques suivantes:

- enseignement ;
- culture ;

- sport ;
- maisons de justice ;
- enfance ;
- pôle transversal.

Cette nouvelle organisation permet de mieux répondre aux demandes statistiques qui peuvent évoluer au fil du temps, ce que les dix fiches projets validées dans un programme quinquennal permettaient moins de faire, tout en s'inscrivant dans la philosophie de gestion par projet mise en place au sein de l'IWEPS.

Chacune des thématiques comprend à la fois des projets pour lesquels l'IWEPS a engagé des ressources, des projets sur lesquels l'IWEPS est sollicité comme expert ou des projets qui doivent encore être planifiés et qui correspondent à des demandes futures du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce nouveau programme de travail répertorie ainsi au total 19 projets dont dix dans lesquels l'IWEPS engage des ressources, cinq où l'IWEPS est sollicité comme expert et quatre à planifier dans le futur.

En 2015, les activités réalisées en lien avec les synergies concernaient les thématiques suivantes :

### 4.1.1. Enseignement

L'IWEPS intervient en tant que soutien méthodologique pour aider à la construction des systèmes d'informations utilisés au niveau des Bassins Enseignement qualifiant, Formation, Emploi mis en place par les autorités régionales et communautaires au début 2015 (voir section 3.3 Enseignement Formation).

En 2015, l'IWEPS a poursuivi la préparation des éléments constitutifs du futur Cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs (voir section 3.3 Enseignement Formation).

## 4.1.2. Enfance

En 2015, l'IWEPS a finalisé un article scientifique visant à valoriser les travaux réalisés dans le cadre de sa mission d'évaluation du Plan Marshall 2.Vert, analysant le lien entre l'évolution de la disponibilité de places d'accueil et l'emploi des parents de jeunes enfants (voir section 3.4 Emploi et travail). L'IWEPS participe également au Comité de Pilotage du Volet 2 du Plan Cigogne 3.

## 4.1.3. Pôle transversal

### Les chiffres-clés de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'IWEPS participe de manière récurrente à la publication de « La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres » par la réalisation de nombreux indicateurs pour la première partie de la publication relative aux indicateurs généraux de cadrage et par un travail de relecture méthodologique de l'ensemble de la publication.

### Fonction publique

Dans le nouveau tableau de bord de la fonction publique, l'analyse couvre désormais les institutions wallonnes (Ser-

vice public de la Wallonie et vingt OIP), mais aussi les institutions de la Fédération Wallonie-Bruxelles (voir section 3.14 Fonction publique).

### Statistiques sur l'éducation et la formation des adultes

L'IWEPS est notamment impliqué dans les collectes de données et les analyses produites par le Comité de pilotage permanent sur l'alphabétisation des adultes. Tant dans ce cadre que dans la mise en place de systèmes d'informations nécessaires au fonctionnement des Bassins Enseignement qualifiant, Formation, Emploi, l'IWEPS analyse les données de l'enseignement de promotion sociale (voir 3.3 Enseignement Formation).

### Cohésion sociale

L'IWEPS contribue au volet statistique du prochain rapport sur la cohésion sociale en Wallonie qui couvre les compétences gérées par la Fédération Wallonie Bruxelles (voir 3.7.3. Le plan de cohésion sociale).

# 4.2. STATISTIQUES TRANSFRONTALIÈRES

L'IWEPS représente la Wallonie dans trois groupes de travail produisant des statistiques transfrontalières :

- D'une part, dans le groupe de travail en charge de la rédaction de l'atlas transfrontalier (rédigé en collaboration avec la Direction régionale de l'INSEE Nord-Pas-de-Calais et le STATEC). L'année 2015 a été principalement consacrée à l'élaboration du 3e tome traitant des thématiques de l'environnement et de la mobilité, qui sera publié en 2016. Parallèlement, le groupe de travail a préparé un séminaire sur le thème « L'observation transfrontalière, quelle organisation pour quelle action », prévu en avril 2016.
- D'autre part, dans le Groupe de travail des offices statistiques de la Grande Région. Celui-ci a continué le développement du futur portail statistique de la Grande Région. Une version test est accessible à l'adresse

[www.grande-region.lu](http://www.grande-region.lu). Outre le travail technique, l'ensemble des données et méta-données a été revu.

- Enfin, le dernier groupe de travail concerne l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi de la Grande Région (OIE). En 2015 et 2016, c'est l'IWEPS qui en assure la Présidence du Comité de pilotage. L'IWEPS participe également aux travaux du réseau des Instituts spécialisés, sur la thématique suggérée par la Présidence wallonne du Sommet de la Grande Région : l'impact sur l'emploi de la Grande Région de la numérisation de l'économie.

Deux manifestations ont été réalisées ou préparées en 2015 concernant la méthodologie de la comparaison des statistiques : une présentation aux « Midis de l'IWEPS » et la conférence méthodologique dans le cadre de la collaboration IWEPS - INSEE Nord Pas-de-Calais sur les atlas transfrontaliers.

## 4.3. PARTICIPATION AU PROJET « SAMBA »

L'IWEPS a participé au traitement et à l'analyse de l'enquête de satisfaction, motivation et bien-être à l'administration (SAMBA) auprès des membres du personnel du Ministère de la Communauté française réalisée pour la deuxième fois à l'automne 2014. Les fichiers ont été réceptionnés en décembre 2014 et ont fait l'objet d'un premier traitement de validation et d'analyse descriptive présenté lors d'un

Comité d'accompagnement du projet. Les résultats finaux de l'analyse statistique ont été présentés aux Comité et Conseil de direction ainsi qu'aux partenaires sociaux entre mars et juin 2015. Un benchmarking avec d'autres pays et institutions complétera l'analyse statistique du rapport de recherche.

## 4.4. PARTICIPATION AU CERTIFICAT INTERUNIVERSITAIRE EN ANALYSE PROSPECTIVE

Dans le cadre de sa mission de développement de la prospective en Wallonie, l'IWEPS a été à l'initiative, en 2014, de l'organisation, dès octobre, de la première édition du certificat interuniversitaire en analyse prospective. Ce programme de 75 heures a été développé par l'UCL et l'ULg en partenariat avec l'IWEPS et la SWEF. Il s'est déroulé d'octobre 2014 à avril 2015 à raison d'un ou deux vendredis par mois. La deuxième édition de ce certificat a été mise au point lors de l'année 2015. Elle débutera en février 2016.

Ce certificat s'adresse à toute personne titulaire d'un diplôme universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long se destinant à occuper des fonctions dans le cadre de la préparation, de la commande, de l'organisation, du suivi et de la réalisation d'une démarche prospective, tant dans le cadre d'une politique publique, que dans celui d'un secteur économique, d'un programme social et du non marchand. Il convient à des acteurs investis dans les domaines de la coopération, l'emploi, la formation, l'éducation, la recherche, l'économie, la gestion, l'environnement, la santé, le transport, l'énergie, la culture, l'aménagement de l'espace, etc. En l'absence du titre requis, une admis-

sion par Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE) est envisagée.

La sélection des candidats se fait sur la base d'un dossier d'admission qui est examiné, dans l'ordre d'arrivée, par les responsables du programme. Afin de garantir la qualité de la formation, le nombre d'inscrits est limité.

Il présente plusieurs atouts : un partenariat interuniversitaire, une collaboration entre le monde universitaire, les pouvoirs publics, le secteur privé et le monde associatif, une participation d'experts nationaux et internationaux, des méthodes pédagogiques participatives et un séminaire intégratif mettant la prospective en action. S'articulant autour de trois modules de cours et se concluant par un séminaire d'intégration des acquis, il conjugue apports théoriques et études de cas. L'équipe enseignante est composée d'académiques spécialistes de la prospective et d'experts de terrain chevronnés; ce qui permet de renforcer le lien entre la théorie et la pratique.

Le premier module du certificat, « Définitions et concepts de la prospective », vise les fondements conceptuels et

épistémologiques de la démarche prospective, notamment en lien avec les théories de la décision et du changement. Le champ de la prospective étant particulier puisqu'il se situe entre démarche scientifique et prise de décision, ce module a pour objectif, à partir des représentations des participants, l'exploration des différentes approches qui fondent la prospective ainsi que les concepts proches ou apparentés. Le module permet également de positionner la démarche prospective en termes d'outil d'aide à la prise de décision en insistant sur ses dimensions systémique, participative et interdisciplinaire.

Le deuxième module vise, à partir d'exposés théoriques, de présentations d'exemples et d'exercices collectifs, l'initiation des participants aux approches et aux méthodes de la prospective stratégique. Plusieurs points sont traités : les spécificités des différentes approches et méthodes de la prospective, l'adéquation et la pertinence d'une démarche prospective par rapport à des situations concrètes et les différentes étapes d'une démarche de travail prospectif (évaluation des ressources et des objectifs, délimitation du sujet, identification de la posture prospective, mise en œuvre des méthodes et techniques les plus adaptées, conception des dispositifs opérationnels, utilisation des résultats).

À partir d'analyses détaillées d'exercices de prospective réalisés en Belgique et à l'étranger, en interaction avec des

experts qui y sont associés, le module 3 vise à développer une approche critique de la prospective stratégique. Les participants sont amenés à évaluer les potentiels des exercices de prospective, à mettre en évidence les méthodes de valorisation des résultats, à identifier les forces et faiblesses de différentes démarches, à comprendre les limites pratiques de la mise en œuvre des principes présentés dans d'autres modules et à proposer une analyse critique d'exercices de prospective réels.

Enfin, un séminaire final intègre les connaissances théoriques développées dans les trois premiers modules de cours et la construction d'un projet pour le travail de fin de formation. L'obtention du certificat est subordonnée, notamment, à la réussite de l'épreuve d'évaluation basée sur la qualité de ce travail. Celui-ci doit attester que l'étudiant est capable de se référer de façon pertinente aux concepts et aux méthodes composant le champ de la prospective, de mettre en œuvre une réflexion de prospective stratégique, de décider de l'opportunité et du contenu d'une démarche de prospective stratégique, d'intervenir dans la conception et dans la mise en œuvre d'une telle démarche et d'accompagner les parties prenantes dans le processus de la prospective de façon à en maximiser l'apport en termes de connaissances et de propositions concrètes.

# Chapitre 5

PUBLICATIONS, ACTIVITES  
EDITORIALES, COLLOQUES  
ET GROUPES  
DE TRAVAIL

## 5.1. PUBLICATIONS

### 5.1.1. Ouvrages

- DEBUISSON M. (2015), Régimes démographiques et structures socio-économiques. Les communautés villageoises de la province de Namur au cours de la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle, Peter Lang, Bern, collection Population, Famille et Société / Population, Family, and Society, n°23, 745 p.

### 5.1.2. Chapitres d'ouvrages

- BORNAND T., DUJARDIN C. (2015), Focus Situations et trajectoires des jeunes : quelle diversité ? quelle égalité ?, La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres, Édition 2015.
- VAN HAEPEREN B. (2015), Capital humain et croissance : le rôle de l'éducation, in : La croissance : réalités et perspectives, Actes du 21<sup>e</sup> Congrès des économistes, Charleroi, Éditions de l'Université Ouverte.

### 5.1.3. Articles scientifiques dans des revues internationales

- DIMITRIU S., MARFOUK A. (2015), Existe-t-il une féminisation de la migration internationale ? Féminisation de la migration qualifiée et invisibilité des diplômés, Hommes et Migrations, N° 1311, pp. 31-41.

### 5.1.4. Articles scientifiques dans des revues nationales

- BRUNET S., DONNAY P., GOUZEE N., REGINSTER I., RUYTERS C., ZUINEN N. (2015), Indicateurs de progrès sociétal, outils de connaissance et d'action : Aperçu des travaux en cours et perspective internationale sur les indicateurs de progrès sociétal, Reflets et perspectives de la vie économique 4/2015 (Tome LIV), p. 5-32.
- CHARLIER J., DEBUISSON M., DUPREZ J.-P., REGINSTER I. (2015), D'une analyse des mouvements résidentiels intercommunaux à une construction de bassins résidentiels wallons (1994-2014), Louvain-La-

Neuve, 18 p. (Chaire Quetelet 2015, La démographie locale - Relations entre population, lieu de résidence et politiques publiques <https://www.uclouvain.be/519841.html>).

- CONTER B., FANIEL J. (2015), La conflictualité sociale interprofessionnelle en 2014, in GRACOS, Grève et conflictualité sociale en 2014, Courrier hebdomadaire du CRISP n°2246-2247, pp. 13-23.
- CONTER B., DEMERTZIS V. et FANIEL J. (2015), Belgique. Le projet gouvernemental contesté par la mobilisation et la négociation, Chronique internationale de l'IRES n°149, 2015, pp. 27-36.
- DEPPEZ A. (2015), Trop nombreux sur terre ? Entre démographie et idéologie. 1. Malthus et ses successeurs, Analyse de l'IHOES n° 152, 29/12/2015 ([http://www.ihoes.be/PDF/IHOES\\_Analyse152.pdf](http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse152.pdf)).
- DUJARDIN C., LOUIS V. et MAYNERIS F. (2015), Les pôles de compétitivité wallons : quel impact sur les performances économiques des entreprises ?, Discussion Paper IRES, n°2015-017.
- REGINSTER I., RUYTERS C. (2015), Indicateurs complémentaires au PIB en Wallonie, Reflets et perspectives de la vie économique 4/2015 (Tome LIV), p. 33-70.
- VOS H., CONTER B. (2015), Europe et pauvreté: loin des objectifs in : LAHAYE W., PANNECOUCKE I., VRANKEN J., VAN ROSSEM R. (dir.), 2015, Pauvreté en Belgique. Annuaire 2015, éd. SPP Intégration. (version néerlandaise dans: Armoede in België. Jaarboek 2015).

### 5.1.5. Working Papers de l'IWEPS

- BERTRAND G., HEYLEN F., REGINSTER I., RUYTERS C., ZUINEN N. (2015), Articulation des approches wallonnes en matière d'indicateurs de progrès sociétal : indicateurs complémentaires au PIB et indicateurs de développement durable, Working Paper de l'IWEPS n°19, mars.

## 5.1.6. Publications récurrentes de l'IWEPS

### 5.1.6.1. Note mensuelle de conjoncture wallonne

Cette brochure électronique qui présente en douze pages les principaux indicateurs conjoncturels commentés a été publiée chaque mois (<http://www.iweeps.be/publication-categorie/note-mensuelle-de-conjoncture>).

### 5.1.6.2. Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie

Cette brochure reprend les statistiques mensuelles du chômage, établies à partir des données de la STAT92 du FOREM et les données annuelles du marché du travail, calculées sur la base des données de l'ICN, de l'ONSS, de l'INASTI et de l'Enquête sur les forces de travail, ainsi que les chiffres des bénéficiaires du revenu d'intégration.

Cette publication d'une trentaine de pages a été mensuellement remise à jour et mise à disposition sur le site internet de l'IWEPS.

### 5.1.6.3. Les thématiques de l'IWEPS

#### 5.1.6.3.1. Tendances économiques – Analyses et prévisions conjoncturelles

L'analyse conjoncturelle publiée deux fois par an couvre l'ensemble des pays et des secteurs de l'économie mondiale qui, par effets imbriqués, influencent la conjoncture belge et wallonne.

En mars et octobre 2015, l'IWEPS a publié deux numéros (48 et 49) de Tendances économiques (<http://www.iweeps.be/publication-categorie/tendances-economiques>).

#### 5.1.6.3.2. Fonction publique

L'emploi public en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles, coordination et rédaction.

Faisant suite aux éditions de 2009 et 2010, ce troisième tableau de bord de l'emploi public élargit son champ d'observation. D'une part, le périmètre des institutions régionales s'est étendu: il comprend, au-delà de l'administration centrale (Service public de Wallonie), vingt OIP (Organismes d'intérêt public) et autres organismes, soit cinq

de plus que dans les éditions précédentes. D'autre part, il couvre une partie des institutions de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), comprenant le Ministère de la FWB et cinq OIP.

Cette édition se compose de deux parties, l'une consacrée aux institutions régionales, l'autre aux institutions de la Fédération.

### 5.1.6.4. Dynamiques régionales

Depuis 2013, l'IWEPS s'est dotée d'une revue scientifique propre : *Dynamiques régionales*. Avec cette revue, l'Institut poursuit l'ambition de donner davantage de visibilité aux travaux scientifiques susceptibles de contribuer au débat public et à la conduite de la politique régionale. La particularité de cette revue est d'être interdisciplinaire, c'est-à-dire d'approcher sous divers angles de vue des problématiques de portée régionale. À cet effet, *Dynamiques régionales* ouvre ses pages à des contributions de diverses natures réalisées tant en dehors qu'au sein de l'IWEPS, en veillant à les rendre accessibles à un public non spécialisé.

*Dynamiques régionales* est une publication électronique. Tous les numéros de la revue sont accessibles gratuitement sur le site internet au format pdf. La périodicité est semestrielle.

L'année 2015 a été consacrée à la concrétisation du deuxième numéro et à la préparation du troisième. Le deuxième numéro, coordonné par Bernard Conter et Thierry Berthet, est consacré au thème de l'eupéanisation des politiques sociales : « Les politiques sociales entre inertie et réinstitutionnalisation » et est paru au printemps 2015. Le troisième numéro, consacré aux critères et méthodes pour orienter et évaluer l'intervention, est coordonné par Sile O'Dorchai, Béatrice Van Haepere et Frédéric Verschueren. Il paraîtra en 2016.

Ci-dessous, la table des matières du *Dynamiques régionales* n°2 : « Les politiques sociales entre inertie et réinstitutionnalisation » :

- CONTER B. Politiques sociales et influences européennes : problématiser le changement et l'inertie.
- ARRIGNON M., Le coût de la résistance. Les ressources

territoriales face aux stratégies « d'activation » de la protection sociale (France, Espagne, Pays-Bas).

- BERAUD M., FERIÉL E. et HIGELE J.-P., Le changement dans la continuité : l'activation du revenu minimum en France sous le vernis de l'innovation sociale.
- OKBANI N., L'impossible remise en question du modèle d'activation de la protection sociale en France : le rôle des évaluations du RSA dans le processus d'eupéanisation des politiques sociales.
- SOUTO-LOPEZ M., Les impacts domestiques du Cadre européen des certifications en Belgique francophone : controverses autour d'un instrument.
- MAHIEU C., Prescrits européens et jeux d'acteurs autour de la formation et de la reconnaissance des acquis de l'apprentissage en Belgique.
- BASTYNS C., GODENIR A. et MAINGUET C., Institutionnalisation de l'alphabétisation des adultes en Belgique francophone : en quoi les politiques de l'emploi et la référence à l'employabilité ont-elles modifié le champ ?
- PERIN E., L'eupéanisation des politiques sociales par le biais du dialogue social sectoriel européen : impasse ou opportunité ?

### 5.1.7. Rapports de recherche

- BOURGEOIS M., HALLEUX J.-M. et PAGANO G., avec la collaboration de BRUNET S. et GUYOT J.-L. (2015), Amélioration de l'attractivité et de la compétitivité du territoire wallon pour le secteur des services supérieurs : étude stratégique exploratoire, Rapport de recherche, n°14, Institut wallon d'évaluation, de prospective et de la statistique, Namur, septembre, 54 pages.

- DEPREZ A., GERARD V. avec la coll. de MOSTY M. (2015), Les expulsions domiciliaires en Wallonie. Premier état des lieux, Rapport final, IWEPS, janvier (Étude commanditée par Monsieur J.-M. Nollet, Vice-Président et Ministre wallon du développement durable, de la fonction publique, de l'énergie, du logement et de la recherche).
- IWEPS, BFP, IBSA, SVR, Perspectives économiques régionales 2015-2020, Hermreg, juillet.
- IWEPS, IBSA, SVR, BNB, Comptes régionaux - Répartition régionale des importations et exportations belges de biens et services 1995-2012, juillet
- IWEPS, IBSA, SVR, BNB, Comptes régionaux - Répartition régionale des dépenses de consommation finale - 1999-2010, juillet
- REGINSTER I., RUYTERS C. (2015) Indicateurs complémentaires au PIB : l'indice de situation sociale de la Wallonie (2<sup>e</sup> exercice). Rapport de recherche IWEPS.
- RUYTERS C., REGINSTER I., VANDEN DOOREN L., CHARLIER J. (2015) Indicateurs complémentaires au PIB : l'indice des conditions de bien-être en Wallonie (2<sup>e</sup> exercice), Rapport de recherche IWEPS.

### 5.1.8. Notes de travail

- CHARLIER J., Note méthodologique sur l'indicateur « Terrains non urbanisés en zones urbanisables » [http://www.iweeps.be/sites/default/files/notemethodo\\_tnu\\_versiondec2014\\_0.pdf](http://www.iweeps.be/sites/default/files/notemethodo_tnu_versiondec2014_0.pdf)
- CHARLIER J., Note méthodologique sur l'utilisation des données cadastrales pour caractériser l'occupation/utilisation du sol wallon [http://www.iweeps.be/sites/default/files/140827\\_noteoccupsol\\_cadastre\\_wallonie\\_0.pdf](http://www.iweeps.be/sites/default/files/140827_noteoccupsol_cadastre_wallonie_0.pdf)

## 5.2. ACTIVITÉS ÉDITORIALES (COMITÉS SCIENTIFIQUES DE REVUES, DIRECTION DE COLLECTIONS SCIENTIFIQUES, CONSEIL ÉDITORIAL...)

Les membres de l'IWEPS siègent au comité de rédaction de Belgeo.

Sébastien Brunet est :

- co-Directeur (avec Quentin Michel) de la Collection Non-Prolifération aux éditions Peter Lang Publications, Bruxelles ;
- Membre du comité scientifique de la revue en ligne Fédéralisme et Régionalisme de l'Université de Liège ;
- Co-Directeur (avec Min Reuchamps) de la Collection Méthodes participatives appliquées – Applied Participative Methods aux éditions Peter Lang Publications, Bruxelles ;
- Membre du comité de rédaction de la revue Administration Publique.

Bernard Conter est referee pour les revues *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, *Travail et Emploi* (France) et *Formation Emploi* (Cereq, France).

Marc Debuissou est membre du comité de rédaction de la collection française *Dynamiques des populations locales* qui publie notamment les *Cahiers de démographie locale* aux éditions NEOTHEQUE.

Jean-Luc Guyot est membre du Comité d'orientation de la revue *L'EXPANSION Entrepreneuriat*, revue professionnelle dans le domaine de l'entrepreneuriat éditée par le groupe L'Express-Roularta-l'Expansion.

Abdeslamn Marfouk est Membre du comité de rédaction de la revue *Journal of Economic Cooperation and Development*. Et a rédigé des rapports d'évaluation d'articles soumis pour publication dans *Journal of International Migration and Integration*, *Journal of Population Economics* et *World development*.

Sîle O'Dorchai est rédactrice en chef des *Cahiers Economiques de Bruxelles/Brussels Economic Review*.

Annick Vandenhooft est membre du comité éditorial du Science Publishing Group System pour les journaux « *International Journal of Nutrition and Food Sciences* » et « *Clinical Medicine Research* » .

Béatrice Van Haeperen est membre du comité de rédaction de la revue *Reflets et perspectives de la vie économique* et rédactrice en chef de *Dynamiques régionales*.

## 5.3. COLLOQUES

### 5.3.1. Organisation de conférences, colloques et séminaires

- CARDELLI R., Organisation de la Première conférence de citoyens - Démocratie, mobilisation, appartenance. Quand les citoyens s'expriment, Cité Miroir à Liège, 13 octobre.

En 2013, l'IWEPS présentait, lors de sa cinquième conférence scientifique, les principaux résultats d'une grande enquête d'opinion réalisée auprès des citoyens en Wallonie.

Deux ans plus tard, les chercheurs ont souhaité retourner vers les citoyens pour débattre de trois grands thèmes développés dans l'ouvrage *Le Baromètre social de la Wallonie* :

- la démocratie et son fonctionnement,
- le sentiment d'impuissance, l'engagement citoyen et l'émergence des mouvements sociaux
- l'appartenance et les replis identitaires.

À l'occasion de cet événement inédit, l'IWEPS a souhaité renverser la posture habituellement prise dans les colloques scientifiques en donnant d'abord la parole aux acteurs de terrain, aux mouvements de citoyens... Le défi : gommer la frontière entre la parole "scientifique" et la parole "ordinaire" pour réfléchir ensemble aux enjeux de notre société.

- DEBUISSON M., Organisation de l'Avant soirée de la Chaire Quetelet 2015, le 19 novembre : La démographie au service de ma commune réunissant des scientifiques et des bourgmestres.

Lors de l'avant-soirée du 18 novembre 2015, l'IWEPS a proposé d'éclairer les articulations entre la démographie et la gouvernance locale. Une table ronde a réuni démographes et responsables communaux pour en débattre.

La population, qu'elle soit jeune ou âgée, en forte croissance ou en diminution, de provenances diverses, d'ap-

partenances sociales différentes, est une variable incontournable de la gestion communale. Face aux défis auxquels les décideurs communaux sont confrontés dans la conduite de leur politique, les démographes peuvent apporter un éclairage spécifique et utile à la prise de décision. Aussi, afin de nourrir la réflexion et de permettre de riches échanges sur cette thématique, au cours de cette avant-soirée, trois courts exposés ont été proposés en guise de point de départ aux échanges eux-mêmes animés par un(e) journaliste.

Pour refléter la diversité territoriale et politique ainsi que les différentes facettes de la problématique (périurbanisation, mixité sociale, politique du logement...), les représentants locaux qui ont accepté de faire partie de la table ronde étaient :

- Benoît Dispa, Bourgmestre de Gembloux, vice-président de l'Union des Villes et des Communes
- Christie Morreale, Sénatrice - députée régionale, 1<sup>re</sup> échevine empêchée d'Esneux
- Jean-Luc Roland, Bourgmestre d'Ottignies - Louvain-la-Neuve
- Jean-Paul Wahl, Sénateur - député régional, Bourgmestre en titre de Jodoigne
- DEBUISSON M., GUYOT J.-L., Co-organisation de la Chaire Quetelet 2015, les 18-20 novembre à Louvain-la-Neuve, UCL Relations entre population, lieu de résidence et politiques publiques, membre du comité scientifique et du comité organisateur.

La Chaire Quetelet 2015 a été consacrée à la démographie locale et aux interactions entre le milieu de résidence, les politiques locales et les caractéristiques et comportements démographiques, tant dans les pays du Nord que du Sud. L'objectif général de cette Chaire Quetelet est de mettre en lumière les relations entre les caractéristiques et comportements démographiques, le milieu de résidence, sans négliger le traitement d'aspects plus méthodologiques ou encore les dimensions politiques de la problématique. Le lieu ou milieu de résidence sera défini par une accroche spatiale fine telle que le quartier, la commune ou un ensemble de communes (typologie), les petites villes, etc.

- DEBUISSON M., Co-organisation du Prix Verhulst 2015 sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB) et de la Vereniging voor Demografie (VVD), prix récompensant le meilleur mémoire belge dans le domaine de l'étude scientifique des populations. Le prix sera attribué le 17 mars 2016 à la Fondation universitaire à Bruxelles.
- MARFOUK A., membre du comité scientifique du colloque international Migrations internationales: les politiques migratoires en Europe et aux États-Unis dans une perspective de genre et de classe, organisé par le Center for Comparative Immigration Studies de l'Université de Californie San Diego (Etats-Unis), le Centre METICES de l'Université Libre de Bruxelles et l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), Bruxelles, 28-29 avril.

L'IWEPS, le centre de recherche METICES de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et le Center for Comparative Immigration Studies (CCIS) de l'Université de Californie, San Diego (UCSD) se sont associés pour organiser une conférence internationale multidisciplinaire sur les politiques migratoires internationales de l'UE et des USA examinées sous l'angle du genre et de la classe sociale. Les objectifs de la conférence visaient à mieux cerner les contours et les spécificités des politiques migratoires internationales mises en œuvre par l'UE et les USA, en mettant particulièrement en relief l'impact du genre et de la classe.

Il s'agissait également de stimuler le dialogue et les échanges entre les chercheurs et les chercheuses européens et étatsuniens sur cette question fondamentale.

- VANDENHOOF A., Organisation de la 7<sup>e</sup> Conférence méthodologique de l'IWEPS Quelles méthodes pour mesurer et décrire les enjeux du vieillissement en matière d'entraide?, en collaboration avec l'Observatoire wallon de la santé, 9 décembre, Namur.

Le vieillissement de la population wallonne ne sera pas sans conséquence sur l'organisation de la société. Nous pouvons notamment nous attendre à voir augmenter les besoins d'entraide interpersonnelle. Cette entraide peut être informelle au sein d'une famille, entre amis ou entre voisins, et/ou formelle, apportée par un professionnel de

la santé ou de l'action sociale.

Comment comprendre et mesurer ce que demandent les personnes âgées en matière d'aide ? Comment identifier la nature de ces aides ? Comment quantifier l'aide informelle ?

La 7<sup>e</sup> Conférence méthodologique de l'IWEPS, organisée en collaboration avec l'OWS, a eu pour objectif de rassembler et de favoriser une articulation entre approches méthodologiques (quantitatives et qualitatives) et disciplines (droit, sociologie, économie, démographie, santé, etc.).

### 5.3.2. Midis de l'IWEPS

Depuis 2012, « les Midis de l'IWEPS » permettent aux chercheurs de l'Institut de présenter leurs travaux. Les objectifs de ces séminaires sont de faire connaître les travaux de chacun au sein de l'IWEPS, stimuler la discussion scientifique en interne dans une perspective ouverte et multidisciplinaire, permettre aux chargés de recherche de solliciter les conseils des collègues en leur soumettant un travail en cours ou un projet de publication et d'améliorer la qualité des productions internes. Ont ainsi été présentés les sujets suivants :

- Evaluation des actions d'information d'orientation et de formation (PM 2.V), le 5 mars par Mathieu Mosty et Muriel Fonder

Les pouvoirs publics wallons font face au paradoxe suivant : l'existence de nombreuses offres d'emploi insatisfaites et un nombre important de chômeurs. Une des causes de ces difficultés d'appariement sur le marché du travail est l'inadéquation entre les compétences demandées par les entreprises et les compétences portées par les demandeurs d'emploi. Un des leviers actionnés par la Wallonie à destination des demandeurs d'emploi est la mise en place de formations. Toutefois, un autre paradoxe identifié lors de l'évaluation du premier plan Marshall est la difficulté de recruter des demandeurs d'emploi dans certaines formations. Nous présenterons les résultats des actions visant à améliorer le recrutement en formation et les effets de celles-ci sur l'insertion à l'emploi.

- Femmes dans l'emploi et emplois de femmes, le 2 avril par Béatrice Van Haeperen

La féminisation de l'emploi est sans conteste une des évolutions de long terme qui a le plus marqué les marchés du travail européens, avec la tertiarisation de l'emploi, la salarisation et la hausse des niveaux de formation de la main-d'œuvre.

Quelle est aujourd'hui la place des femmes dans un marché du travail qu'elles ont contribué à modifier? Quelle est la situation en Belgique? Pour répondre à ces questions, l'étude mobilise quelques indicateurs permettant de caractériser l'intégration des femmes sur le marché du travail en mettant en perspective la situation de la Belgique par rapport à celle d'autres pays européens.

Plusieurs facteurs sont susceptibles d'avoir contribué à la féminisation de l'emploi : notamment, l'augmentation du niveau d'éducation des femmes, les politiques d'emploi, les politiques familiales. L'étude met en perspective les avancées réalisées à cet égard dans les pays retenus. Par ailleurs, nous montrons que les choix professionnels des femmes – métiers, secteurs d'activité, régime de travail – entretiennent, à des degrés divers selon les pays, la segmentation du marché du travail et les inégalités salariales.

- Guide dans la jungle des taux de chômage, le 7 mai par Valérie Vander Stricht

En Belgique, il y a trois sources de données pour mesurer le chômage... il y a donc au moins trois chiffres différents pour le nombre de chômeurs en Wallonie à une date donnée et ce, bien que ces trois façons de mesurer le chômage se réfèrent toutes les trois à la définition internationale du chômage telle qu'adoptée par le BIT en 1982. Pour calculer le taux de chômage, il faut également un dénominateur, la population active, et là aussi plusieurs mesures coexistent.

Les façons de calculer le taux de chômage se démultiplient donc...bienvenue dans la jungle !

Une petite visite guidée est dès lors proposée.

- La fonction publique régionale wallonne: réflexions et balises pour un projet de recherche prospective, le 3 septembre par Frédéric Claisse et Jean-Luc Guyot

Évolution du cadre institutionnel, contraintes budgétaires, transferts de compétences, instauration de nouveaux mo-

des de gestion, vieillissement du personnel, recomposition du métier de fonctionnaire : tels sont quelques-uns des défis, tendances lourdes ou incertitudes auxquels la fonction publique régionale sera confrontée à plus ou moins brève échéance. Pour répondre à ce questionnement, l'IWEPS a décidé de développer une réflexion prospective sur le(s) futur(s) du SPW et des OIP à l'horizon 2030-2040. La présentation se centrera sur la méthodologie du projet, les variables et composantes de l'analyse systémique et de la base prospective.»

- Jeunes dans l'impasse. Résignation et débrouille en situation de précarité, le 1<sup>er</sup> octobre par Catherine Laviolette

Enquête qualitative, auprès de groupes de paroles de jeunes (18-29 ans). Démarche herméneutique de ce groupe d'âge par rapport à leur place en tant qu'acteur dans la société : Parcours, trajectoires de vie, situation familiale et socio-éco, logiques d'action par rapport au vécu de la précarité et de la désaffiliation, vision de leur (non) avenir, (non) insertion socio-professionnelle, sociale et citoyenne.

Essai de typologie des pratiques et des vécus des jeunes, recommandations.

- Présentation de la Grande Région et des implications de l'IWEPS dans le projet global, le 12 novembre par Jean-Paul DUPREZ

Depuis plus de 20 ans l'IWEPS participe à un projet transfrontalier de gestion et d'alimentation d'un portail de statistiques régionales harmonisées.

La Grande Région est une entité de plus de 11 millions d'habitants, regroupant la Région française de Lorraine, deux Länder allemands (la Sarre et la Rhénanie-Palatinat), le Grand-Duché de Luxembourg et la Wallonie. Au niveau belge, la Communauté germanophone et la Fédération Wallonie-Bruxelles sont associées au projet. Le « Sommet » de la Grande Région réunit les autorités politiques de chacune des entités. La Présidence de ce Sommet est assurée de façon tournante par une des composantes de la Grande Région, et la Wallonie occupe cette Présidence en 2015 et 2016. Le ministre Colin assure la représentation du Gouvernement wallon au sein des instances de la Grande Région. Le Sommet dispose d'un Secrétariat

permanent à Luxembourg, ainsi que d'une cellule d'animation à WBI, qui réunit régulièrement les représentants wallons des différents groupes de travail (environnement, tourisme, questions économiques, enseignement supérieur, sécurité, éducation et formation, questions sociales et santé, réseau des médiateurs, etc.). L'IWEPS collabore à deux groupes de travail de la Grande Région : l'Observatoire interrégional du Marché de l'emploi (OIE) et le Groupe de travail des instituts statistiques de la Grande Région.

La mission principale de ce dernier Groupe de travail est de mettre en commun un ensemble de statistiques harmonisées dans un portail unique bilingue. À l'occasion de la création d'un nouveau portail (suivant la logique PC-Axis), le Groupe de travail a décidé de retravailler l'ensemble des métadonnées du portail. Notons que le même type de démarche s'est imposé à nous lors de l'établissement des atlas transfrontaliers, en collaboration avec la Direction régionale de l'INSEE Nord-Pas-de-Calais.

### Objet de la présentation

Le souci d'harmonisation statistique confère une importance supplémentaire aux métadonnées : ce n'est que par une définition précise des concepts utilisés par chacun des partenaires qu'il est possible de donner un « degré d'homogénéité » au produit statistique mis à disposition du public et des décideurs. Ce travail permet, en outre, de mieux connaître sa propre statistique régionale.

La présentation aura pour but faire prendre conscience des problèmes d'harmonisation statistique à partir d'exemples rencontrés lors de l'élaboration de « produits statistiques » transfrontaliers (tableaux, cartes, graphiques) dans le cadre de la création du nouveau portail statistique de la Grande Région et des atlas transfrontaliers, tels que les statistiques sur la structure, les mouvements et les perspectives de population, les découpages territoriaux différents, le comptage du nombre de travailleurs frontaliers croisant des sources multiples, parfois non cohérentes entre elles, les indicateurs administratifs du marché de l'emploi, créant des « effets frontières » justifiés ou non, etc. La réalité se complexifie encore plus lorsque l'on considère qu'on travaille au niveau régional et que les missions diffèrent (et évoluent) d'un institut statistique régional à l'autre. À ces

difficultés de fond, il faut encore ajouter la faiblesse des moyens mis à disposition de cette tâche et le peu de visibilité qui lui est conféré. Le multilinguisme représente également un obstacle non négligeable.

- L'attitude des Wallons vis-à-vis de la démocratie et de son fonctionnement : confiance, critique, et désillusion, le 15 décembre par Thierry Bornand Rébecca Cardelli

Souvent résumée à la définition « du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » attribuée à Abraham Lincoln, la démocratie est dans son principe largement acclamée à travers le monde comme mode d'organisation du pouvoir. Il est, en fait, un paradoxe actuel que de nombreux spécialistes de la démocratie ont mis en avant : les citoyens considèrent le régime démocratique comme le meilleur moyen de gérer nos sociétés contemporaines (ou à tout le moins le plus adapté), mais se montrent de plus en plus critiques à l'égard de son fonctionnement. Le fait que, dans les sociétés à tradition démocratique, la part des individus exprimant ce positionnement dit « paradoxal » (critique envers le fonctionnement démocratique, mais non critique envers les principes démocratiques) augmente est interprété par certains auteurs (Norris, 2011) comme l'expression d'un déficit démocratique.

Ce midi de l'IWEPS sera l'occasion de présenter ce qui l'en est au niveau wallon grâce au module démocratie de l'enquête BSW 2013. Quelle est la part de la population qui exprime une attitude critique vis-à-vis de la démocratie par le biais de ce positionnement paradoxal ? Quelles sont les variables sociodémographiques et idéologiques susceptibles d'expliquer ce positionnement ? Faut-il s'en inquiéter... ? Au cours de ce midi ont été présentées les analyses réalisées sur la base de l'enquête wallonne qui essaient de répondre à ces questions.

### 5.3.3. Contribution à des conférences, colloques et séminaires et activités de vulgarisation

- BORNAND T. (2015), Présentation le « Soutien démocratique en Wallonie », *Première conférence de citoyens* - Démocratie, mobilisation, appartenance. Quand les citoyens s'expriment, Cité Miroir à Liège, 13 octobre.

- BOULANGER P.-M., BRECHETT., GUYOT J.-L., HENRY A., MARENNE Y., PICHAULT F., VANDERSTRAETEN P., VERMEULEN P. (2015), Une prospective de la transition énergétique en Wallonie, Deuxième congrès interdisciplinaire du développement durable, Bruxelles – Louvain-la-Neuve, 20, 21, 22 mai.
- CARDELLI R. (2015), Participation à la journée consacrée à l'empirisme dans de cadre de l'École doctorale thématique en Science Politique. Présentation de l'enquête Baromètre social de la Wallonie (enquête d'opinion) dans le cadre de la session « Méthode de collectes de données », Louvain-la-Neuve, 8 décembre.
- CARDELLI R., O'DORCHAI S. (2015), Participation à la Journée internationale des droits des femmes « Les femmes, au cœur des politiques wallonnes ». « L'importance du genre dans les statistiques wallonnes », Namur, Parlement wallon, 6 mars.
- CHARLIER J. (2015), Chaire Quetelet 2015 UCL Louvain-la-Neuve, communication intitulée « D'une analyse des mouvements résidentiels intercommunaux à une construction de bassins résidentiels wallons (1994-2014) », Louvain-La-Neuve, 19 novembre.
- CLAISSE F., GUYOT J.-L. (2015), En fonction du futur : la fonction publique régionale wallonne sous contrainte d'innovation, colloque « Les Futurs de l'innovation », Bourges, 25 juin.
- CONTER B., BERTHET T. (2015), Coordination de la Session thématique ST 39 *Peut-on parler de région-providence ?*, Colloque de l'Association française de science politique, Université d'Aix-en Provence, juin.
- CONTER B., BERTHET T. (2015), Coordination de la Session thématique – ST 37 *Saisir les politiques sociales par leurs acteurs*, Colloque des associations francophones de sciences politiques, Université de Lausanne, février.
- CONTER B., ORIANNE J.-F., MAINGUET C. (2015), *Trajectoires d'insertion et liberté réelle de choix des chômeurs en formation. Une analyse en termes de capacités*, Communication aux XXII<sup>e</sup> Journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail, *Alternance et professionnalisation : des atouts pour les parcours des jeunes et des carrières ?* le 11 décembre à l'Université de Lille 1 Villeneuve-d'Ascq.
- CONTER B. (2015), *L'Europe impose-t-elle ses politiques de formation à nos territoires ?* Communication à la XX<sup>e</sup> Université de l'éducation, de la formation et de l'Orientation, Bordeaux, juin.
- CONTER B., DEMERTZIS V. (2015), *Le rôle des syndicats dans les réformes sociales en Belgique*, communication au congrès de l'Association française de science politique, ST 36, Aix-en-Provence, juin.
- CONTER B. (2015), *L'eupéanisation de la concertation sociale en Belgique. Effets procéduraux et usages de la stratégie européenne pour l'emploi par les interlocuteurs sociaux*, Congrès des associations francophones de sciences politiques COSPOF 2015, ST 17 : La sociologie politique à l'épreuve des relations professionnelles, Lausanne, 5-7 février.
- CONTER B. (2015), Conférence « La stratégie européenne pour l'emploi et ses effets dans les Régions », dans le cadre du cycle de conférences de L'Institut des sciences du travail et de la Chaire Max Bastin de l'UCL (coord. Ph Pochet et P. Reman), Louvain-la-Neuve, mars.
- CONTER B. (2015), « Mobilisations interprofessionnelles en Belgique », conférence pour le CEPAG-FGTB wallonne, journée d'étude sur la conflictualité sociale et le droit de grève, Beez, 3 avril.
- CONTER B. (2015), « L'Europe et les politiques de l'emploi », intervention lors de la journée de formation des JOC, Assesse, 4 avril.
- DEBUISSON M. (2015), Exposé sur « La personne âgée aujourd'hui et demain : regard statistique » avec Annick Vandenhooff dans la cadre de la journée d'étude UNIPSO « Le bien vieillir en Wallonie, une société par, pour et avec les aînés ! » rassemblant 200 participants à Liège, ULG, le 1<sup>er</sup> octobre.
- GUYOT J.-L. (2015), Partenariat institution publique et université : que dire après l'expérience du certificat interuniversitaire en prospective ?, Colloque « Les 15 ans du COFC et de l'IUFC – La formation continue de l'UCL à l'horizon 2020 », Louvain-la-Neuve, 10 novembre.

- LAVIOLETTE C. (2015), Co-animation du panel : Vivre la précarité : politiques sociales et parcours de vie. « Radiographie du néolibéralisme. Ethnographier les politiques sociales et de développement en contexte de marchandisation globale », Chaire Singleton 2015 ; 06, 07 et 08 mai.
- MAINGUET C. (2015), Présentation aux XXIIes Journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail, *Alternance et professionnalisation : des atouts pour les parcours des jeunes et des carrières ?* à l'Université de Lille 1 Villeneuve-d'Ascq, 11 décembre.
- MAINGUET C. (2015), *Rapports analytiques des Instances Bassins : objectifs, méthodologie. Collectes de données.* Présentation lors d'une réunion de responsables de la Formation de l'Union wallonne des Entreprises, Wavre, 23 mars.
- MAINGUET C. (2015), *Rapports analytiques des Instances Bassins : objectifs, méthodologie et perspectives.* Présentation lors d'une réunion de travail de la Confédération de la Construction wallonne, Gembloux, 15 septembre.
- MAINGUET C. (2015), intervention sur les statistiques et indicateurs de la formation des adultes dans la table ronde finale du séminaire *L'Education et la Formation des Adultes en Fédération Wallonie-Bruxelles : Quelle identité, quelle(s) structure(s) et quel(s) financement(s) ?* organisé par la Direction des Relations internationales du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de la mise en œuvre de « L'Agenda Européen des Politiques d'Adultes », en collaboration avec EPALE (Electronic Platform for Adult Learning in Europe), au Palais des Académies à Bruxelles, 6 octobre.
- MAINGUET C. (2015), Présentation de la *note méthodologique relative au prochain Rapport analytique et prospectif* à l'Assemblée des Instances bassins Enseignement qualifiant, Formation, Emploi. CESW Liège, 30 novembre.
- MAINGUET C. (2015), Intervention au séminaire de présentation / appropriation des résultats de l'enquête menée auprès des résidents des zones du Plan wallon Habitat Permanent (projet DRE35 piloté par l'IWEPS. Rapport publié sur site IWEPS), en collaboration avec la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale. Secrétariat général du SPW et l'a.s.b.l. Réalisation, Téléformation et Animation, au secrétariat du SPW à Namur, 4 décembre.
- MARFOUK A. (2015), «Opinion publique et migration: Des clichés à déconstruire», Conférence organisée par l'Institut Libéral de Formation et d'Animation Culturelles (ILFAC), Bruxelles, 9 décembre.
- MARFOUK A. (2015), «Opinion publique et migration: Des clichés à déconstruire», Conférence «Ils nous volent notre travail», Organisée par le CAL Charleroi en partenariat avec l'Espace Citoyen Porte Ouest, Charleroi, 26 octobre.
- MARFOUK A. (2015), «Opinion et immigration: Sources du décalage entre stéréotypes, idées fausses et réalité», Colloque international « Migrations internationales: les politiques migratoires en Europe et aux États-Unis dans une perspective de genre et de classe », Organisé par le Center for Comparative Immigration Studies de l'Université de Californie San Diego (Etats-Unis), le Centre METICES de l'Université Libre de Bruxelles et l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), Bruxelles, 28-29 avril.
- MARFOUK A. (2015), discutant de la session «Les migrations qualifiées», Colloque international « Migrations internationales: les politiques migratoires en Europe et aux États-Unis dans une perspective de genre et de classe », Organisé par le Center for Comparative Immigration Studies de l'Université de Californie San Diego (Etats-Unis), le Centre METICES de l'Université Libre de Bruxelles et l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), Bruxelles, 28-29 avril.
- MARFOUK A. (2015), «Opinion publique et Immigration au sein de l'Espace Wallonie-Bruxelles», Colloque «Flux Migratoires et Mobilité Scientifiques dans L'Espace Francophone vers un État des Lieux», Organisé par l'ODSEF et le Bureau des Amériques de l'AUF-Pôle de Développement avec la Collaboration de la Délégation Wallonie-Bruxelles à Québec et du Ministère des Relations International et de la Francophonie du Gouvernement du Québec, Université de Laval, Québec (Canada), 19 mars.

- MARFOUK A. (2015), «Opinion publique et Immigration au sein de l'Espace Wallonie-Bruxelles: Entre Imaginaire et Réalité», Séminaire organisé par le Centre d'Études des Universités Montréalaises (CEETUM) avec la Collaboration de la Délégation Wallonie-Bruxelles à Québec, CEETUM, Montréal (Canada), 20 Mars.
- MAZUY A. (2015), Présentation du projet WalStat à la chaire Quetelet 2015 «La démographie locale - Relations entre population, lieu de résidence et politiques publiques », 18-20 novembre.
- MAZUY A. (2015), Chair woman de la session «Les besoins en termes d'entraide: identification et quantification » à la 7<sup>e</sup> conférence méthodologique de l'IWEPS «Quelles méthodes pour mesurer et décrire les enjeux du vieillissement en matière d'entraide ? Septième Conférence méthodologique de l'IWEPS enjeux du vieillissement en matière d'entraide ? », 8 décembre.
- O'DORCHAI S. (2015), « L'androcentrisme en économie : Exemples autour du travail et de la pauvreté » (Table ronde 2: "La reconfiguration/diversification des objets de recherche), Conférence « Je travaille donc je suis – Le MAGE a 20 ans », La Sorbonne, Amphithéâtre Louis Liard, 17 Rue de la Sorbonne, 75005 Paris, 4, décembre.
- REGINSTER I. (2015), 29<sup>th</sup> Session of the Working Party on Territorial Indicators (WPTI) à l'OCDE (Paris), déléguée et représentation de la Wallonie, 27 avril.
- REGINSTER I. (2015), 2<sup>e</sup> congrès interdisciplinaire du développement durable – Louvain-la-Neuve, invitation comme discutante dans la session II. 5 Modèles de transition, 21 mai.
- REGINSTER I. (2015), Journée d'étude au CERSO : Quels indicateurs pour une véritable croissance humaine? CERSO Haute école Louvain en Hainaut-Montigny sur Sambre, présentation orale, 27 mai.
- REGINSTER I. (2015), Journée d'étude sur les données satellitaires organisée par l'ISSeP à Namur (SPW), discutante lors de la table ronde, 23 novembre.
- REGINSTER I. (2015), Chaire Quetelet 2015 UCL Louvain-la-Neuve, avant-soirée débat : Logement, vieillissement, migrations... La démographie au service de ma commune. Présentation orale: L'indicateur des conditions de bien-être dans sa dimension démographique, 18 novembre.
- REGINSTER I. (2015), Chaire Quetelet 2015 UCL Louvain-la-Neuve, co-auteur de la communication : D'une analyse des mouvements résidentiels intercommunaux à une construction de bassins résidentiels wallons (1994-2014), 19 novembre.
- VANDENHOOF A. (2015), « La personne âgée aujourd'hui et demain : regard statistique. Le bien vieillir en Wallonie, une société par, pour et avec les aînés. », communication au colloque de l'UNIPSO, Liège, 1<sup>er</sup> octobre.
- VAN HAEPEREN B. (2015), Capital humain et croissance : le rôle de l'éducation, communication au Congrès des économistes belges de langue française, Liège, 21 novembre.

## 5.4. DEMANDES DIRECTES ADRESSÉES À L'IWEPS

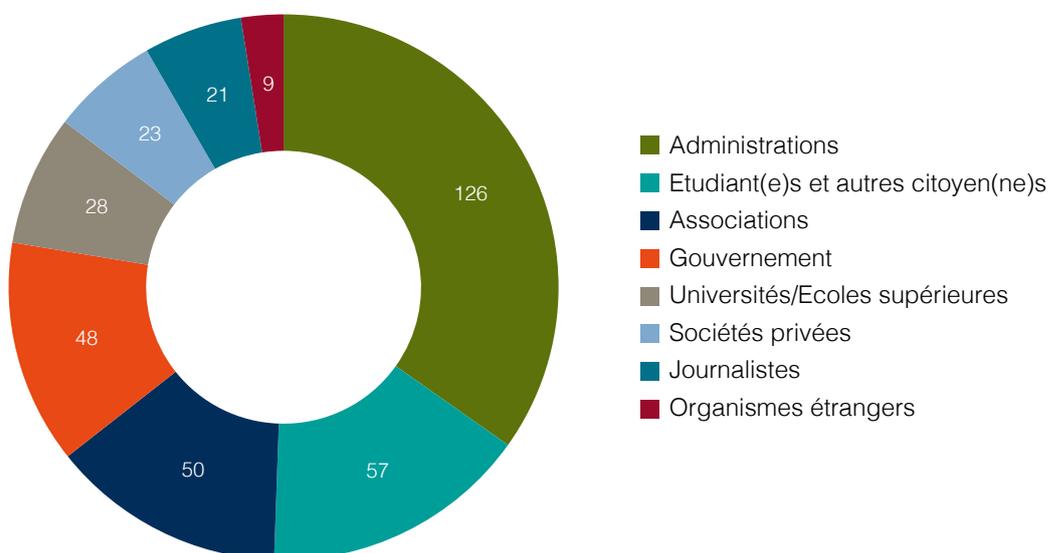
Chaque année, l'IWEPS est amené à répondre à une série de demandes statistiques qui lui sont directement adressées. Cet exercice représente un travail jusqu'ici non visible en tant que tel. Ces requêtes sont de nature très différente et peuvent occuper chacune un ou plusieurs chercheurs de l'institution, de quelques minutes à plusieurs jours. En 2015, pas moins de 369 demandes directes ont été honorées. L'intérêt de se pencher sur ces demandes est qu'elle donne une vue sur les différents publics de l'institution.

Plus d'un tiers des demandes proviennent des administrations. Le SPW et les OIP y occupent une place évidemment prépondérante, mais on y trouve également un nombre significatif de demandes émanant des administrations communautaires, provinciales et communales. Viennent ensuite les demandes provenant d'associations qui utilisent nos données pour orienter leurs actions et les « divers », pour l'essentiel des étudiants ou des citoyens en quête d'une meilleure compréhension de leur environnement économique et social. Journalistes et laboratoires universitaires participent également à notre écosystème « naturel » et interpellent à cet effet régulièrement l'institution. Trouver

à un niveau semblable des sociétés privées peut paraître plus étonnant. Ceci souligne au contraire combien les données et les recherches que l'Institut produit peuvent aider aussi à l'élaboration et à la conduite de stratégies d'entreprise. Quant à l'exécutif régional, commanditaire privilégié de nos recherches structurelles, il nous interpelle tout aussi régulièrement sur des points plus ponctuels. Si elles ne se démarquent pas des autres en quantité, les demandes gouvernementales sont généralement d'une ampleur plus importante. Les thématiques sur lesquelles portent ces demandes se concentrent assez nettement sur la démographie de la Wallonie et de ses 262 communes, le marché du travail ainsi que sur le territoire.

Ce petit panorama ne constitue pourtant que la partie émergée de l'iceberg. Nombre de nos usagers trouvent en effet les informations dont ils ont besoin via nos canaux de diffusions classiques. Les statistiques d'utilisation de notre site internet nous permettent en tout cas de confirmer la prépondérance des thématiques phares explicitées ci-dessus et confirment donc une certaine représentativité de l'approche usager sur la base des demandes directes.

Demands traitées en direct par l'IWEPS (2015)



## 5.5. PARTICIPATION À DES RÉSEAUX ET GROUPES DE TRAVAIL

### 5.5.1. Réseaux et groupes de travail scientifiques

- ASHIVIF (participation aux séminaires de l'Association des Histoires de Vie en Formation) Paris
- Association belge de science politique, Groupe de travail Question sociale (QS).
- Association internationale des sociologues de langue française
- Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité-ULg
- Cirtes UCL (Centre de recherche « Travail – État – Société »).
- Comité d'accompagnement de la recherche « Emploi-Pauvreté : EMPOV » du Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale
- Comité de pilotage scientifique du CEFIP (Centre de connaissances du financement des PME)
- Comité des experts du Baromètre de la diversité dans le logement, organisé par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
- Conseil scientifique du Centre d'Epidémiologie Périnatale (CEpiP).
- CRIDIS UCL (Centre de recherche « Développement – Institutions – Subjectivité »)
- GEP (Groupe d'échange et de pratiques sur les histoires de vie) de l'Association Internationale des Histoires de Vie en Formation (ASHIVIF) Paris
- Groupe de recherche (GRP) « *Territoires et action publique* » du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ, France)
- Groupe de recherche doctorale de l'U-MONS. (Recherches qualitatives sur les grandes précarités, l'exclusion, la désaffiliation, la défense sociale, le monde de la rue, la santé mentale en contexte d'immigration, etc.)
- Groupe de recherche et d'analyse des conflits sociaux (GRACOS)
- Groupe de travail FEDICT sur l'open data
- PEKEA (*Political and Ethical Knowledge on Economic Activities*)
- Réseau « Démographie et territoires »
- Réseau ISSP (International Social Survey Programme)
- Société belge de Statistique
- Société démographique francophone de Belgique
- Société française de l'Évaluation
- Société Quetelet

### 5.5.2. Réseaux et groupes de travail mixtes (scientifiques, administratifs, société civile)

- Association d'économie sociale (AES)
- Chambre de concertation « agences de placement »
- Chambre de concertation « *agences privées de placement* »
- Comité d'Accompagnement de l'étude du Plan Régional de Mobilité Durable commandité par la DGO2
- Comité d'accompagnement de l'enquête SAMBA, Ministère de la FWB
- Comité d'accompagnement de l'étude « Bilans énergétiques la Région wallonne » SPW-DGO4
- Comité d'accompagnement de l'étude relative à l'estimation des économies financières et environnementales liées à l'utilisation plus efficace des ressources naturelles en Wallonie (étude commanditée par la Direction de l'état de l'environnement SPW-DGO3).
- Comité d'accompagnement de l'évaluation des primes à la rénovation de l'habitat, réalisée par l'IBSA

- Comité d'accompagnement de la recherche « Non recours aux droits et aux services d'éducation et de formation des jeunes âgés de 15 à 24 ans en FWB : Réalités et leviers » de l'OEJAJ
- Comité d'accompagnement des études CEHD : vacance immobilière résidentielle (partenariat CEHD et Relais social de Charleroi) et Observatoire des loyers.
- Comité d'accompagnement des études menées par les universités dans le cadre du projet INES OCDE (publication de Regards sur l'Éducation), Direction des relations internationales, Ministère de la Fédération Wallonie- Bruxelles
- Comité d'accompagnement des recherches commanditées par le Bassin EFE bruxellois sur l'alternance et sur l'analyse des processus de formation qualifiante
- Comité d'accompagnement du projet « PREVIEW ».
- Comité d'accompagnement du projet EDIPO, Belspo
- Comité d'accompagnement du projet LFS&Time, Belspo
- Comité d'accompagnement et Comité scientifique de l'Observatoire des Politiques culturelles (OPC)
- Comité d'accompagnement interdépartemental du Plan HP
- Comité d'accompagnement - Étude de faisabilité d'un modèle régional de diagnostic prospectif de la demande de transport en Wallonie, menée par la DGO2
- comité d'accompagnement de l'étude visant « Étude sur l'évaluation des effets de la politique tarifaire et du comportement des ménages wallons sur leurs consommations d'eau et d'énergie ».
- Comité d'accompagnements de la Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité-ULg
- Comité de la Recherche du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Comité de pilotage de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi.
- Comité de pilotage de l'alphabétisation des adultes (Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Service public de Wallonie, Cocof...)
- Comité de pilotage du Centre d'appui de lutte contre les violences entre partenaires (dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif wallon de lutte contre les violences conjugales).
- Comité de pilotage du projet « cadastre du non marchand ».
- Comité de pilotage du Small Business Act Wallon
- Comité de pilotage du Tableau de Bord de l'Environnement (SPW-DGO3)
- Comité de suivi de la recherche pilotée par la Politique scientifique (Belspo) : Causes of Health and Mortality Inequalities in Belgium : multiple dimensions, multiples causes (Causineq)
- Comité de suivi du projet SmartPop (ISSeP)
- Comité de suivi du volet santé de la définition des indicateurs par la Commission Nationale aux Droits de l'Enfant
- Comité des utilisateurs dans le cadre des « Indicateurs complémentaires au PIB »
- Comité Statistique du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Comité Stratégique de la Géomatique wallonne
- Comité stratégique de la géomatique wallonne (représentation de l'IWEPS) + participation au Groupe de travail sur le Géoréférentiel wallon et au Groupe de travail sur le GT Observation de la Terre
- Comité technique d'Évaluation du FSE
- Comité technique de la Sowaccess
- Comité technique portant sur la réalisation de l'enquête BELDAM 2015 (enquête nationale sur la mobilité des Belges) en partenariat avec la PSF et le SPFMT.
- Comité transversal d'encadrement de l'évaluation du Plan Marshall 4.0 (organisé par l'IWEPS)
- Commission Chèques Formation et Chèques formation à la création d'entreprises
- Commission consultative et d'agrément des centres de validation des compétences
- Commission régionale Vélo et ses groupes de travail
- Communication publique Wallonie - Bruxelles

- Conseil de l'Éducation et de la Formation, Chambre de la Formation et Chambre de l'Enseignement (Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Conseil supérieur de la statistique et Bureau du Conseil supérieur de la statistique
- CPDT, via une participation aux Comités d'accompagnements des thèmes 2014-2015 (Systèmes d'informations foncières ; Nouveaux quartiers ; Défis des espaces ruraux ; Politique de la Ville ; centre de ressources) et des thèmes 2015-2016 (Actualisation du diagnostic territorial de la Wallonie de 2011 ; systèmes d'informations foncières et politiques publiques ; localisations prioritaires en matière de dynamisation et de rénovation des quartiers urbains existants ; centre de ressources).
- FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) et FAIR Wallonie-Bruxelles (Forum pour d'autres indicateurs de richesse)
- Groupe « inter-observatoires de la santé en Wallonie »
- Groupe Commu SPW-OIP
- Groupe d'experts sur l'harmonisation des définitions des indicateurs démographiques, notamment des ménages, entre les institutions scientifiques belges (SVR, DGSIE, BfP, IWEPS, IBSA, Banque)
- Groupe d'utilisateurs du Datawarehouse « Marché du Travail et Protection Sociale » de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale
- Groupe de travail « Genre et statistiques », mis sur pied par la DGSIE et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
- Groupe de travail « Observatoire des espaces transfrontaliers » (pilote par la DATAR et la DGO4 du SPW)
- Groupe de travail « indicateurs » du SPF Sécurité sociale
- Groupe de travail au niveau des indicateurs de mobilité du tableau de bord de l'environnement wallon
- Groupe de travail Cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs, Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe de travail d'harmonisation des estimations de population active, SPF Emploi, Travail et Concertation sociale
- Groupe de travail de la DG Stat sur le Censur, volet enseignement
- Groupe de travail des statisticiens de la Grande Région
- Groupe de travail des techniciens « statistiques » de l'ONEM
- Groupe de travail des utilisateurs du Système d'informations de la politique wallonne des pôles de compétitivité (GT SI-Pôles)
- Groupe de travail DGSIE/FWB/ETNIC/IWEPS pour la mise en place d'outil Métadonnées
- Groupe de travail du Bureau fédéral du Plan, en association avec les offices statistiques régionaux (IBSA, SVR, IWEPS) relatifs au développement de modèle de prévision économique régional à moyen terme HERMREG
- Groupe de travail du Bureau fédéral du Plan, en association avec les offices statistiques régionaux (IBSA, SVR, IWEPS et démographes académiques) relatifs aux perspectives de population et de ménages
- Groupe de travail Education Formation 2020 (Direction des Relations internationales du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Groupe de travail entre la BNB et les services d'études régionaux (IBSA, SVR et IWEPS), pour le développement des statistiques économiques régionales
- Groupe de travail Indicateurs Droits de l'enfant, conjoints à la Wallonie et à la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe de travail Indicateurs du PAN Inclusion sociale, SPF Sécurité sociale
- Groupe de travail intercabinet Cohésion sociale (Gouvernement wallon)
- Groupe de travail IV1 « Améliorer le pilotage et l'accompagnement du système scolaire » de l'axe thématique « Adapter la gouvernance du système scolaire en vue de responsabiliser ses différents acteurs, améliorer le pilotage du système et ses performances et optimiser l'organisation des ressources » du Pacte pour un enseignement d'excellence géré par le cabinet de la Ministre de l'Enseignement obligatoire
- Groupe de travail OCDE : « Working Party on Territorial Indicators » (WPTI), correspondants statistiques de l'OCDE pour les données territoriales wallonnes et

belges, veille en données et indicateurs territoriaux «au sens large».

- Groupe de travail Pilotage de l'alternance (ALTIS)
- Groupe de travail pour la rédaction des «atlas transfrontaliers» tome 3 Territoires et environnement
- Groupe de travail Stage et Alternance mis en place par le cabinet Tillieux dans le cadre de la préparation du Pacte wallon pour l'Emploi et la Formation
- Groupe de travail sur les synergies statistiques (GTSS), en association avec le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) et l'IWEPS.
- Groupe des conjoncturistes de la Grande Région
- Groupe des utilisateurs de l'EFT (DGSIE), en particulier mesure du niveau de diplôme (+ adaptation à la nouvelle classification internationale)
- Groupe interdépartemental de coordination (GIC) mis en place dans le cadre du décret wallon Gender mainstreaming.
- Groupe transversal SPW et administrations sur le thème du transport
- Instances wallonnes des Bassins Enseignement qualifiant, Formation, Emploi et Assemblée de ces Instances Bassins, pilotée par les Conseils économiques et sociaux régionaux
- Membre du comité de coordination du parcours d'accueil des primo-arrivants.
- Plateforme d'Intelligence Territoriale Wallonne –DGO4, Institut Destrée
- Refernet Belgium, réseau belge piloté par le CEDEFOP qui porte sur les politiques d'enseignement et de formation professionnels (Vocational Education and Training)
- Réseau des référents Cohésion sociale piloté par la Direction interdépartementale de la Cohésion social. Secrétariat Général du SPW
- Société wallonne d'Evaluation et de Prospective
- Transeo (European association for SME transfer)
- Werkgroep Arbeidsmarktmonitoring
- Werkgroep Datamanagement organisé par de « Vlaamse overheid - Departement Werk en Sociale Economie - Afdeling Beleid »

# Chapitre 6

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT  
ET D'ENCADREMENT  
ACADEMIQUE

Sébastien Brunet est professeur à temps partiel à la Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie à l'Université de Liège où il enseigne un cours de « Méthodologie de la prospective et de l'analyse stratégique ».

Sébastien Brunet et Jean-Luc Guyot ont participé à l'élaboration et la mise en place d'un certificat interuniversitaire en prospective, en partenariat avec l'UCL et l'ULg. Ils ont pris en charge la conception et organisation des modules 1 (Introduction aux concepts de base), 2 (Méthodes de la prospective), 3 (Les champs de pratique de la prospective) et 4 (Séminaire d'intégration).

Bernard Conter intervient dans le cadre du master de sociologie du travail (Prof. J.-F. Oriane), Université de Liège, et du master en sciences politiques (Prof. N. Burnay), Université de Namur.

Marc Debuissou est chercheur associé à l'Université Saint-Louis – Bruxelles. Il intervient sur les Régimes démographiques dans le cadre du cours à l'UCL « Espace, peuplement et ressources » du Master en sciences de la population et du développement. Il a encadré le stage d'Alexandre Jomot, démographe UCL, sur la reconstitution des statistiques communales wallonnes avant 1977.

François Ghesquière intervient lors d'un séminaire sur « travail et genre » sur les données SILC (master en sciences du travail orientation Inégalité et Genre), sur « mobilités et transitions professionnelles » sur la précarité de l'emploi et du contrat de travail (master en sciences du travail, horaire de jour) et à l'école normale de Louvain-la-Neuve sur des dispositifs permettant de limiter l'inégalité des chances en maternelle.

Muriel Fonder donne un cours à la FOPES (UCL) « Conception et évaluation économique de politiques et de projets » et encadre des mémoires, un cours en master Administration publique (UCL) « Évaluation de politiques publiques » conjointement avec B. Van Haepere (suppléance David Aubin) et le Module 1 « Approches » dans le Certificat interuniversitaire en évaluation de politiques publiques (CIEPP) conjointement avec B. Van Haepere (suppléance David Aubin) ; elle assure l'encadrement de mémoire et de TFF.

Jean-Luc Guyot est chargé de cours temporaire à l'Université catholique de Louvain. Il y enseigne la statistique, la méthodologie de recherche en sciences humaines, l'analyse socio-économique du champ de la formation d'adultes et la méthodologie prospective. Il est également co-responsable académique du certificat interuniversitaire UCL - ULg en analyse prospective.

Julien Juprelle a encadré en tant qu'expert un TFF « Vers une stratégie fret en Wallonie » dans le cadre du Certificat inter-universitaire en analyse prospective de 2015.

Catherine Laviolette anime le Séminaire méthodologique sur les récits de vie avec un groupe d'étudiant de la Fopes et de la Fopa – UCL, suit des mémoires d'étudiants de l'UCL et des FUSL et est membre du comité d'accompagnement d'une thèse de doctorat UCL-U Genève.

Martine Lefèvre a encadré deux stagiaires, l'un étudiant en « Évaluation et suivi des politiques publiques » à l'Institut d'Études Politiques de Lyon et l'autre étudiant en master en Administration publique à l'UCL (management et évaluation des politiques publiques), Louvain-la-Neuve.

Christine Mainguet est collaboratrice scientifique au service de Sociologie des Identités Contemporaines, Faculté des Sciences sociales de l'ULg. Elle intervient dans le séminaire de Recherche du programme de master en sociologie de Marc Jacquemain.

Sîle O'Dorchai est chargée de cours à temps partiel à l'Université Libre de Bruxelles. Elle enseigne quatre cours dans le cadre du Master en sciences du travail de la Faculté de Philosophie et Lettres: « Relations collectives de travail dans le non marchand », « Fondements et enjeux socio-économiques des organismes non marchands », « Diagnostic et gestion de projets » et « Dimension européenne de la politique de l'emploi dans le tiers secteur ».

Isabelle Reginster est membre du comité de thèse de Zoé Lejeune (IWEPS/ULg).

Christine Ruyters intervient dans le cadre du cours d'Évolution des pratiques d'intervention sociale (EPIS) du master

en « Ingénierie et Action sociales » (MIAS), Haute École de la Province de Liège et HELMO Liège.

Annick Vandenhooft est professeure invitée à l'Institut Paul Lambin. Elle y donne un cours d'épidémiologie nutritionnelle aux étudiants en diététique et un séminaire d'introduction à l'épidémiologie aux étudiants en biologie médicale.

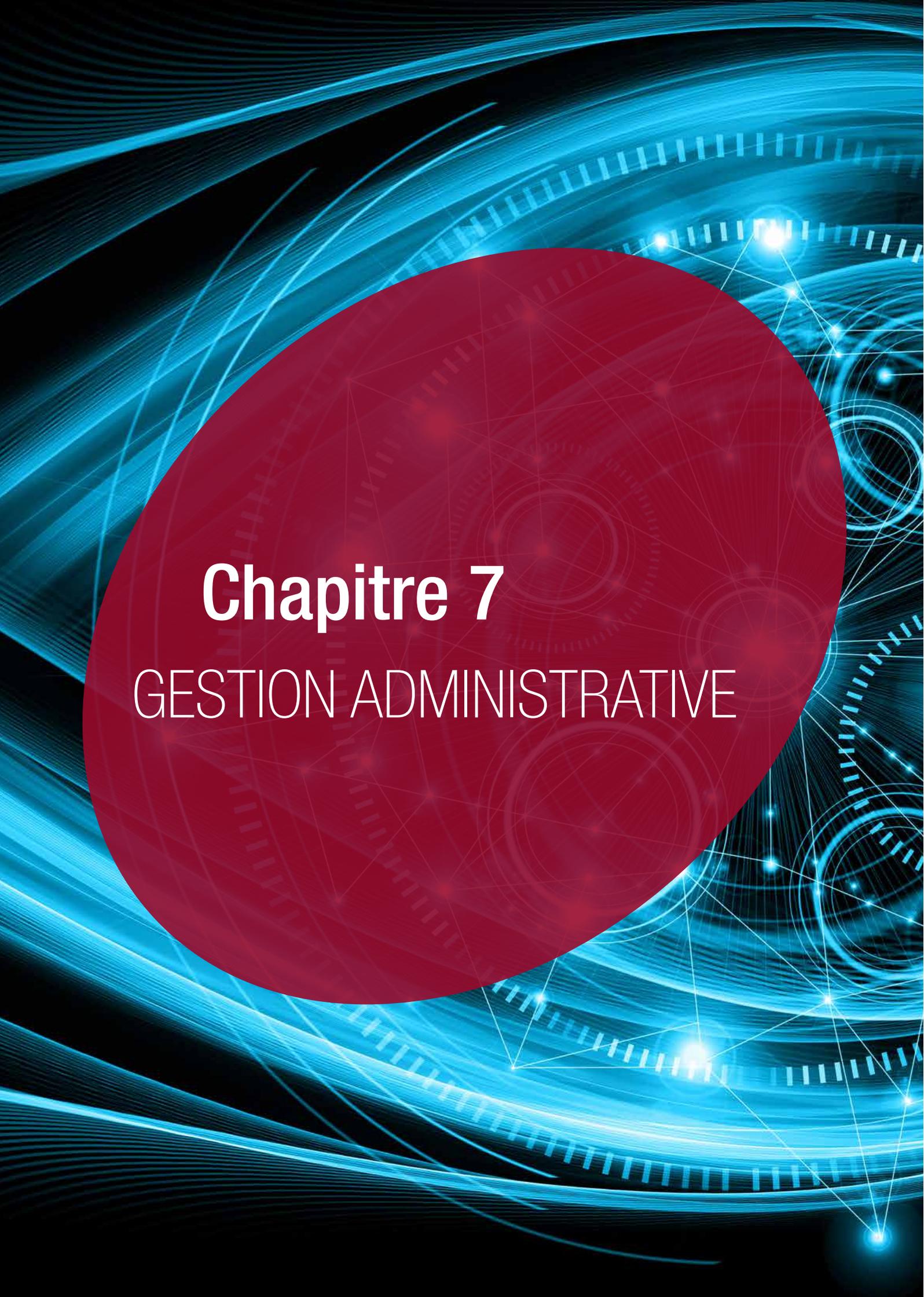
Françoise Vanderkelen a suivi une stagiaire étudiante en Sciences mathématiques aux FUNDP, Namur.

Béatrice Van Haeperen est professeure à l'UCL. Elle dispense des cours d'économie du travail (Institut des sciences du travail) et de « conception et évaluation économique de politiques et de projets » (FOPES) et elle encadre des mémoires d'étudiants. Elle intervient sur *l'institutionnalisation de l'évaluation en Wallonie*, dans le cadre du Certificat en évaluation des politiques publiques. Elle

est co-responsable avec M. Fonder du module 1 du Certificat en évaluation des politiques publiques (remplacement du professeur David Aubin). Elle a encadré le stage d'un étudiant de 2<sup>e</sup> année de master en sciences politiques (octobre- novembre 2015).

Valérie Vander Stricht a encadré le stage de Sarah Dehont, élève de rhétorique à l'école St Joseph de Châtelet, du 28 février au 30 janvier 2015.

Frédéric Vesentini est chargé de cours invité à l'Université catholique de Louvain, où il a en charge le cours de « Statistiques et méthodes informatiques en criminologie ». Il intervient également dans diverses formations méthodologiques en sciences sociales, notamment dans l'Atelier méthodologique de la recherche à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Versailles-Saint-Quentin (F).

The background features a complex digital aesthetic with glowing blue lines, circular patterns, and a network of nodes. A large, semi-transparent red circle is centered on the page, serving as a backdrop for the text.

# Chapitre 7

GESTION ADMINISTRATIVE

## 7.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Cellule des Ressources Humaines a pour objectif, en tenant compte des missions de l'Institut, des différents projets qui y sont conduits et des contraintes de fonctionnement, de créer un environnement de travail agréable tout en développant le potentiel humain des collaborateurs. Tout naturellement ou à cette fin, celle-ci a participé à l'élaboration du plan opérationnel.

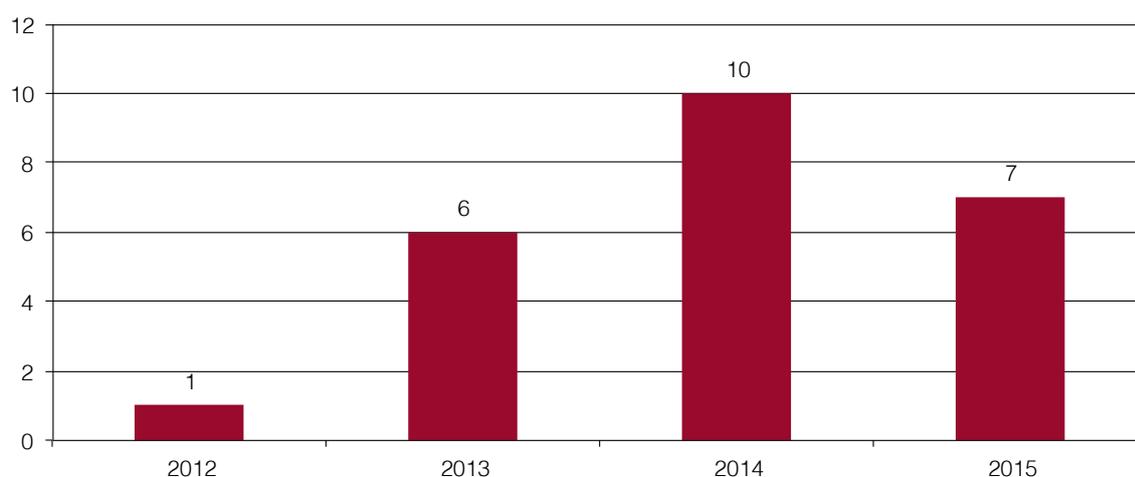
En 2015 les activités se sont centrées principalement sur l'organisation de trois nouvelles procédures d'engagement et la finalisation de quatre procédures débutées en 2014.

En matière de formation, neuf collaborateurs ont suivi principalement les modules proposés par l'Ecole d'Administration Publique et dix-sept autres ont bénéficié de formations spécifiques en dehors du programme proposé. A savoir : Immersion linguistique, Méthode de recherche en sciences sociales, Stratégie et management des services

informatiques, Construire le système de suivi en évaluation, Enquête par questionnement en statistiques, L'avenir de l'emploi et du travail, Certificat interuniversitaire en prospective, Prospective des relations sociales dans les organisations, Sessions d'information sur le régime de pension du service public, Encodage des données CAPELO... Un marché public a été conclu jusque décembre 2017, pour l'organisation de tables de conversation en anglais et en néerlandais dans les locaux de l'Institut. Vingt-sept membres du personnel y sont inscrits.

L'encadrement d'étudiants stagiaires a baissé, mais les initiatives entreprises les années précédentes ont été poursuivies.

Evolution de l'accueil des stagiaires de 2012 à 2015



Au cours du dernier trimestre, aidée par un membre de la Cellule informatique, la Cellule a débuté les tests sur la nouvelle application Web (Ulis Web) développée pour la ges-

tion des pointages et des demandes de congés. L'aboutissement de ce projet participe au démarrage du processus de simplification administrative entrepris par l'Institut.

## 7.2. MARCHÉS PUBLICS

En 2015, l'IWEPS a lancé une trentaine de procédures de marchés publics dont 10 marchés de fournitures et 20 marchés de services.

Ces procédures se répartissent comme suit :

- appel d'offres ouvert (publicité européenne) : 2 ;
- appel d'offres ouvert (publicité belge) : 1 ;
- procédure négociée sans publicité : 27.

## 7.3. BIBLIOTHÈQUE

Les activités de gestion de la bibliothèque et d'appui aux utilisateurs ont été poursuivies en 2015. Fin 2015, la bibliothèque compte près de 4 970 ouvrages répertoriés ; près de 220 abonnements sont en cours. La gestion de la bibliothèque est dorénavant assurée par le Comité de gestion de la bibliothèque, composé de l'Administrateur général, de la responsable de la bibliothèque et de plusieurs chargés de recherche de disciplines variées.

L'appui aux utilisateurs a principalement consisté en des collaborations logistiques, ponctuelles ou régulières, aux missions du service :

- mise à jour de la base de données documentaire de la bibliothèque : dépouillement, encodage et classement des revues et ouvrages entrants et sélection thématique en fonction des recherches en cours ;
- recherche de documentations nécessaires pour les membres de l'Institut ;
- gestion des commandes d'ouvrages (commande - réception - distribution) ;
- échanges avec différents centres de documentation.

## 7.4. INFORMATIQUE

Pour l'année 2015, les activités de la cellule informatique se sont concentrées sur les projets suivants:

- WalStat, le portail dédié des statistiques : Intégration continue ;
- Accompagnement des projets :
  - SIPOLE : portail extranet dédié à l'évaluation des pôles de compétitivité ;
  - ICPIB : portail internet sur les indicateurs complémentaires au PIB ;
  - GPSWal : accompagnement technique de l'enquête de mobilité ;

- ULISWeb : gestion du personnel, du temps de travail et des demandes RH.
- Déploiement IPV6 ;
- Développement d'un outil intranet de gestion de courrier (indictage) ;
- Bibliothèque: migration de la base de données de la bibliothèque en postgresql et développement d'un outil de web de gestion ;
- Abandon définitif des serveurs Windows 2003 ;
- Migration vers un nouveau domaine (AD) en remplacement du vieux domaine. Ce nouveau domaine est totalement OpenSource ;

- Renouvellement du marché public (3 ans) pour les machines (Laptop, Desktop) ;
- Achat d'un nouveau serveur, pour renouveler l'infrastructure vieillissante.

- Gestion des incidents ;
- Chargement des données ;
- Gestion et entretien des imprimantes ;
- Veille technologique.

Outre ces projets spécifiques, la cellule TIC assure les activités quotidiennes qu'une telle équipe doit gérer, à savoir :

## 7.5. COMMUNICATION

En 2015, les actions ont été poursuivies, dont les objectifs sont de faire connaître les activités de l'institution, assurer la visibilité, asseoir la légitimité et la crédibilité de l'institution et diffuser les productions de l'Institut. Les publics cibles sont repris comme suit : Gouvernement et Parlement wallons, Administration wallonne, Organismes d'intérêt public (OIP) et Partenaires sociaux, Communauté scientifique (universités, institutions de recherche belges et étrangères), Personnel, Décideurs socio-économiques, Mandataires locaux, Presse et Citoyens.

### 7.5.1. Les publications

Concernant les publications (voir 5. pour plus de détails), l'année 2015 a vu la parution d'un Working Paper, douze Notes mensuelles de conjoncture wallonne, douze numéros des Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie, deux éditions de Tendances économiques, le deuxième numéro de Dynamiques régionales, le 14<sup>e</sup> numéro des Chiffres clés, L'emploi public en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles et quatre Rapports de recherche.

### 7.5.2. Les événements

En 2015, quatre événements ont été organisés ou co-organisés avec des institutions partenaires.

- Colloque « Migrations internationales : Les politiques migratoires en Europe et aux Etats-Unis dans une perspective de genre et de classe », les 28-29 avril 2015 à Bruxelles.

L'IWEPS, le centre de recherche METICES de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et le Center for Comparative Immigration Studies (CCIS) de l'Université de Californie, San Diego (UCSD) se sont associés pour organiser une conférence internationale multidisciplinaire sur les politiques migratoires internationales de l'UE et des USA examinées sous l'angle du genre et de la classe sociale.

Les objectifs de la conférence visaient à mieux cerner les contours et les spécificités des politiques migratoires internationales mises en œuvre par l'UE et les USA, en mettant particulièrement en relief l'impact du genre et de la classe. Il s'agissait également de stimuler le dialogue et les échanges entre les chercheurs et les chercheuses européens et étatsuniens sur cette question fondamentale.

Les thématiques qui furent traitées au cours de cette conférence internationale ont abordé les sujets suivants :

- le rôle de l'ethnicité dans les politiques migratoires,
- les politiques d'asile, les migrations irrégulières,
- les migrations qualifiées et les représentations sociales
- et les stéréotypes sur les migrants et les migrantes.
- Le colloque a rassemblé près de 100 personnes.

- La Première Conférence de citoyens : Démocratie, mobilisation, appartenance. Quand les citoyens s'expriment, le 13 octobre à la Cité Miroir à Liège

En 2013, l'IWEPS présentait, lors de sa cinquième conférence scientifique, les principaux résultats d'une grande enquête d'opinion réalisée auprès des citoyens en Wallonie.

Deux ans plus tard, les chercheurs ont souhaité retourner vers les citoyens pour débattre de trois grands thèmes développés dans l'ouvrage Le Baromètre social de la Wallonie :

- la démocratie et son fonctionnement,
- le sentiment d'impuissance, l'engagement citoyen et l'émergence des mouvements sociaux
- l'appartenance et les replis identitaires.

A l'occasion de cet événement inédit, l'IWEPS a souhaité renverser la posture habituellement prise dans les colloques scientifiques en donnant d'abord la parole aux acteurs de terrain, aux mouvements de citoyens... Le défi : gommer la frontière entre la parole « scientifique » et la parole « ordinaire » pour réfléchir ensemble aux enjeux de notre société.

Cet événement a fait l'objet de capsules vidéo interrogeant des participants et rendant compte de la journée. Ces vidéos, ainsi qu'une évaluation de la journée via les formulaires remplis par les participants, sont disponibles sur notre site à l'adresse : <http://www.iweps.be/premiere-conference-de-citoyens>.

La conférence a rassemblé plus de 180 personnes.

- **Table ronde : La démographie au service de ma commune**, dans le cadre de la Chaire Quetelet du Centre de recherche en démographie de l'UCL sur le thème « Relations entre population, lieu de résidence et politiques publiques » à Louvain-la-Neuve les 18 et 19 novembre.

Lors de l'avant-soirée du 18 novembre 2015, l'IWEPS a proposé d'éclairer les articulations entre la démographie et la gouvernance locale. Une table ronde a réuni démographes et responsables communaux pour en débattre.

La population, qu'elle soit jeune ou âgée, en forte croissance ou en diminution, de provenances diverses, d'appartenances sociales différentes, est une variable incontournable de la gestion communale. Face aux défis auxquels les décideurs communaux sont confrontés dans la conduite de leur politique, les démographes peuvent ap-

porter un éclairage spécifique et utile à la prise de décision. Aussi, afin de nourrir la réflexion et de permettre de riches échanges sur cette thématique, au cours de cette avant-soirée, trois courts exposés ont été proposés en guise de point de départ aux échanges eux-mêmes animés par un(e) journaliste.

Pour refléter la diversité territoriale et politique ainsi que les différentes facettes de la problématique (périurbanisation, mixité sociale, politique du logement...), les représentants locaux qui ont accepté de faire partie de la table ronde étaient :

- Benoît Dispa, Bourgmestre de Gembloux, vice-président de l'Union des Villes et des Communes
- Christie Morreale, Sénatrice - députée régionale, 1<sup>ère</sup> échevine empêchée d'Esneux
- Jean-Luc Roland, Bourgmestre d'Ottignies - Louvain-la-Neuve
- Jean-Paul Wahl, Sénateur - député régional, Bourgmestre en titre de Jodoigne

La Table ronde a rassemblé plus de 70 personnes.

- 7<sup>e</sup> Conférence méthodologique « Quelles méthodes pour mesurer et décrire les enjeux du vieillissement en matière d'entraide? », le 09/12/2015 à Namur.

Le vieillissement de la population wallonne ne sera pas sans conséquence sur l'organisation de la société. Nous pouvons notamment nous attendre à voir augmenter les besoins d'entraide interpersonnelle. Cette entraide peut être informelle au sein d'une famille, entre amis ou entre voisins, et/ou formelle, apportée par un professionnel de la santé ou de l'action sociale.

Comment comprendre et mesurer ce que demandent les personnes âgées en matière d'aide ? Comment identifier la nature de ces aides ? Comment quantifier l'aide informelle ?

La 7<sup>e</sup> Conférence méthodologique de l'IWEPS, organisée en collaboration avec l'OWS, avait pour objectif de rassembler et de favoriser une articulation entre approches méthodologiques (quantitatives et qualitatives) et disci-

plines (droit, sociologie, économie, démographie, santé, etc.).

Plus de 160 personnes ont assisté à la Conférence.

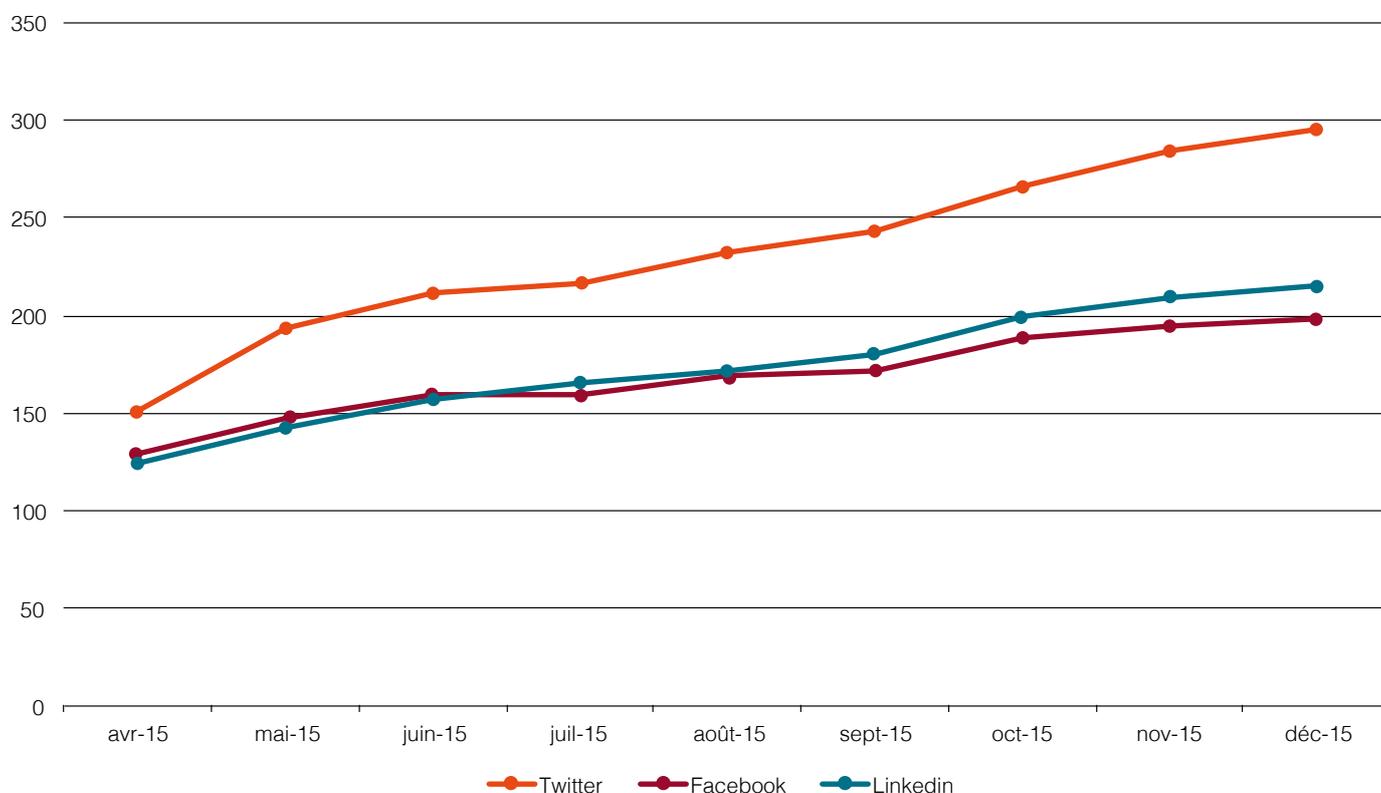
### 7.5.3. Le site internet

Concernant le site internet, la mission dévolue à la cellule communication réside en la mise à jour du site dans les volets Publications et institutionnel. De plus, pour annoncer les nouveautés du site internet, des newsletters sont régulièrement envoyées à plus de 4 000 correspondants. Elles ont été au nombre de 12 en 2015. Par ailleurs, à partir de mars 2015, une attention particulière a été portée à l'ani-

mation des comptes de l'Institut sur les réseaux sociaux suivants : Twitter, Facebook et LinkedIn. Avec pour résultat, une augmentation constante du nombre d'abonnés à ces réseaux depuis le mois d'avril.

Le travail réalisé sur l'animation des réseaux sociaux et la multiplication des campagnes par e-mail a eu un impact positif sur la fréquentation du site Internet. Selon Google Analytics, l'audience de celui-ci est passée de 55 110 utilisateurs en 2014 à 60 852 en 2015. Ces utilisateurs ont généré 85 466 sessions (ou visites différentes du site) en 2015, contre 79 233 en 2014.

Evolution du nombre d'abonnés par réseau social



## 7.5.4. La presse

La Cellule Communication est chargée des relations avec la presse, qui se traduisent par l'envoi de communiqués, l'organisation de conférences de presse, la diffusion des publications, ainsi que les réponses aux demandes ponctuelles des journalistes par rapport aux sujets d'actualité.

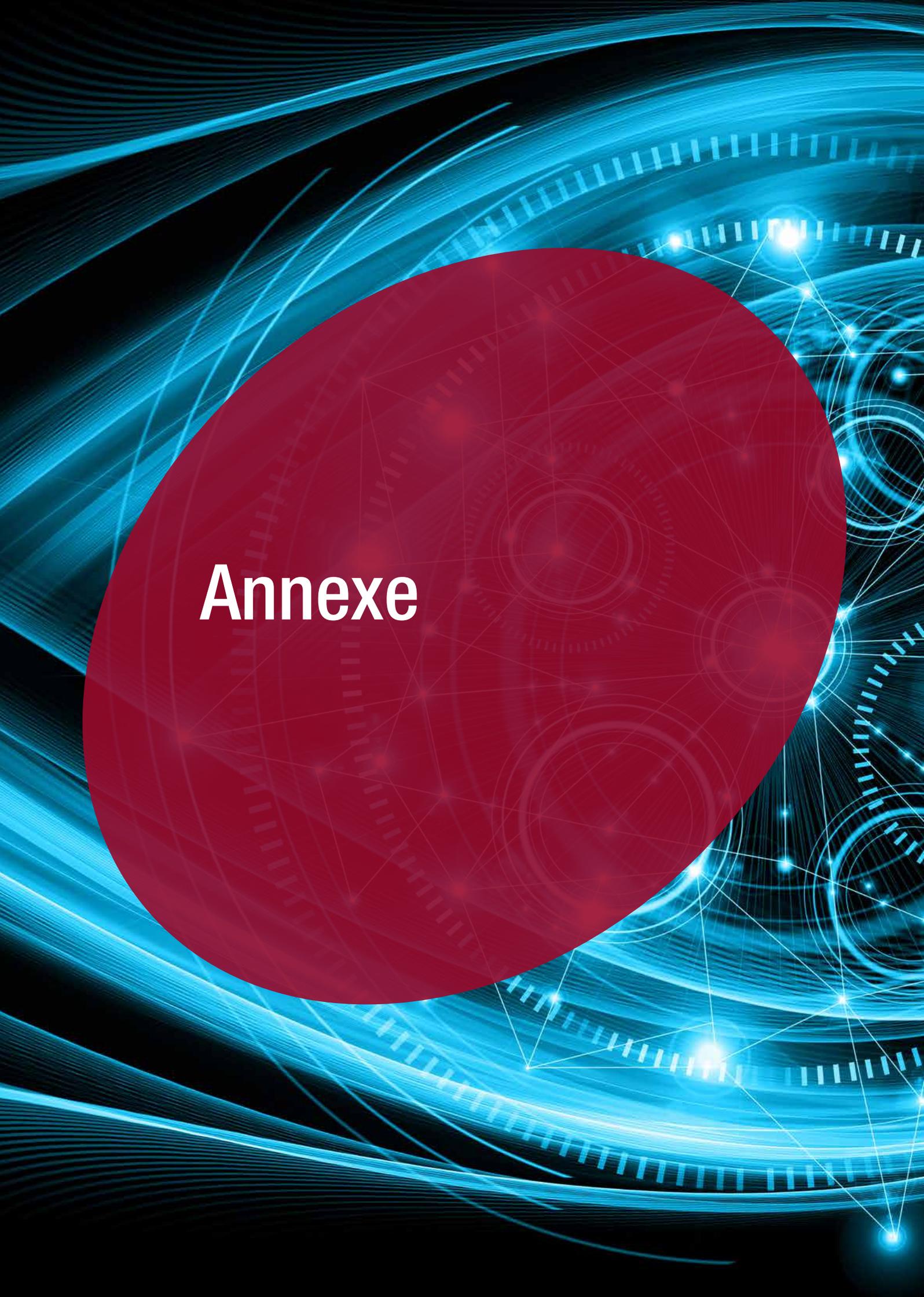
En 2015, 10 communiqués de presse ont été envoyés et ont généré des articles dans les principaux quotidiens francophones et sur les ondes. Plus de 50 articles sont parus dans la presse francophone, tant écrite que radio et/ou télé. Ceux-ci traitaient des informations suivantes :

03/04/2015	Prévision: +1,1% de croissance moyenne du PIB wallon en 2015
28/05/2015	Save the date: Conférence de citoyens le 13-10-2015
10/06/2015	NOUVEAU - Plus de fonctionnalités sur le portail WalStat
22/06/2015	Conférence de presse - Résultats 2015 des indicateurs complémentaires au PIB (ICBE et ISS)
29/06/2015	Résultats 2015 des indicateurs complémentaires au PIB
10/07/2015	Perspectives économiques régionales 2015-2020
17/07/2015	NOUVEAU - Les chiffres de la consommation et de l'épargne des Wallons sont connus !
27/08/2015	INVITATION - 13/10 - Conférence de citoyens : démocratie, mobilisation, appartenance
14/09/2015	COMMUNIQUE- Les chiffres du covoiturage en Wallonie à l'occasion de la semaine de la mobilité 2015
29/10/2015	Prévision: 1,4% de croissance du PIB wallon en 2016

De plus, le 29 juin, une conférence de presse a été organisée pour présenter les résultats de la mise à jour de deux indicateurs complémentaires au PIB, l'Indice des conditions de bien-être et l'indice de situation sociale. Huit journalistes étaient présents. Une dizaine d'articles en ont fait écho.

La popularité et la diffusion de WalStat progresse. Entre septembre et octobre 2015, l'Echo a sorti un des dossiers

phare de l'année « Vis-à-villes » basé principalement sur les données WalStat et réalisé en collaboration avec l'IWEPS. Les questions envoyées à l'adresse WalStat se multiplient et viennent de tous horizons, professeurs du secondaires, services publics fédéraux, bureaux d'études et même de l'étranger (notamment de l'université de Trèves et des instances de l'Union européenne).

The image features a vibrant blue background with a complex, futuristic design. It includes glowing, curved lines, a network of white dots connected by thin lines, and several concentric circles with dashed patterns. A large, semi-transparent red circle is positioned in the center-left, containing the word "Annexe" in a bold, white, sans-serif font.

# Annexe

# ANNEXE 1 : DOMAINES D'ACTIVITÉ DES CHARGÉS DE RECHERCHE OCCUPÉS À L'IWEPS EN 2015

- Caroline ALBESSART : économie, entreprises, énergies renouvelables, balance énergétique

---

- Thierry BORNAND : Synergies Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles, enquête Baromètre social de la Wallonie

---

- Rébecca CARDELLI : enquête Baromètre social de la Wallonie, genre et discriminations

---

- Frédéric CARUSO : économie, Europe 2020, conjoncture, comptabilité régionale, revenus des ménages, macroéconomie, prévisions/projections économiques

---

- Julien CHARLIER : aménagement du territoire, développement territorial, SIG et cartographie, urbain/rural, CPDT, développement durable

---

- Frédéric CLAISSE : prospective, méthode quantitative, fonction publique, gouvernance

---

- Olivier COLICIS : bien-être, cohésion sociale

---

- Bernard CONTER : politiques de l'emploi, stratégie européenne pour l'emploi, dimension européenne des politiques, flexicurité, concertation sociale, syndicalisme, histoire de la sécurité sociale et de l'Etat providence

---

- Marc DEBUISSON : population-ménage, conjoncture économique, démographie, statistiques des recensements de population

---

- Anne DEPREZ : sans-abris et sans-abrisme, relais sociaux, grande précarité ou exclusion sociale, problèmes sociaux de logement, expulsions domiciliaires

---

- Claire DUJARDIN : Synergies Wallonie - Fédération Wallonie-Bruxelles, évaluation Plan Marshall 2.Vert

---

- Jean-Paul DUPREZ : économie, transfrontalier (Grande Région, Nord Pas-de-Calais...), analyses locales, entreprises (démographie, répertoires...), données communales, bassins (emploi, scolaires, résidentiels...), programmation SAS

---

- Muriel FONDER : évaluation Plan Marshall 2.Vert (capital humain), évaluation des politiques d'emploi, évaluation des politiques de formation, statistiques du chômage

---

- Jean-Luc GUYOT : prospective, reprenariat, méthodologie

---

- Julien JUPRELLE : mobilité, transports, logistique, développement durable, impacts environnementaux et énergétiques, Europe 2020, indicateurs complémentaires au PIB

---

- Stephanie LA ROCCA : bases de références, commande de données individuelles (DGSIE) avec gestion confidentielle en interne, centralisation données SPW, taxinomie de l'IWEPS, métadonnées, inventaire données

---

- Catherine LAVIOLETTE : capital social, indicateurs bien-être, méthodologie qualitative

---

- Martine LEFEVRE : évaluation des politiques publiques, recherche et développement, Europe 2020, Plan Marshall 2.Vert, recherche et innovation, accompagnement des entreprises, politique industrielle

---

- Virginie LOUIS : évaluation des politiques publiques, Plan Marshall 2.Vert, recherche et innovation, réseaux d'entreprises (pôles de compétitivité et clusters), financement des entreprises (capital-risque)

---

- Christine MAINGUET : éducation, formation, Europe 2020, cohésion sociale, synergies Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles

---

- Abdeslam MARFOUK : économie, immigration, discrimination sur le marché de l'emploi

---

- Amandine MASUY : statistiques administratives infra-régionales, WalStat, vieillissement

---

- Olivier MEUNIER : économie (macro), modélisation économique (Hermreg, Remi), comptabilité régionale

---

- Mathieu MOSTY : évaluation Plan Marshall 2.Vert, évaluation de politiques d'emploi, évaluation des politiques de formation, évaluation des structures organisationnelles-réseau, fonction publique

---

- Régine PAQUE : économie, finances publiques, conjoncture et prévisions économiques, budgets de la Région wallonne, macro-économie

---

- Isabelle REGINSTER : territoire (observation, évaluation et perspective), indicateurs complémentaires au PIB, analyse spatiale de données de l'enseignement

---

- Christine RUYTERS : plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, indicateurs de bien-être, indicateurs complémentaires au PIB, indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF), forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR France et FAIR Wallonie-Bruxelles), Conseil de l'Europe

---

- Vincent SCOURNEAU : macroéconomie, compétitivité, analyses conjoncturelles

---

- Yves TILMAN : économie, modélisation, comptabilité régionale et nationale

---

- Annick VANDENHOOFT : santé et vieillissement, biostatistique

---

- Françoise VANDERKELEN : bases de références, enquêtes et informatique (métadonnées, confidentialité), statistique-méthodologie, Data Warehouse

---

- Laurence VANDEN DOOREN : comptes de l'emploi wallon, indicateurs de bien-être en Wallonie, indicateurs communaux de niveaux de vie (WalStat)

---

- Valérie VANDER STRICHT : emploi, Europe 2020, chômage, population active, données communales emploi-chômage, emploi des jeunes, évolution conjoncturelle de l'emploi

---

- Béatrice VAN HAEPEREN : emploi, évaluation de politiques, fonction publique, économie sociale/emploi non-marchand, simplification administrative

---

- Frédéric VERSCHUEREN : économie, modélisation économique, projet Preview, évaluation ex-ante des politiques publiques, économétrie, bourses doctorales IPRA

---



Wallonie

**iwEPS**

*INSTITUT WALLON  
DE L'ÉVALUATION,  
DE LA PROSPECTIVE  
ET DE LA STATISTIQUE*

Route de Louvain-la-Neuve, 2  
B-5001 BELGRADE – NAMUR

Tél. 32 (0)81 46 84 11

Fax 32 (0)81 46 84 12

[www.iweps.be](http://www.iweps.be)

[info@iweps.be](mailto:info@iweps.be)

Suivez-nous sur :

